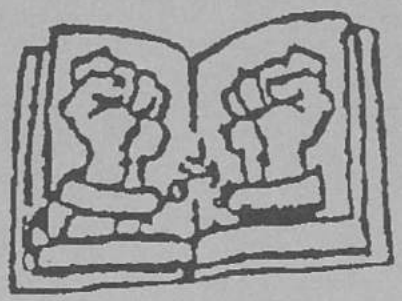
Cahiers du mouvement ouvrier

Josep Antoni Pozo : Le pouvoir révolutionnaire en Catalogne de juillet à octobre 1936
Luis Gonzalez : Les journées de mai à Barcelone
La correspondance Martov-Lounatcharski : le passage des exilés par l'Allemagne en 1917
Les trotskystes à Vorkouta



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 34 - Deuxième trimestre 2007 (avril-mai-juin) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : http://assoc.wanadoo.fr/cermtri
e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation ..... p. 5**
- **Jean-Paul Moret : La grève des mineurs de Deneuille (1905) ..... p. 9**
- **Katia Dorey : La correspondance Martov-Lounatcharski et le retour des exilés par l'Allemagne en 1917 ..... p. 17**
- **Iakov Ganetski : Autobiographie ..... p. 29**
- **Léon Trotsky : Lettre ultra-secrète au bureau politique du 9 avril 1922 (inédite) ..... p. 35**
- **Brian Pearce : Le Mouvement minoritaire et la "troisième période" en Grande-Bretagne ..... p. 39**
- **Marc Teulin : "Trotsky en Corrèze", ou la rumeur permanente ..... p. 47**
- **Roland Corominas : Chronologie de la révolution espagnole ..... p. 53**
- **Josep Antoni Pozo : Le pouvoir révolutionnaire en Catalogne de juillet à octobre 1936 ..... p. 63**
- **Luiz Gonzalez : Les journées de mai à Barcelone ..... p. 79**
- **Jean-Jacques Marie : Les trotskystes à Vorkouta ..... p. 91**
- **Wladislaw Gomulka : Lettre à Staline du 14 décembre 1949 (inédite) ..... p. 105**
- **Imre Nagy : Mémorandum (1957) - inédit ..... p. 111**

• **Alain Challier et Jean-Jacques Marie :**
— Lettres à Vaclav Havel et à l'ambassadeur de la République tchèque à propos de l'interdiction de la KSM (Union de la Jeunesse communiste tchèque) ..... p. 123
— Réponse de l'ambassadeur de la République tchèque ..... p. 126
— Réponse à cette dernière ..... p. 126
— Appel contre l'interdiction de la KSM ..... p. 128
— Témoignage de Jean-Jacques Marie au procès de Vaclav Havel, en 1979 ..... p. 127

• **Dans l'ex-URSS aujourd'hui ..... p. 133**

• **Chronique des falsifications : Arkadi Vaksberg dans ses œuvres ..... p. 137**

Présentation

CE numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* est centré sur les journées de mai 1937 à Barcelone, véritable tournant dans la révolution espagnole, et plus précisément dans la marche à la contre-révolution. Les ouvriers de Barcelone se dressent alors pour défendre, contre son étranglement par les forces coalisées du stalinisme et d'une bourgeoisie fantôme, la révolution dont ils ont été la force motrice en juillet 1936, et dont l'ampleur est soulignée par le résumé de la thèse de Josep Pozo. Leur défaite, dont les articles publiés dans ce numéro expliquent les causes, est suivie au cours des semaines qui suivent par le déchaînement d'une brutale répression contre les militants anarchistes de la CNT, de la FAI et du POUM, voire de certains militants socialistes, qui débouchera sur l'assassinat du principal dirigeant du POUM, Andreu Nin, sur l'arrestation des principaux dirigeants du POUM et sur la dissolution de ce parti.

Ce numéro, une fois n'est pas coutume, reproduit des documents portant sur l'actualité : la décision du ministre de l'Intérieur de la République tchèque de dissoudre une organisation politique, l'Union de la Jeunesse communiste tchèque (KSM), au seul motif que les statuts de cette organisation affirment l'objectif d'instaurer la propriété collective des moyens de production ; nous reproduisons les deux lettres d'Alain Challier et de Jean-Jacques Marie à Vaclav Havel, l'ancien président de la République tchèque, et à l'ambassadeur consacrées à cette interdiction, la réponse de l'ambassadeur, la seconde lettre d'Alain Challier et de Jean-Jacques Marie à ce dernier, et le témoignage de Jean-Jacques Marie au procès des six militants de la Charte 77, dont Vaclav Havel, en 1979.

Les articles qui précèdent illustrent d'autres moments de la lutte des classes : les pages de Jean-Paul Moret consacrées à la grève des mineurs du bassin de Deneuille, dans l'Allier, en 1905, sont extraites d'une brochure qui retrace la naissance et les combats du mouvement ouvrier dans ce bassin de l'Allier.

L'article de Katia Dorey fondé sur la correspondance récemment publiée en Russie de Jules Martov et d'Anatole Lounatcharsky éclaire la réalité du passage de Lénine et de 280 autres militants révolutionnaires russes à travers l'Allemagne en avril-mai 1917, passage que le nouveau collaborateur de Nicolas Sarkozy, Jacques Attali, résumait dans une de ces falsifications éhontées dont il est coutumier par les lignes suivantes, imprimées dans son livre sur Karl Marx : *"Le 27 mars, en pleine émeute communiste à Berlin et à Petrograd, le gouvernement du Kaiser affrète un train blindé pour assurer le transfert de Lénine et de ses compagnons en Russie."*

Nous publions une lettre inédite de Léon Trotsky sur la lutte antireligieuse et contre les tenaces préjugés antisémites en Russie, et une lettre tout aussi inédite du secrétaire du Parti ouvrier polonais unifié, Wladislaw Gomulka, dont le caractère nettement antisémite illustre sur un point donné les profondes différences entre bolchevisme et stalinisme.

L'article de Brian Pearce éclaire une période de la lutte des classes en Grande-Bretagne, dont le point culminant est la grève générale des mineurs de 1926, à

travers l'activité d'un regroupement de militants dans les Trade-Unions, dit Mouvement minoritaire.

Sous le titre apparemment anodin de *Trotsky en Corrèze,* deux historiens, père et fils,Yannick et Gilbert Beaubatie, étudient la formation et le développement, de 1934 à aujourd'hui, d'une rumeur malveillante, fondée sur une invention totale : la présence de Léon Trotsky en Corrèze, dans un château appartenant à un colonel britannique retraité de l'Intelligence Service (services secrets britanniques) et racheté ultérieurement par Jacques Chirac. Le compte rendu détaillé de leur ouvrage peut trouver son complément dans l'étude tout aussi détaillée du sommet de la falsification sur la révolution russe que représente l'ouvrage d'Arkadi Vaksberg *Le Laboratoire des poisons* (disséqué dans la *"Chronique des falsifications"*).

Ces falsifications, dont l'ouvrage de Vaksberg est un nouveau (et peut-être provisoire) sommet, visent à présenter la révolution comme un complot, un coup de main réalisé dans le dos même des masses au nom desquelles elle dit être faite. Elles visent à présenter la propriété d'Etat ou sociale comme étant le pur produit d'une violence faite à l'économie et à la société, qui débouche sur la violence permanente et donc sur le "totalitarisme". Cette conception à la mode du "totalitarisme" assimile totalement fascisme et stalinisme (et même communisme), bien que le nazisme, le fascisme, le franquisme et le corporatiste salazariste aient reposé sur la propriété privée alimentée par les commandes fantastiques de l'Etat grâce à la ponction exercée sur les masses. Il s'agit de conforter la conception du totalitarisme commun aux deux, débouchant sur l'affirmation en cas de besoin d'une alliance politique dite rouge-brun.

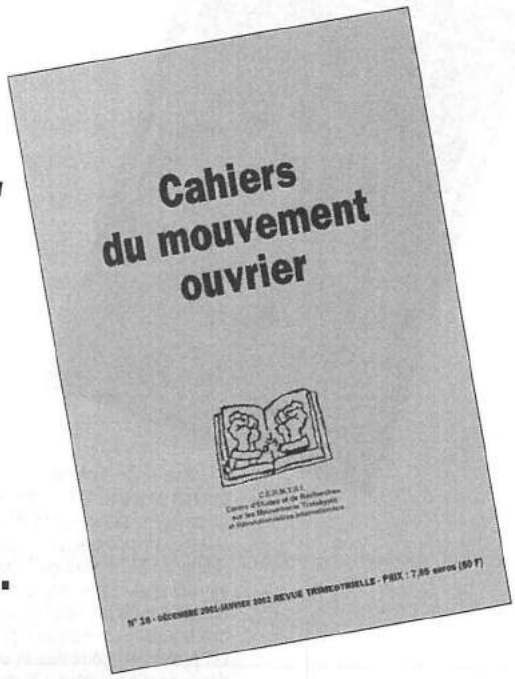
L'étude sur les trotskystes à Vorkouta raconte le combat farouche mené par les trotskystes déportés dans ce camp du Grand Nord consacré à l'extraction de charbon à bas prix, combat qui prit la forme d'une grève de la faim de 132 jours, d'abord victorieuse avant que Staline ne fasse payer aux grévistes le prix même de leur victoire.

Les extraits du mémorandum rédigé par Imre Nagy de sa réclusion en Roumanie définissent les grandes lignes de sa politique à la tête de l'éphémère gouvernement révolutionnaire hongrois de fin octobre-début novembre 1956 et de l'axe qu'il choisit alors pour se défendre contre l'accusation de contre-révolution lancée par les staliniens.

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié un numéro spécial sur la révolution russe de 1905 (n° 25), un numéro spécial sur Léon Trotsky (n° 28) comprenant de nombreux textes inédits de Trotsky, deux numéros spéciaux sur les révolutions polonaise et hongroise de 1956 (nos 31 et 32) comprenant entre autres de nombreux documents soviétiques inédits (dont les délibérations du bureau politique du PCUS et les notes envoyées de Budapest par Mikoïan).

Ils ont publié aussi dans divers numéros les études de l'historien soviétique Vadim Rogovine sur les plénums du comité central du Parti communiste russe qui ont déclenché la grande terreur (de 1936 à 1938), les documents inédits du Comintern sur la chasse internationale aux trotskystes, des documents sur la liquidation du Parti communiste polonais par Staline en 1938 et la liquidation de son secrétaire national, Lipski, opposé à cette dissolution, une étude sur le journal de Vladimir Antonov-Ovseenko, consul à Barcelone pendant la révolution espagnole, des articles de Benoît Malon sur la grande grève du Creusot en 1870, des documents inédits de Preobrajenski, Boukharine et Dzerjinski sur la question des privilèges dans le Parti bolchevique et sur la lutte contre Trotsky, une étude sur la CNT espagnole sous le franquisme, etc., plus une chronique régulière sur les innombrables falsifications auxquelles est soumise l'histoire du mouvement ouvrier, et surtout l'histoire de la révolution russe et du bolchevisme.

Les *Cahiers du mouvement ouvrier*



• Collection complète (nos 1 à 33) :
— 100 euros + 20 euros de frais de port (France) ;
— 100 euros + 30 euros de frais de port (étranger).

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **29 euros** ;

— Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros.**

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

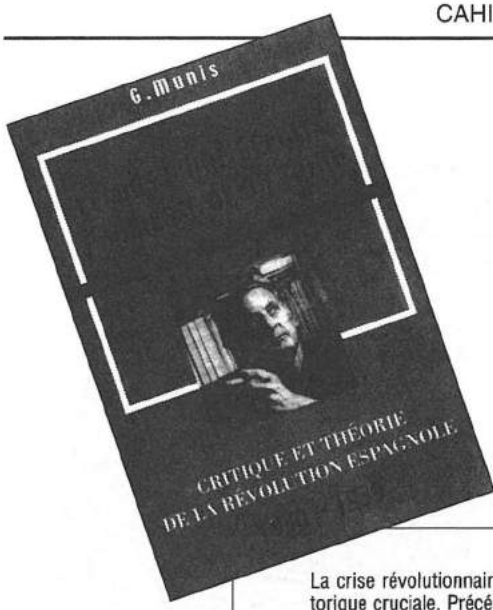
Abonnement d'un an :

❒ à partir du n° 13 ❒ à partir du n° 14 ❒ à partir du n° 15 ❒ à partir du n° 16
❒ à partir du n° 17 ❒ à partir du n° 18 ❒ à partir du n° 19 ❒ à partir du n° 20
❒ à partir du n° 21 ❒ à partir du n° 22 ❒ à partir du n° 23 ❒ à partir du n° 24
❒ à partir du n° 25 ❒ à partir du n° 26 ❒ à partir du n° 27 ❒ à partir du n° 28
❒ à partir du n° 29 ❒ à partir du n° 30 ❒ à partir du n° 31 ❒ à partir du n° 32
❒ à partir du n° 33 ❒ à partir du n° 34

Commande du (des) n° (nos) : .....

❒ **Commande du n° 2 de l'édition russe (15 euros port compris)**

La collection des nos 1 à 33 : 100 euros + 20 euros de frais de port ❒
Chèques à l'ordre du CERMTRI
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris



La crise révolutionnaire des années 1930 en Espagne a lieu dans une phase historique cruciale. Précédée de cinq ans de grèves et de soulèvements d'ouvriers et de paysans pauvres, elle aboutit à ses batailles décisives en 1936, lorsque le cycle révolutionnaire qui avait commencé avec la première guerre impérialiste et avec Octobre 1917 s'était déjà épuisé, et lorsque l'Internationale communiste avait déjà été assujettie aux intérêts de l'État russe. En 1936, commençaient les grands procès contre les bolcheviks à Moscou et la contre-révolution stalinienne débordait des frontières d' « un seul pays » pour devenir une contre-révolution internationale. Un prolétariat généreux et son avant-garde furent engagés dans une lutte à mort, dépourvus de stratégie et de parti léniniste en mesure d'ouvrir des perspectives au cours de ce séisme qui secoua toutes les classes de la péninsule ibérique.

Au cours de ces années-là, la dénonciation du rôle contre-révolutionnaire du nazisme, du fascisme, du stalinisme et des partis démocrates et « socialistes » était un enjeu décisif. Dans son œuvre, Munis offre les informations et les indications nécessaires afin que les futures avant-gardes internationalistes puissent réfléchir et s'approprier cet héritage historique. Aujourd'hui nous savons que l'idéologie stalinienne a fini dans les rebuts de l'histoire, tandis que les interprètes de ce mensonge historique, fonctionnel à l'époque aux intérêts de l'impérialisme russe, ont changé de couleur comme des caméléons. Il n'y a rien d'étonnant à cela : c'est dans la nature des contre-révolutionnaires d'être prêts à revêtir les atours à la mode, une mode dessinée dans les capitales des puissances impérialistes.

Munis nous lègue des pages inoubliables de lutte et de dénonciation du fascisme et du stalinisme, ainsi que d'abnégation à la cause du communisme.

Il montre qu'en Espagne une avant-garde prolétarienne n'avait pas été arrêtée, dans son élan révolutionnaire, par le fascisme, ni par la démocratie, ni par le stalinisme. Mais il montre également que cette avant-garde a été vaincue et anéantie parce qu'elle n'a pas eu le temps ni la capacité d'assimiler la leçon de Lénine. Elle n'a pas su opposer aux luttes des fractions de la bourgeoisie impérialiste la stratégie du prolétariat mise en œuvre par son parti.

Le texte que nous publions en intégralité a conservé toute sa valeur de témoignage et de document historique. Dans le respect de la clarté de la distinction politique autant que de la passion pour la bataille internationaliste commune, la publication de ces pages est aussi un hommage rendu à la figure de Grandizo Munis et au courage de son activité de militant révolutionnaire.

Le communiste révolutionnaire espagnol ***Grandizo Munis*** *(1912-1989), militant depuis les années trente du siècle dernier dans le mouvement d'opposition au stalinisme qui se réclamait de Lev Trotsky, dirigea le petit groupe révolutionnaire des bolcheviques-léninistes d'Espagne durant la Guerre civile. Emprisonné en 1938 par les staliniens et menacé de mort, réussit à s'échapper au dernier moment et à se réfugier en France et ensuite au Mexique. Pendant la guerre, il développa une réflexion politique qui l'amena à abandonner les positions du trotskisme, en particulier à l'égard de l'URSS, dont il dénonça la nature sociale de capitalisme d'État. Rentré en Europe en 1948, il s'établit en France, où il continua sa lutte pour le communisme en dirigeant le Ferment Ouvrier Révolutionnaire.*

ISBN 978-2-912639-23-3

€ 15,00

La grève des mineurs de Deneuille (1905)

(Jean-Paul Moret)

Dans son éditorial de *Le Combat*, daté du 26 novembre 1905, intitulé *"L'agitation ouvrière"*, Montusès soulignait la reprise de l'action ouvrière, citant les succès des typographes de Lille et d'ailleurs dans les imprimeries, la constitution des instituteurs en syndicat. Les agents des postes et télégraphes prenaient le même chemin de l'organisation, la grève générale des ouvriers des arsenaux donnait des exemples au-delà des frontières, notamment celui de la grève révolutionnaire des ouvriers en Russie. Cette montée des revendications, surtout, se combinait à l'exigence de l'unité nécessaire pour gagner et, en premier lieu, à la réalisation de l'unité des socialistes en un parti unique. Une pression évidente de la base s'exerçait, encouragée par les décisions du congrès de l'Internationale, pour avancer rapidement dans cette voie en France.

La grève de novembre-décembre 1905

La grève

Une lettre-pétition, datée du 23 novembre 1905, portant les noms des membres de la délégation qui demande à être reçue, avait été signée de 63 ouvriers : ces 6 délégués étaient Michard Jean, Ferrandon Adrien, Saint-Pol, Descloux Louis, Dupeyrat et Labouesse fils. C'est Jean Michard qui dépose la demande. Ce courrier se réfère aux autres mines — qui bénéficient de meilleures conditions — et les signataires se déclarent confiants en l'esprit d'équité et la bonne volonté du directeur, Jean Groslin.

Les 14 revendications

"Salaire unique 4 F par jour pour les piqueurs et mineurs (+ 0,40 F).

Salaire unique 3,75 F par jour pour tous les boiseurs et cantonniers (+ 0,50 F).

3,25 F minimum pour tous les manœuvres de plus de 18 ans (+ 0,50 F ou 0,75 F) et 2,50 F pour les plus jeunes (+ 0,50 F).

Suppression du travail aux pièces.

Etablissement à tous les niveaux de magasins constamment munis de bois de toutes dimensions, principalement de croûtes et de coins.

Limitation réglementaire à 8 heures de la journée de travail dans les chantiers mouillés, et, conséquemment, suppression de l'obligation pour les ouvriers de demander chaque jour cette limitation au maître mineur.

Dans les plans inclinés, remise aux boiseurs des planches d'échafauds et chaînes nécessaires au boisage de ces plans.

Autorisation aux chefs mineurs d'accorder un ou plusieurs jours de congé, sans avoir besoin d'en référer au préalable au directeur.

Fourniture de caoutchoucs secs aux ouvriers travaillant dans les chantiers mouillés ; limitation à 6 jours consécutifs pour un même ouvrier de la durée de travail dans ces chantiers.

Suppression de la marche dans le grand plan du chariot chargé de bennes de terre, surtout en cas de présence de moins de 2 ou 3 boiseurs (sécurité).

Interdiction aux ouvriers de quitter leurs chantiers pour donner de l'aide dans un autre sans un ordre formel des chefs.

Achèvement dans le plus bref délai des travaux de réparation du plan II, et autorisation aux ouvriers de passer dans ce plan pour donner leur compte de travail.

Réduction de 50 % sur les prix ordinaires du charbon et diminution de 1 F par stère sur ceux du bois, en faveur de tous les salariés de la mine.

Obligation pour tous les chefs et surveillants d'être polis envers les ouvriers."

Document remarquable à tous points de vue, il nous renseigne sur bien des aspects de la mine : l'eau est l'ennemi principal du mineur : la mine en mourra, d'ailleurs. Cela explique, au moins en

partie, comme la nature des terrains, l'importance du boisage, et donc du nombre de boiseurs. Ce qui légitime les revendications particulières de ces derniers. Mais tous les catégories d'ouvriers sont concernées par l'insuffisance du matériau ou son lieu de stockage trop éloigné, l'insuffisance des fournitures de protection et le besoin d'un roulement des équipes de travail dans les chantiers "mouillés".

L'entrevue : Jean Groslin nie la réalité du problème du matériau et indique que la limitation à 8 heures de travail dans les chantiers mouillés déterminés par entente entre le maître mineur et les ouvriers est suffisante. Le travail aux pièces existe : Groslin considère qu'il est une nécessité dans l'industrie minière actuelle, mais que le comptage des bennes est mal fait et arbitraire, et que c'est pour cela que les mineurs en demandent la suppression, car, combiné avec le travail à la journée, le tout n'offre aucune garantie sur le montant des salaires.

Les salaires sont les plus bas du département : pourquoi ? Petite mine isolée, faible profondeur ? Salaire unique signifie une seule catégorie pour le même travail, pas de primes. Qu'en était-il exactement ? Groslin dit que la mauvaise situation économique de la mine oblige à un refus. Des avantages en nature jugés insuffisants (prix réduits consentis sur le bois et le charbon). La sécurité dans les lieux de passage, la réglementation de la circulation, notamment dans le plan incliné, difficile à entretenir et lieu fréquent de déraillements de bennes, qui nécessitent une dizaine d'ouvriers pour les remettre sur la voie arrivant par la base du plan incliné pour remonter jusqu'au chariot, ce qui est dangereux et explique la demande d'accession au chariot par l'amont. Ce que les délégués à la sécurité ont déjà constaté et qu'ils constateront encore, et qui amène des accidents.

Contre l'arbitraire, la politesse (le vieux maître mineur a connu les ouvriers enfants et les rudoie), le droit contre la tolérance qu'il faut mendier, le respect des horaires légaux.

Il s'agit d'une plate-forme de revendications propres à Deneuille, sur tous les aspects.

Le vendredi 24 novembre, l'ingénieur directeur Groslin fait connaître aux délégués réunis qu'il ne peut accorder les demandes salariales et d'amélioration des avantages en nature, mais qu'il peut donner une satisfaction *"à peu près complète"* sur les autres points.

Le samedi 25 novembre, la grève commence. Elle est totale pour le fond : le maître mineur n'a que deux chefs de poste pour l'entretien. Les délégués refusent plusieurs fois la proposition du contrôleur Perrin d'obtenir que l'entretien soit effectué *"dans l'intérêt des ouvriers"*, *"de la conservation du gisement"* et, ajoute-t-il, *"pour mettre le comte de Pontgibault dans de bonnes dispositions"* !

La pression est considérable : selon l'ingénieur Macaux, les délégués acceptent de proposer aux grévistes un roulement d'entretien de 10 mineurs par jour, tirés au sort, en plus des deux manœuvres spécialisés dans l'épuisement des eaux. Jean Michard renvoie une tournée commune avec l'ingénieur pour éviter de nouvelles exigences, la réunion des grévistes annoncée pour le lundi aura lieu le mardi soir. Leur réponse est claire : Michard annonce à Groslin qu'il lui accorde huit jours pour une réponse positive. Groslin répond non sur-le-champ. Les 72 grévistes maintiennent toutes leurs demandes et rejettent l'obligation de l'entretien. **Ce sont les grévistes en réunion générale qui ont imposé leur décision.**

Un seul problème, mais grave, semble subsister : les personnels de surface et du quai d'embarquement travaillent, assurant ainsi le traitement et l'expédition du charbon.

Mais, dès le second jour de la grève, les 27 ouvriers du jour présentent leurs demandes à Jean Groslin et entrent dans la grève le lendemain lundi 27 novembre pour réclamer l'augmentation des salaires : + 0,25 F par jour pour toutes les catégories, + un tiers pour les heures supplémentaires, salaire de 4 F par jour pour les machinistes, l'exécution de cer-

taines réparations dans les installations du jour (voie du quai à la gare, voie reliant l'Orléans à l'"économique"), la réduction de la journée de travail à 11 heures de présence (10 heures effectives + 1 heure de repas, au lieu de 10 h 30 et 1 heure de repas), de 6 à 17 heures, l'interdiction de descendre dans la mine. L'ingénieur refuse d'examiner ces revendications, acceptant seulement d'examiner le point 2. La lettre des ouvriers du jour était ainsi conçue : *"C'est avec le même esprit de conciliation qu'ils s'adressent à vous. Ne croyez pas qu'ils cèdent à un mouvement d'hostilité contre leurs chefs. Ils sont guidés par des motifs autrement sérieux. Ils sont, autant que quiconque, ennemis de l'agitation stérile. La grande majorité d'entre eux sont des pères de famille. Soyez bien assuré que s'ils demandent de l'augmentation, et quelques autres améliorations, c'est qu'elles leur paraissent indispensables pour assurer, avec leur sécurité, l'existence de leur famille et la leur."*

Au troisième jour, la grève est totale.

En réponse, une brigade de gendarmerie est envoyée pour *"assurer la liberté du travail"*. Arrivée du sous-préfet de Montluçon, qui rencontre Léon Thivrier, Bouchaud, maire de Bézenet, Montusès, venus eux aussi. Dans son rapport à Moulins, le sous-préfet déclare que ces *"trois messieurs"* n'ont pas excité les ouvriers à la résistance, du moins devant lui ; il est inquiet de l'intransigeance de Groslin, d'autant que ces mineurs sont cultivateurs pour la plupart et peuvent supporter assez facilement un chômage de quelque durée. Et pourtant, ***"Ils sont calmes, paisibles, fort doux...*** *Si la grève se prolonge, que va devenir la mine ? Dès à présent, je suis d'avis de tout faire pour éviter l'envoi de sapeurs du génie... Le juge de paix se propose d'intervenir."*

Mais la loi du 29 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ne sera pas utilisée : le mercredi 29 novembre, 50 mineurs réunis sous la présidence de Bouchaud rejettent la saisine du juge, qui aurait fourni une réponse dans les trois jours, par méfiance envers une personne incompétente pour trancher le conflit, selon le sous-préfet. Le comte de Pontgibault, présent lui aussi, suggère un ingénieur comme arbitre. Le jeudi 30, une nouvelle visite des galeries fait craindre un débordement du réservoir de la Suave, les eaux pouvant se déverser dans les travaux et arrêter la circulation de l'air. La direction pense trouver un machiniste de bonne volonté pour pomper les eaux.

Le vendredi 1er décembre, 50 ouvriers, avec Thivrier et Montusès, demandent un entretien avec de Pontgibault seul, lequel refusa toute augmentation sous le prétexte que, *"demain, les ouvriers demanderaient encore le relèvement des salaires"*, puis avec le propriétaire et Jean Groslin. Sans aucun résultat. Le samedi 2 décembre, deux machinistes *"qui s'étaient offerts à reprendre le travail"*, affectés la nuit du 1er au 2 à l'épuisement des eaux, sont injuriés par les grévistes informés de l'événement ; des pierres sont lancées vers eux ; les deux gendarmes présents sont impuissants. L'épuisement est arrêté, la chaudière éteinte. Le dimanche 3 décembre, même scène à 18 heures devant quatre gendarmes encore impuissants. Le lundi 4 décembre, la direction affiche : *"Les ouvriers qui voudront reprendre pourront le faire demain mardi à 7 h 30."*

70 ouvriers se réunissent alors avec Thivrier et Montusès, et rejettent la proposition d'arbitrage par un ingénieur : les 8 délégués du comité de grève, constitué des mineurs de la délégation du premier jour, élargie aux ouvriers du jour Fontbonnat et Pineault, sont reçus par le sous-préfet, auquel ils déclarent souhaiter l'entente directe, et annoncent demander une entrevue à la direction pour le 6 décembre. Ce jour de la sainte Barbe, les grévistes sortant de leur réunion avec femmes et responsables socialistes formèrent un cortège précédé par les musiciens de Cosne. Ils manifestèrent dans le bourg et jusqu'à la Suave en chantant *L'Internationale*. De retour à la réunion, furent organisées des listes de souscription pour la solidarité et des patrouilles. Le mardi 5 décembre, 60 ouvriers se tiennent près de la mine au matin : pas de reprise. Seuls deux machi-

nistes, Marchand, "récidiviste" pourtant signataire de la lettre pétition du 23 novembre, et un "étranger" venu de Malicorne, qui, lui, est accepté par Michard, commencent l'épuisement.

Mais à 12 h 15, les 60 mineurs et 20 femmes qui les ont rejoints à la Suave somment les huit gendarmes de faire sortir Marchand. Le carreau est envahi, les vitres du bâtiment de la machine où s'est réfugié le "renard" sont brisées. Les manifestants exigent de Perrin, accouru, le départ de Marchand, ce qui est obtenu tard dans la nuit après que des garanties de tranquillité soient données au machiniste. Les ouvriers déclarent ne pas s'opposer au travail de l'ouvrier de Malicorne et se retirent.

A 17 h 15, mercredi 6 décembre, un accord est conclu

Le mercredi 6 décembre, les mineurs acceptent que les négociations se tiennent à la mine, et non à la mairie, comme ils le désiraient. La réunion se tient toute la journée avec assemblée des grévistes le midi et la participation de Thivrier et Montusès en fin d'assemblée. A 17 h 15, un accord est conclu.

Personnel de fond :

— salaire moyen du piqueur : 4 F (1re et 2e classes) ;

— salaire moyen du boiseur : + 0,15 F (sauf pour une dizaine de vieux, jugés moins actifs que les autres).

— passage des piqueurs et boiseurs de la seconde à la 1re classe *"pour ceux qui connaissent assez bien leur métier"* ;

— cantonniers : + 0,10 F pour trois et + 0,15 F pour le quatrième, membre de la délégation ;

— manœuvres : + 0,10 F ;

Personnel de l'extérieur :

— le machiniste membre de la délégation : 3,75 F au lieu de 3,50 F ;

— trois jeunes manœuvres seront payés 2,10 F au lieu de 2 F ;

— réduction d'une demi-heure de travail.

Pour tous : le prix du stère de bois est ramené de 3 à 2 F.

La reprise du travail sera effective le 12 décembre après les réparations.

Un mot des règlements de comptes internes : le maître mineur, Alexandre Fradier, qui sera plus tard conseiller municipal républicain, resté seul après le décès de Trimouille et avant l'arrivée de Jean Groslin, fut considéré comme ayant été en dessous de sa tâche : répartition maladroite des bennes, mauvais fonctionnement du roulage amenant dans les chantiers un manque de matériel, qui diminuait la production et par suite le salaire des mineurs. **De 4 F, le salaire était tombé à 3,60 F !** Ce qui met une nouvelle fois en évidence le salaire au rendement.

Les mineurs de Deneuille ne pouvaient prétendre, par eux-mêmes et pour leur seule exploitation, modifier fondamentalement un système fondé pour l'essentiel sur le travail à la tâche et le rendement, cela dans le cadre d'un travail dont nous ne savons pas s'il ne comporte pas encore un chômage partiel, malgré la situation de plein emploi après la grève de 1902.

Ce qui demeure, c'est qu'à Deneuille, les salaires de la mine étaient les plus bas du département, et, du fait de la grève, atteindront le niveau de ceux de leurs camarades de Doyet et des Ferrières. **Car la grève de novembre et décembre 1905 est un succès incontestable. La preuve incontestable en est la création, dans la suite immédiate, d'une chambre syndicale regroupant 65 mineurs le 6 janvier 1906.**

Au-delà de l'aspect proprement revendicatif, qui est loin d'être négligeable (hausse des salaires de plus de 10 % pour les piqueurs, de l'ordre de 2 % pour les autres catégories, avantages en nature améliorés, réglementation améliorée de la sécurité), malgré le caractère souvent individualisé (mais cela était déjà la règle) des mesures — y compris au profit de membres des délégations de grévistes —, le mouvement a touché toute la mine. Les ouvriers de surface, toujours plus timorés, car ils étaient l'objet d'une politique de division systématique, qu'ils travaillaient près du bâtiment de la

direction, ont été responsabilisés par les conditions plus dures de leurs collègues du fond et les ont rejoints dès le deuxième jour. Cela grâce au charpentier socialiste Fontbonnat et à Pineault, désignés par leurs camarades pour rejoindre le comité de grève et les représenter.

Les revendications justifiées tendent toutes à la cohésion et à l'unité. Elles ont été élaborées en commun, menées par les ouvriers réunis plusieurs fois, et qui ont pris des décisions proposées par leur comité de grève. Ces décisions ont été suivies à peu près unanimement et ont pu aboutir en partie. Rien certes n'était — et ne pouvait être — réglé, mais sur la base de résultats substantiels et le sentiment de force créé par l'organisation collective, naissait l'organe permanent du combat revendicatif, le syndicat, ce qui n'avait pu se réaliser en 1902.

La chambre syndicale des ouvriers mineurs et similaires de Deneuille-les-Mines

Le 31 décembre 1905, Ernest Montusès et deux délégués de la chambre syndicale de Doyet, dont le secrétaire, organisèrent la réunion constitutive du syndicat des mineurs de la commune. Après l'annonce de nouvelles listes de solidarité : Saint-Hilaire 30 F et Doyet 11,30 F, et la distribution des secours par le comité de la grève, longue discussion sur les statuts, qui furent adoptés et proclamés par Montusès.

Les statuts

Pour faire partie du syndicat, il faut avoir 18 ans, c'est-à-dire qu'il est ouvert aux mineurs et en fait à tous, car en 1906, aucun enfant ne travaille à la mine. Aucune précision pour les femmes qui travaillent au triage : mais, légalement, elles doivent obtenir l'autorisation de leur mari pour adhérer, du fait des règles générales d'incapacité que leur impose le Code civil et dont elles ne seront relevées que par une loi de 1920.

L'assemblée nomme un bureau composé d'un président, d'un secrétaire et d'un trésorier élus pour un an, toujours révocables, mais rééligibles dans leurs fonctions gratuites. La commission de contrôle de cinq membres vérifie les comptes et contrôle les actes du bureau. Le trésorier tiendra toujours ses comptes à jour.

Les cotisations sont de 0,50 F par mois, ce qui correspond à peu près à une heure de travail du piqueur. Tout adhérent qui se trouve en retard de plus de trois cotisations et refuse de s'acquitter sans motifs valables est radié par l'assemblée. Les fonds recueillis seront employés pour faire face aux frais de correspondance, d'éclairage et d'entretien, aux besoins relatifs à la profession et pour soutenir la lutte du travail.

Les réunions se tiennent le dernier dimanche de chaque mois et en séance extraordinaire en cas d'urgence absolue appréciée par le bureau.

Trois des quinze articles réglementent la discipline : retrait, puis radiation en cas d'ivresse, respect mutuel, parole à tour de rôle accordée par le président. Toute question politique ou religieuse sera rigoureusement écartée.

La question des huit heures

C'est l'une des revendications de fond mise en avant dès l'origine, tout particulièrement par Dormoy. Elle n'a jamais été abandonnée. Le socialiste Millerand, pour justifier sa participation à un gouvernement bourgeois, fit adopter une loi réduisant le temps de travail sur plusieurs années. Cette loi du 30 septembre 1900 limita la journée de travail

à 10 h 30 en 1902 et à 10 heures en 1904, avec des "adaptations" de toutes sortes.

La grève générale des mineurs de 1902 reprenait la revendication des huit heures. La loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines décidait :

Article 1er :

— au 5 janvier 1906 : 9 heures par jour pour les ouvriers employés à l'abattage dans les travaux souterrains des mines ;

— au 1er janvier 1908 : 8 h 30 ;

— au 1er janvier 1910 : 8 heures.

Les conventions et usages étaient maintenus, y compris les "longues coupes", qui permettaient, lors des commandes de charbon exceptionnelles, de faire travailler plus les mineurs avec leur accord.

Article 2 : cette durée était augmentée de celle des repos éventuels.

Article 3 : des dérogations ministérielles, à caractère provisoire, pouvaient être accordées après avis du Conseil général des mines, si le maintien de l'exploitation risquait d'être compromis pour des motifs techniques ou économiques.

Article 4 : des dérogations de deux mois au maximum, renouvelables, pouvaient être accordées par l'ingénieur à la suite d'accidents, pour des motifs de sécurité ou pour des nécessités occasionnelles, après avis du délégué à la sécurité, et aussi par accord local pour le maintien des usages locaux. Enfin, l'exploitant pouvait prolonger la journée de travail de lui-même, dans l'attente de l'autorisation de l'ingénieur, et après avis du délégué, en cas de péril imminent.

Les articles 5 à 8 prévoyaient des sanctions, jusqu'à des amendes prononcées en correctionnelle.

Cette loi ne concerne que les seuls piqueurs. Les syndicats de mineurs tentèrent vainement de l'élargir à tous les ouvriers du fond, tout au moins aux boiseurs, qui travaillaient en équipe avec les piqueurs. Les mineurs considéreront toujours qu'à cette époque, la revendication des huit heures restait à satisfaire, tant les possibilités des dérogations et les exceptions que cette loi de 1905 contenait la rendait imparfaite et lui enlevaient tout caractère de généralité. Il en était de même, dans ces dernières années précédant la guerre, de l'application du Règlement général des mines, qui codifiait toutes les améliorations obtenues dans le domaine de la sécurité, entravée par toute une série de "dérogations"à la règle générale, que les préfets accordaient assez largement..

Jean-Paul Moret

(extrait d'une brochure disponible au CERMTRI pour le prix de 5 euros + frais d'envoi)

1917 : le retour par l'Allemagne des émigrés russes

(Katia Dorey)

Les lettres de Martov à son amie Kristi et de Lounatcharski à sa femme ont été publiées intégralement pour la première fois en 2005, aux éditions de l'Université de l'amitié des peuples de Russie, sous le titre : *"1917 : témoignages privés sur la révolution dans la correspondance de Lounatcharski et Martov."*

Pour une large part consacrées à des thèmes personnels, elles fournissent également de précieuses indications sur les positions politiques de leurs auteurs. Celles de Martov, ainsi que l'introduction rédigée par Lotar Maïer, sur la base, notamment, des archives russes (RGASPI) et de celles du Foreign Office, donnent un éclairage précis sur les conditions du retour des émigrés en Russie, thème qui a fait couler et fait encore couler tant d'encre, notamment autour du mythique "wagon plombé" et de "l'argent allemand".

Ce sera le sujet de cet article.

N. B. : "défensiste" signifie partisan de la victoire militaire de la Russie ; "défensiste révolutionnaire" signifie partisan de la victoire militaire de la Russie démocratique après le renversement de la monarchie. Les deux positions affirment le respect de l'alliance militaire avec Londres et Paris.

"On nous abandonne à notre sort"

LE 15 (2) mars (1) 1917, les émigrés russes en Suisse apprennent par les journaux la chute du tsar, la constitution d'un soviet et la formation d'un "gouvernement provisoire", issu de la Douma. Ce dernier, ne disposant, en fait, d'aucune légitimité, ni légale ni populaire, avait, dans la nuit du 14 au 15 mars, accepté sans discussion et avec soulagement l'intégralité des huit conditions mises par le soviet pour lui accorder son soutien. La toute première de ces conditions était l'amnistie immédiate pour tous les prisonniers ou exilés politiques (puis, dans l'ordre, la liberté — de parole, de presse, de réunion —, l'égalité — indépendamment de la classe, de la religion ou de la nationalité —, la convocation d'une Assemblée constituante au suffrage direct, universel et secret...) (2).

Comment ?

Les exilés devaient donc pouvoir rentrer chez eux. Mais comment ? La Suisse était entourée de pays belligérants, il fallait ou passer par la France et l'Angleterre — mais l'Entente n'avait aucune envie de voir revenir en Russie des militants révolutionnaires pacifistes ou, pire encore, défaitistes comme Lénine — ou passer par l'Allemagne, mais c'était s'exposer à de violentes attaques, voire à une arrestation. Les plans les plus fous sont alors ébauchés, tant par Lénine que par d'autres : passer par l'Espagne et les Etats-Unis, partir déguisé avec un faux passeport... Ces solutions risquées et individuelles restent sans suite.

Le 19 mars, la commission permanente des zimmervaldiens se réunit à Berne. Martov y propose de s'adresser au gouvernement provisoire pour que ce dernier demande au gouvernement allemand de laisser passer les exilés par l'Allemagne en échange de la libération de prisonniers allemands détenus en Russie. Ainsi, la responsabilité du passage par l'Allemagne incomberait au gouvernement russe. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Le 21 mars, à Zurich, tous les émigrés désireux de rentrer en Russie se regroupent dans une organisation commune à tous les partis et constituent un "comité central pour le rapatriement des

(1) 15 mars selon le calendrier grégorien, 2 mars selon le calendrier julien alors en usage en Russie. Par la suite, toutes les dates seront celle du calendrier grégorien.

(2) Orlando Figès, *A people's tragedy*, pp. 334-335.

émigrés russes en Suisse", qui défend les intérêts de 560 émigrés, dont la plupart sont internationalistes et pacifistes, mais certains bellicistes.

Le 23 mars, conformément à la décision prise à Berne, Grimm, le socialiste suisse organisateur de la Conférence de Zimmervald, s'adresse à Hoffman, représentant du gouvernement suisse pour les affaires étrangères ; celui-ci se retranche derrière la neutralité suisse pour refuser tout rôle officiel et Grimm s'adresse directement à l'envoyé de la mission diplomatique allemande, Romberg : *"Des révolutionnaires connus, qui se trouvent ici (...), ont l'intention de rentrer en Russie à travers l'Allemagne."* Trois jours plus tard, le 26, le gouvernement allemand, *"intéressé à ce que l'emporte en Russie l'aile radicale du mouvement révolutionnaire"*, donne son accord, sans aucune condition ni limitation.

Mais l'accord des sociaux-démocrates en Russie n'est pas aussi simple à obtenir, sans parler de celui du gouvernement. Le télégramme envoyé le 21 mars par les mencheviks au soviet de Petrograd reste sans réponse. Le 3 avril seulement, Martov reçoit un télégramme du POSDR (3) de Petrograd, l'invitant à rentrer au plus tôt, mais sans évoquer sa proposition ni en faire aucune autre. Mencheviks et S-R refusent l'idée de relations directes entre Grimm et la mission allemande et continuent à envoyer des télégrammes auxquels personne ne répond. Martov, d'ailleurs, sur la foi de nouvelles transmise par des mencheviks exilés à Londres, ne désespère pas de passer par l'Angleterre, bien qu'il soit conscient des sentiments que nourrit le gouvernement anglais pour des gens comme lui.

Martov-Kristi (28 mars)

« La question du retour en Russie devient, semble-t-il, tout à fait concrète. On la pose de toute part. A Berne, nous avons, avec Zinoviev et d'autres, examiné les perspectives. Et nous avons appris par Le Temps *que Gorki, en réponse aux demandes de Volonter* (4), *Agafonov* (5) *et autres a répondu par un télégramme :* revenez tous *(en français dans le texte), ils ont alors envoyé un télégramme à Kerenski et Tchkeidze* (6), *pour que ceux-ci* "prennent toutes les mesures" *nécessaires à leur retour. Et aujourd'hui* Le Temps *publie un télégramme de Pétersbourg :* "Les banquiers ont remis à Kerenski 5 millions de francs, qu'ils ont recueillis pour organiser le retour des émigrés." *Je commence à penser que mon idée n'était pas si utopique : affréter un bateau et rejoindre la Russie depuis l'Angleterre sous la protection d'un torpilleur russe, qui nous mettrait plus ou moins à l'abri d'une attaque. On discute divers autres plans plus extravagants... Peut-être d'ici un mois ou deux parviendrons-nous à passer. Et peut-être que d'ici là, la révolution ne sera pas encore écrasée. Pour qu'elle le soit, les Anglais exercent sur Milioukov et Goutchkov une pression vraiment ignoble. Le* Times *publie chaque jour des reportages remarquablement documentés, qui tapent toujours sur le même clou : il faut s'appuyer sur les régiments Preobrajenski et Semenov* (7) *pour écraser le soviet de députés ouvriers et les "anarchistes" (parfois les "pacifistes") avant qu'ils ne prennent tout en main. »*

Le 29 mars, Lénine rencontre Martov et d'autres mencheviks : il est catégorique, il faut accepter la proposition du gouvernement allemand, jamais Milioukov n'acceptera d'engager des négociations. Sous la pression des mencheviks, il accepte néanmoins d'attendre encore, proposant seulement, s'il n'y a toujours pas de réponse de Petrograd, de publier un communiqué commun soulignant que le passage par l'Allemagne est la seule issue que leur laisse le refus du gouvernement anglais. Martov semble avoir

(3) Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

(4) Pavlovitch M. P. (Volonter) : alors menchevik, deviendra plus tard bolchevik.

(5) Agafonov B. K., géologue, sera chargé, en 1917, d'examiner les documents du "cabinet noir" de l'ambassade de Russie à Paris, mettant à jour les noms de 60 provocateurs qui seront publiés dans la presse russe.

(6) Menchevik, président du soviet de Petrograd.

(7) Régiments d'élite sous les tsars.

perdu toute illusion sur le succès de la variante anglaise et ne pas en nourrir davantage sur le gouvernement russe, mais s'en remet toujours à la pression des sociaux-démocrates sur ce dernier.

Martov-Kristi (30 mars)

« Rien n'arrive de Russie. C'est maintenant clair, la bande de Milioukov (...) a instauré pour l'extérieur un "cordon" pire que l'ancien... On apprend déjà que les Anglais "filtrent", ne laissant passer que les sociaux-patriotes, dont 40 (...) sont partis avec la "mission" Lafond (8) *envoyée pour convaincre le prolétariat russe d'arrêter la révolution et d'aller* "jusqu'au bout" (en français dans le texte)... *Nous avons décidé d'orienter tous nos efforts vers l'obtention d'un accord nous autorisant à passer par l'Allemagne en échange de la libération de civils allemands prisonniers.*

Et imagine toi, dès notre demande officieuse (par un ministre suisse), on nous a répondu que l'Allemagne nous laisserait passer sans aucun tri, l'échange n'était évoqué que pour la forme : "Passez, pour ce qui est de l'échange le gouvernement russe nous donnera son accord plus tard." *Hier, nous avons commencé à en discuter avec Lénine et les autres. Lénine a déclaré catégoriquement : il faut accepter tout de suite et partir, si on se lance dans des discussions sans fin sur l'échange, Milioukov fera tout capoter. Nous avons répondu très fermement que c'était impossible : arriver en Russie comme un cadeau jeté par l'Allemagne à la révolution russe, ce serait nous présenter devant le peuple avec "l'auréole de Parvus"* (9). *Nous devons faire tout notre possible pour que le gouvernement soit contraint à organiser l'échange, et alors nous partirons tranquillement. Notre pression a, semble-t-il, fait effet. Lénine a accepté, à contre-cœur, d'attendre le résultat des négociations, après que nous ayons proposé que si notre adresse à Kerenski, etc., restait sans réponse ou en cas d'atermoiements, nous pourrions publier une déclaration expliquant que, compte tenu de cette résistance et des obstacles mis par les Anglais, nous utilisions la possibilité de passer par l'Allemagne... Je pense que les démarches engagées à Piter ne sont pas désespérées et je garde l'espoir d'y être dans un mois. Continuer à moisir ici devient impossible. On me propose de l'argent pour prendre "le chemin de Trotsky" (l'Espagne, La Havane, l'Amérique et de là Vladivostok), mais le voyage prendra au moins deux mois et que se sera-t-il passé d'ici là ? »*

Mais Lénine n'est plus disposé à attendre longtemps ; dès le 31 mars, Lénine et Zinoviev, au nom du bureau du POSDR (bolchevique) à l'étranger, après avoir fait le point de la situation, se déclarent prêts à accepter la proposition allemande, proposent à tous ceux qui le désirent de s'inscrire et envoient cette déclaration à toutes les organisations membres du comité central pour le rapatriement. Cette déclaration ayant suscité une levée de boucliers chez les internationalistes, une entrevue a lieu entre Zinoviev et Martov ; elle aboutit à un compromis prévoyant 1) d'envoyer un nouveau télégramme à Tchkeidze ; 2) de charger Lounatcharsky d'entreprendre des démarches auprès de la Croix-Rouge, toujours dans le but d'obtenir cet échange entre émigrés russes en Suisse et prisonniers allemands en Russie ; 3) d'accepter la proposition allemande si aucun résultat n'était acquis au bout de 15 jours.

C'était plus que ne pouvait accepter Lénine, qui fait directement savoir son accord pour la proposition allemande à Grimm, puis, Grimm se dérobant, s'adresse à Fritz Platten, secrétaire du Parti socialiste suisse. La réunion du comité central pour le rapatriement du 2 avril est donc houleuse. Lénine est violemment attaqué par les mencheviks et

(8) Délégation de socialistes français, envoyés, comme le sont également au même moment des délégations de socialistes anglais et italiens, pour encourager les ouvriers et les soldats russes à poursuivre la guerre.

(9) Militant du Parti social-démocrate allemand au début du siècle, devenu pendant la Première Guerre mondiale trafiquant d'armes et collaborateur des services allemands.

les S-R, qui veulent faire condamner son initiative. Lounatcharsky et Riazanov, soutenus par les mencheviks de gauche, obtiennent l'adoption d'une prise de position plus nuancée : la décision de Lénine, si elle est qualifiée de politiquement erronée, n'est pas catégoriquement rejetée ; en échange, les bolcheviks, une fois en Russie, défendront les mencheviks restés en Suisse si on leur reproche de tarder à rentrer.

Le 4 avril, Platten se rend chez l'attaché allemand Romberg, muni de toute une série de conditions élaborées avec Lénine dans le but de limiter autant que possible les attaques et les poursuites contre ceux qui allaient prendre le chemin de l'Allemagne : le wagon devait être "extraterritorialisé", personne ne devait ni y entrer ni en sortir, il n'y aurait aucun contrôle de passeport, la position des participants sur la guerre n'était pas prise en compte, les voyageurs payaient leur billet au prix normal. En compensation du passage par l'Allemagne, les participants devaient, à leur retour en Russie, intervenir en faveur de la libération de prisonniers de guerre autrichiens et allemands, La partie allemande accepte les conditions sans discuter et donne rapidement son accord officiel.

Au même moment, le *Petit Parisien* publie une déclaration de Milioukov annonçant que ceux qui rentreraient en Russie par l'Allemagne seraient déférés devant les tribunaux sous l'accusation de haute trahison. Il n'est donc plus possible d'espérer un quelconque soutien du gouvernement provisoire, mais Martov et Lounatcharsky considèrent toujours qu'ils n'ont pas encore tout fait pour obtenir le soutien au moins du soviet. Martov adresse donc, au nom du bureau du POSDR (menchevique) à l'étranger, un télégramme à ses camarades de Petrograd, comptant au moins sur l'appui de ceux qui l'avaient mandaté pour participer à la conférence de Kienthal. Il est conscient que la position des internationalistes est de plus en plus faible en Russie, que son absence renforce les positions du courant belliciste, qu'il lui faudra peut-être lui aussi rompre comme l'a fait Lénine, rupture à laquelle il répugne tant, ce qui est, au fond, son principal point de désaccord avec Lénine, mais continue, envers et contre tout, à faire confiance à ses camarades de parti.

Martov-Kristi (5 avril)

« Chère Nadia, nous avons, des journées entières, tenu réunion sur réunion, multipliant télégrammes et résolutions... Les léninistes s'en vont, aggravant notre situation parce que, d'une part, leur passage va certainement susciter tout un tapage autour d'un "accord avec les Allemands", et que, d'autre part, les camarades de Piter (10), *en les voyant arriver, vont se dire que nous aussi nous parviendrons bien à passer et vont cesser de se préoccuper de notre sort. Je suis donc d'humeur amère et cela empire à mesure que se multiplient les informations concernant les déclarations patriotiques qu'auraient faites Tchkéidze, Skobelev et autres mencheviks. Les journalistes qui les rapportent sont de fieffés coquins, il est possible qu'il n'y ait rien de vrai dans tout cela, qu'on ait simplement sorti de son contexte telle ou telle phrase maladroite qu'infirme le reste du discours ou de l'article. Mais, tout de même, je ne peux m'empêcher d'avoir des doutes et je suis accablé par la conscience de mon impuissance à empêcher une possible déviation vers le "patriotisme révolutionnaire". Plus je tarderai à intervenir personnellement dans ce chaos, plus il sera difficile de défendre ma ligne sans recourir aux méthodes de Lénine et de Trotsky, c'est-à-dire sans créer ma propre "chapelle", ce qui, naturellement, me répugne extrêmement. De plus, je suis totalement coupé de tout et presque certain qu'on m'a sûrement envoyé des télégrammes, mais qu'ils ont été retenus par la censure. J'en ai reçu un, d'ailleurs, qui me salue et me presse de* "venir immédiatement", *il est signé* "Grinevitch" *(notre compagnon d'idées du groupe d'initiative de Piter), pour le*

(10) Appellation familière et courante de Saint-Pétersbourg (en russe Sankt Peterburg), appellation qui n'avait jamais été populaire et avait d'ailleurs été changée en Petrograd, plus russe, au début de la guerre.

soviet des députés ouvriers, et porte l'annotation "Paris". *On peut comprendre qu'il a été longuement retenu à Paris et qu'il a été réexpédié en supprimant certains passages. »*

Rien à espérer de l'Angleterre

Début avril, la détermination du gouvernement anglais à empêcher, coûte que coûte, le retour en Russie des internationalistes russes s'affiche brutalement : le 27 mars, Trotsky avait, de New York, embarqué avec sa famille sur un navire norvégien, muni pour une fois *"de tous les passeports, visas et autorisations nécessaires, du permis d'entrer sur le territoire russe au visa de transit britannique"* (11). *"Le 3 avril, les autorités font monter à bord du* Christianafjord *un détachement armé de marins britanniques"*, Trotsky, sa famille et cinq autres voyageurs sont débarqués de force et transférés sous escorte policière au camp militaire d'Amherst, où sont détenus plus de 800 prisonniers allemands.

De leur côté, les émigrés russes en Angleterre ont également constitué un comité inter-partis pour le rapatriement, lié à celui de Zurich. Le président en est Maïski et le secrétaire Tchitchérine (12). Jusqu'à la mi-avril, toutes leurs demandes de rapatriement se heurtent à un mur, personne ne peut partir, écrivent-ils, sauf *"Plekhanov, Alexinski, Stal'* (13) *et autres"*, car *"ce n'est pas tout le monde qui peut bénéficier de la protection d'un torpilleur"*.

Rien à espérer de Petrograd

L. Maïer, dans l'introduction à *1917 : témoignages privés...*, éclaire, notamment sur la base des archives du Foreign Office, à la fois le rapport de force, en Russie, entre les dirigeants du soviet et le gouvernement provisoire, et leur accord politique fondamental :

« Milioukov était pour la libération de Trotsky. Si on le retenait davantage, les extrémistes en Russie l'apprendraient. Et le gouvernement serait alors contraint de l'autoriser à rentrer. Mais bientôt, Kerenski intervint et, en conséquence, Miloukov s'adressa au gouvernement britannique en lui demandant de prolonger l'internement de Trotsky et de mener l'enquête nécessaire sur les fondements des accusations portées contre lui. Si bien que Trotsky et ses compagnons durent passer encore deux mois dans le camp canadien.

Cet épisode montre que Milioukov, tant haï par les émigrés, se considérait comme trop faible pour mettre en œuvre une décision que le soviet n'aurait pas approuvée. Et c'est en Kerenski que les internationalistes trouvaient, en définitive, leur adversaire le plus résolu. S'appuyant sur la majorité des socialistes modérés au soviet, il pouvait avancer l'idée du "défensisme révolutionnaire", escomptant par là même un rapprochement avec les alliés. Majoritaires au comité exécutif, ces fractions n'acceptaient pas le plan de libération des prisonniers allemands en échange du passage des émigrés russes par l'Allemagne. Au lieu de cela, ils tentaient d'assurer le retour des émigrés "politiquement corrects" à travers la France et l'Angleterre... Martov et Lounatcharsky avaient bien peu de chance d'obtenir l'accord ne fût-ce que du soviet pour rentrer par l'Allemagne et

(11) Pierre Broué : *Trotsky*, Fayard, p. 168.

(12) Tous deux, à cette date, mencheviks-internationalistes. Maïski, un temps ministre d'un gouvernement blanc pendant la guerre civile, et exclu, pour cette raison, du Parti menchevique, adhérera au Parti bolchevique à la fin de la guerre civile ; il sera épargné par les purges. Tchitchérine adhérera au Parti bolchevique en 1917.

(13) A cette date, tous trois "défensistes", membres du groupe "Edinstvo".

Plekahnov G. V. : premier propagandiste et traducteur de Marx en Russie, fondateur de la première organisation marxiste russe, L'Emancipation du travail, fondateur avec Martov et Lénine de l'*Iskra* ; leader de la fraction menchevique du POSDR après 1903, il prend pendant la guerre une position défensiste et soutiendra le gouvernement provisoire à son retour en Russie.

Alexinski G. A. : révolutionnaire depuis 1899, bolchevik, député à la deuxième Douma, émigre en 1918.

Stal' A. F. : avocat, menchevik.

militer ensuite à Petrograd pour que des accords de paix soient conclus au plus tôt » (14).

Le 9 avril, Lénine a quitté Zurich avec un petit groupe d'une trentaine d'émigrés (enfants compris). Martov, s'il ne cesse de vitupérer contre lui, comprend néanmoins que lui seul mènera une campagne efficace pour le retour de tous les émigrés.

Martov-Kristi (13 avril)

« Néanmoins, pour l'instant, la Russie ne répond pas à nos appels et supplications, et pendant que Lénine et les siens s'approchent de la frontière russe et peut-être se gaussent de nous, nous devons ici les défendre des agressions des sociaux-patriotes. ***Mais au moins maintenant, on est sûr qu'il y a en Russie des gens sérieusement décidés à "faire du battage" parce qu'on nous abandonne à notre sort et à exiger que le gouvernement donne son accord à "l'échange"*** » (souligné par nous).

Après le retour de Lénine, la situation change

Et, de fait, Lénine, arrivé le 16 avril à Petrograd, intervient dès le lendemain au comité exécutif du soviet de Petrograd. Le comité refuse son soutien au passage par l'Allemagne, mais doit cette fois réellement exiger du gouvernement provisoire qu'il obtienne de la France et de l'Angleterre de ne plus faire obstacle au retour des émigrés. Le 18, Milioukov télégraphie à ses représentants à Londres et à Paris, qui doivent expliquer aux gouvernements anglais et français que *"pour des raisons de politique intérieure, le gouvernement provisoire* (les) *prie instamment de ne faire aucune distinction entre les émigrés, pacifistes ou non"*. Milioukov s'adresse également, personnellement, à l'ambassadeur britannique, Lord Buchanan, pour lui dire que l'obstination de son gouvernement permet à Lénine de lancer des attaques contre l'Angleterre, qui refuse le retour des amnistiés dans leur pays. Buchanan écrit dans son rapport au Foreign Office :

"Je lui ai communiqué que je regrettais sa décision, car je craignais que le retour de ces gens n'aggrave sensiblement l'instabilité et ne cause de sérieuses difficultés au gouvernement. Son Excellence a néanmoins maintenu que leur rétention était plus nuisible qu'utile et indisposerait gravement les socialistes contre l'Angleterre" (*"I told him I regretted this decision as I feared that return of these men would greatly add to the existing unrest and cause serious embarrassment to the Government. His Excellence however insisted that more harm would be done by their detention which would seriously indispose socialists against England"*) (15).

Une vive discussion s'engage alors au sein du Foreign Office. Certains (Ronald Graham) sont d'avis de répondre favorablement à Milioukov : après tout, c'est lui qui connaît le mieux la situation en Russie, elle ne saurait d'ailleurs devenir pire qu'elle n'est déjà. Buchanan ne veut rien céder. Finalement, sur proposition de Charles Harding, une position plus habile est adoptée : déclarer officiellement que le gouvernement anglais est favorable au retour des émigrés, tout en évoquant des problèmes matériels pour retenir les indésirables :

"Si M. Milioukov considère qu'il est préférable de laisser revenir ces socialistes, ce n'est pas à nous de protester et d'exprimer un avis différent. Mais il faudrait également indiquer à Sir G. Buchanan que les visas ont été refusés aux révolutionnaires russes non en raison de leurs positions politiques, mais parce que nous ne pouvons techniquement assurer leur retour" (*"If M. Miljukov is of opinion, that it is better that this socialist should return it is not for us to express the contrary opinion, but it would be as well to point out to Sir G. Bucha-*

(14) *1917 : témoignages privés...*, pp. 25-26.

(15) Foreign Office 371/3005/51134/80179, cité dans *1917 : témoignages privés...*, p. 24.

nan that visa have been refused to Russian revolutionary here, not on account of their political sentiments but because we cannot provide transport facilities to them").

Le 20 avril, Trotsky et ses compagnons reçoivent l'autorisation de poursuivre leur route, non sans que les Anglais n'aient justifié, dans la presse russe, son arrestation et celle de ses amis en affirmant qu'ils auraient *"quitté les Etats-Unis nantis des subsides du Kaiser"* (16). Et pourtant Trotsky, non seulement n'est pas passé par l'Allemagne, mais il a tenu à Amherst un *"meeting interrompu"*, parlant aux marins et ouvriers allemands internés *"de la révolution russe, de Liebknecht, de Lénine, des causes de la faillite de la vieille Internationale..."*, si bien que les officiers allemands se sont adressés au commandant du camp, le colonel Morris, pour qu'il interdise les prises de parole, demande à laquelle leur "ennemi" a bien volontiers accédé (17). Mais désormais, promesses et menaces ne suffisent plus à retenir Martov et ses amis.

Martov-Kristi (25 avril)

« Je suis tout à fait d'accord avec toi que la réponse de Milioukov ne change rien, au contraire elle confirme que nous n'obtiendrons rien de ce côté. Oui, après l'arrestation de Trotsky et des autres, nous serions des imbéciles si nous acceptions une autre voie. Ils ne veulent pas de l'échange, nous passerons tout simplement par l'Allemagne. Il est vrai qu'on a reçu de Tchitchérine un télégramme officiel (par l'ambassade), selon lequel on pourrait faire partir des petits groupes de cinq (des hommes seulement, donc sur des navires de guerre), mais, premièrement, à ce rythme, il nous faudrait six mois pour rapatrier tout le monde, et, deuxièmement, nous n'avons aucune assurance que l'Angleterre ne va pas retenir tel ou tel d'entre nous. Demain, à la réunion inter-partis, la décision finale doit être prise et, si les Allemands ne changent pas de position, nous pourrons bientôt partir. Il est grand temps ! Peut-être avons-nous déjà beaucoup perdu.

Les léninistes, bien sûr, d'un côté, s'abritent derrière nous, écrivant par exemple : "Martov nous a approuvé sur le fond" *(c'est exact dans le sens où j'ai déclaré, dès le début, que leur méthode était acceptable sur le plan des principes, tout en considérant qu'il n'était pas raisonnable d'y recourir sans avoir tout tenté pour obtenir l'accord du gouvernement sur un échange), mais, d'un autre côté, Radek, dans sa réponse à un journal suédois qui posait la question :* "Pourquoi Martov n'est-il pas parti ?", *répond :* "Si Martov souhaite rester à Zurich jusqu'à la fin de la guerre, nous ne pouvons pas l'en empêcher." – *C'est toujours la même petitesse : ils comprennent bien que c'est nous, qui, en passant, les lavons de toute accusation, car on ne peut pas nous désigner tous comme des "protégés allemands", comme on peut le faire d'un groupe restreint, et pourtant ils aboient. »*

Le 26 avril, un mois après Lénine, le secrétariat menchevique à Berne s'adresse, par l'intermédiaire d'un socialiste suisse, à la mission allemande pour demander de laisser passer par l'Allemagne cinq membres du secrétariat avec leurs familles, aux mêmes conditions que le groupe de Lénine. Le lendemain, le comité de Zurich fait la même démarche au nom d'environ 250 personnes. Le 29, tous reçoivent l'accord du ministère des Affaires étrangères allemand.

Le 3 mai, les principaux dirigeants mencheviques du comité exécutif du soviet de Petrograd font une ultime tentative pour dissuader les émigrés russes en Suisse de passer par l'Allemagne, les assurant qu'ils obtiendraient bientôt le passage par l'Angleterre.

Martov-Kristi (4 mai)

« Un télégramme très désagréable est arrivé. Tchkeidze, Skobelev, Dan et Tsérételi nous demandent instamment de ne

(16) Jean-Jacques Marie, *Trotsky*, Payot, p. 121.
(17) P. Broué, *op. cit.*, pp. 169-170.

pas insister pour l'organisation d'un échange permettant le passage par l'Allemagne : cela, à les entendre, "ferait impression triste" (en français dans le texte). *Ils vont donc être horrifiés d'apprendre que nous passons, sans échange, par l'Allemagne. Ils "espèrent" obtenir le passage par l'Angleterre. Nous avons décidé de ne pas tenir compte de ce sage conseil et de répondre en analysant le caractère utopique des espoirs de passage par l'Angleterre et en déclarant que nous allons chercher la possibilité de passer par l'Allemagne. Nous allons convoquer les représentants du parti sur cette affaire, mais notre décision est prise, il est maintenant peu probable que quiconque recule.* Le vin est tiré (en français dans le texte). *Mais il nous faudra partir en sachant que, non seulement nous serons en butte à l'hostilité de "l'opinion publique", mais que nos gredins, qui sentent bien que nous venons détruire leur compromis avec les jusqu'auboutistes et leur politique ultra-prudente de "protection" de la révolution, auront une carte maîtresse contre nous : ils vont dire que nous agissons comme les léninistes et que ce n'est pas étonnant, puisque nous sommes pratiquement dans les mêmes dispositions.*

Je t'ai déjà dit que, pour autant que je puisse en juger, mes amis en Russie, ayant fait bloc avec les "défensistes", ont apparemment bloqué la parution de toutes mes brochures polémistes contre eux, parution annoncée avant même la révolution.

"Burgfrieden" (18) *avec les défensistes, comment après cela éditer des brochures écrites contre Potressov, Ortodoxe, etc. ? J'ai envoyé un télégramme pour qu'elles paraissent. En réponse, on me propose d'éditer toute une série de mes anciennes brochures d'agitation de l'époque de 1905. »*

Le 12 mai, plus de 250 exilés russes, bolcheviks, mencheviks, S-R, etc., quittent la Suisse, **exactement aux mêmes conditions que Lénine un mois plus tôt.**

De son côté, le Foreign Office se résout, à contre-cœur, à laisser partir les exilés de Londres.

"Si le sentiment se confirme que nous ne laissons partir que les émigrés partisans de la poursuite de la guerre, cela nous serait extrêmement nuisible en Russie" ("If this feeling that only these refugees who are in favour of the war are allowed to return to Russia gains ground, il will... do us immense arm in Russia").

"Il convient d'éviter tout ce qui pourrait donner l'impression d'une grande quantité de refus, si fondés qu'ils fussent... Il faut choisir entre deux maux, et, dans les conditions actuelles, le moindre mal sera, me semble-t-il, d'accorder les visas, sauf dans des cas tout à fait exceptionnels... Cependant, en accordant les visas, il convient d'expliquer que pendant encore longtemps nous ne pouvons ni garantir ni même promettre des places sur des bateaux pour aller d'Angleterre en Russie" ("Anything like a majority of refusals however justifiable is to be avoided... It is a choice of evils, but i feel that the lesser in present circumstances is to grant visas except in very exceptionnal cases... But to explain when they are granted that no garantee, or even propect, can be given of there sufficient accomadation, in the steamers for applicants to proceed to Russia after leaving England, at any rate for a considerable time") (19).

Après l'intervention de Milioukov du 18 avril, le comité de rapatriement en Angleterre trouve porte ouverte à l'ambassade russe à Londres et est chargé de désigner lui-même, dans les différentes fractions du mouvement révolutionnaire, les bénéficiaires des places accordées par le gouvernement anglais. Mais, en raison de la guerre sous-marine avec l'Allemagne, les difficultés sont réelles et les retours vont s'échelonner jusqu'au 11 juin, date à laquelle 421 exilés auront rejoint la Russie depuis l'Angleterre.

Le 26 avril, quand se réunit le comité de rapatriement de Zurich, l'envoyé britannique a déjà promis 100 visas, 50 pour le comité des opposants à la guerre, 50 pour les sociaux-patriotes, et

(18) La paix civile.

(19) Foreign Office 371/3008/66878/81825 et 83940 cité dans *1917 : témoignages privés...*, pp. 34-35.

la possibilité pour 8 personnes par jour de regagner Londres par Paris pour y attendre le départ. Puisqu'il ne peut plus empêcher les émigrés de rentrer, le gouvernement britannique a maintenant intérêt à ne pas se les aliéner complètement. Lotar Maïer écrit : *"A partir de la fin avril, les documents officiels anglais et allemands donnent parfois l'impression de deux agences touristiques concurrentes"* (20).

Ces documents confirment, s'il en était besoin, que Lénine n'avait pas le choix s'il voulait rentrer en Russie avant la fin de la guerre et soulignent en outre combien son départ et ses interventions en Russie ont facilité le départ des autres émigrés de Suisse comme d'Angleterre.

Katia Dorey

(20) *1917 : témoignages privés...*, p. 38.

Lénine et Lounatcharski.

Jules Martov (1873-1923).

Iakov Stanislavovitch Ganetski (Ia. Firstenberg)

La campagne déclenchée en juillet 1917 contre Lénine, le présentant comme un agent allemand, utilise l'activité commerciale du juriste Kozlovski et de Ganetski, membre du bureau étranger du comité central bolchevique, qui travaille depuis 1915 à Stockholm dans une firme commerciale fondée par Parvus. Ce militant social-démocrate devenu un affairiste soutient publiquement l'Allemagne et travaille pour ses services de renseignement, à qui il a promis contre espèces sonnantes de déclencher la révolution en Russie en février 1917 !

Parvus dissocie prudemment son activité commerciale de cette activité policière. Le journaliste menchevique Zaslavski (que Staline fera adhérer au Parti communiste en 1935), assimilant ses activités professionnelles et politiques, dénonce Ganetski comme contrebandier (Ganetski ayant été condamné une fois au Danemark à une amende pour exportation illégale en Russie de médicaments, dont le pays manquait dramatiquement !), collaborateur de Parvus, et donc agent allemand. Ganetski, ayant présidé en mai-juin 1914 la commission d'enquête bolchevique sur Malinovski, sera aussi accusé d'avoir couvert son activité au service de l'Okhrana !

Le comité central bolchevique a, dès les 10 et 13 juin, constitué une commission d'enquête sur les activités de Kozlovski et Ganetski, formée de ce dernier et six membres du comité central (dont Lénine). Le 8 août, le nouveau comité central, cédant à la pression de la violente campagne de presse déchaînée contre les bolcheviks et contre Ganetski en particulier, à l'unanimité (1), écarte Ganetski de ses responsabilités politiques et transmet l'examen de son affaire à une commission juridique interne de trois membres. Cette décision exaspère Lénine, qui estime Ganetski (il signe souvent ses lettres à ce dernier d'un rarissime *"Votre Lénine"*). « *Si notre parti*, écrit-il, *consent à écarter de l'activité publique ses chefs calomniés par la bourgeoisie, il en souffrira énormément (...), car la bourgeoisie a de nombreux journaux, elle a encore plus de maîtres chanteurs à gages (...) et il lui serait ainsi trop facile "d'écarter" ainsi du travail les militants de notre parti.* »
La commission lave Ganetski des accusations portées contre lui. Malgré cela, Ganetski, que Staline fera fusiller en 1937, passe sous silence cette activité commerciale dans son autobiographie.

(1) En l'absence de Lénine et Zinoviev, contraints de se cacher, et de Trotsky, alors emprisonné.

"Un faux passeport au nom de Trotsky"

JE suis né à Varsovie le 15 mai 1879, dans une famille bourgeoise assez aisée. Mon père avait rêvé de me donner dès mon plus jeune âge une "bonne" éducation et de solides connaissances, et de faire de moi un "avocat célèbre", un "grand ingénieur" ou quelque chose de ce genre... Mais à cet âge, j'avais apparemment choisi une autre voie. Mon esprit était déjà en proie à une sorte de rébellion. J'étais irrité par la situation des domestiques, par les appointements à mon sens dérisoires de l'instituteur, etc. Au lycée, le régime policier, avec ses tendances russificatrices et ses méthodes pédagogiques lamentables, ne fit que conforter mon esprit rebelle... En classe de 4e, j'avais des disputes quasi quotidiennes avec les maîtres ou les surveillants. Je passais rarement une journée sans aller au cachot et, quand j'accumulais les "infractions", j'y passais le dimanche. Les persécutions se renforcèrent après un scandale "politique". Le directeur "républicain" avait demandé aux élèves de venir au lycée les jours fériés. Le chœur entonnait *"Dieu sauve le tsar"*, accompagné par l'orchestre, et les élèves devaient ensuite crier *"Hourrah !"*. Cela s'est bien passé pendant deux ou trois fêtes, mais à la suivante, tous les élèves ont ouvert la bouche... dans un silence de mort. Le directeur découvrit que j'étais l'un des instigateurs, ce qui me valut un trois de conduite (1) pour toute l'année avec inscription au cahier de conduite : « *Pendant qu'on chantait* "Dieu sauve le tsar", *il s'est mis à rire et a incité les jeunes élèves à ne pas crier* "Hourrah"... »

Je me suis alors définitivement considéré comme un "révolutionnaire". J'appartenais à un cercle lycéen secret (il y en avait dans tous les lycées de Pologne), qui, pourtant, me satisfaisait de moins en moins à cause du chauvinisme qui y régnait (2). L'été, j'allais avec ma famille à l'étranger, au bord de la mer. J'en profitais pour dévorer la littérature révolutionnaire que je rapportais à l'insu des miens, en fixant les livres autour de mon corps avec des bandages. En 1896, en classe de 3e, je décidai de quitter Varsovie, car je n'en pouvais plus du lycée et ma famille me pesait. Je m'installai à Petrokov. Là, mes études passèrent au second plan. J'étais parfois absent "pour maladie" pendant des semaines. J'avais réussi à trouver trois élèves aussi "assidus" que moi. Durant la journée, notre cercle s'intéressait sérieusement à l'économie politique : en un an, nous avions lu Kautsky et presque entièrement le premier tome du *Capital* (même si beaucoup de choses nous sont restées incompréhensibles). Le soir, nous faisions des conférences devant les ouvriers, parmi lesquels nous avons organisé quelques

NDLR :

(1) En Russie, les notes vont de 1 à 5. Le 3 est une mauvaise note.
(2) Ganetski veut désigner par là le nationalisme polonais.

cercles : par leur intermédiaire, nous diffusions de la littérature illégale, des appels, etc. Nous avions également des liens avec les ouvriers des environs, que nous allions voir en tenue civile, comme des conspirateurs (dans les lycées, on portait alors des uniformes de type militaire), et nous prenions la parole devant des assemblées de 40-50 personnes.

En 1899, alors que j'étais déjà en terminale, l'arrestation de camarades à Varsovie faillit me causer des ennuis ; les gendarmes sont venus chez moi pour un interrogatoire en règle. Cette histoire eut pour moi deux avantages. Les gendarmes se calmèrent. Mais mon père s'inquiéta, et, pour me faire sortir toutes ces "bêtises" de la tête, il me donna une grosse somme et m'envoya me distraire à l'étranger pour les vacances de Noël. Méthode très habile et presque sûre. Mais le pauvre fut très dépité quand il apprit par la suite que je m'étais distrait à ma façon à Berlin, Leipzig et Paris en fréquentant assidûment les meetings socialistes. Pendant un temps, je fus très influencé par Tolstoï et sa *Sonate à Kreutzer*. Je participais activement à l'organisation de cercles tosltoïens parmi les élèves, j'ai même réussi à convoquer un congrès. Mais cela ne dura pas, car je fus totalement conquis par le vrai marxisme.

La même année, après l'examen de fin d'études, je me suis engagé pour faire mon service à Petrokov. Là, j'ai failli passer en tribunal militaire pour avoir insulté le chef du bataillon. J'ai été sauvé par le médecin, qui a certifié que je n'étais pas dans mon état normal, et l'affaire s'est soldée par quinze jours de trou et quinze jours de "soins" à l'infirmerie du camp. Un an plus tard, à la fin de mon service, je suis parti à l'étranger, passant un an à Berlin et six mois Heidelberg et Zurich. J'ai étudié les sciences naturelles et les sciences sociales, mais j'ai surtout mené des activités dans le parti, servant d'intermédiaire entre la Pologne et l'étranger. Au début de 1902, je fus arrêté à Berlin et expulsé de Prusse : la poste avait signalé à la police que j'avais reçu de Paris un envoi de littérature socialiste (qui fut redirigé vers la Pologne). Mon séjour à Zurich, trop loin de la Pologne, me pesait. J'avais envie de revenir en Pologne pour m'occuper du parti... A l'été 1902, Dzerjinski s'enfuit d'exil. Nous organisâmes immédiatement à Berlin une conférence du Parti social-démocrate polonais (3) pour établir des bases solides et définitives de notre parti. Après la conférence, je me rendis illégalement en Pologne pour militer. Je devais me cacher non seulement de la police, mais aussi de mes parents, afin de leur éviter des soucis et m'épargner des drames familiaux... Ils étaient sûrs que je parcourais les magnifiques lacs suisses d'où ils recevaient régulièrement des lettres écrites à l'avance, que je faisais envoyer par des camarades.

Dès lors, je deviens définitivement un militant professionnel. Je participe à tous les congrès du Parti social-démocrate polonais, au IV[e] en 1903, au V[e] en 1906, au VI[e] en 1908, et, à partir de 1903, je deviens membre de la direction principale. Au titre du parti polonais, je participe en 1903 au II[e] Congrès du Parti social-démocrate de Russie, où je fais la connaissance de Lénine, et en 1906 à celui de Stockholm (d'unification), où notre parti adhère au parti russe. Au congrès de Londres de 1907, je suis élu au comité central du Parti social-démocrate de Russie. Jusqu'en 1911, je prends part aux sessions du comité central de Russie, ainsi qu'aux conférences du parti. Je suis arrêté pour la première fois en 1903, le 20 décembre. J'ai été arrêté par hasard dans un appartement clandestin de Varsovie avec un faux passeport au nom de "Trotsky" (4). Après diverses épreuves, huit jours de grève de la faim, et, surtout, grâce aux temps nouveaux, je serai libéré sous caution en septembre 1904. L'affaire instruite contre moi sera ajournée à l'audience à cause de la non-comparution des autres accusés, puis totalement classée à l'occasion d'une amnistie générale.

Je fus de nouveau arrêté en octobre 1906 avec un faux passeport au nom de Borel en tentant d'organiser l'évasion

(3) Parti dirigé par Rosa Luxemburg et Léo Jogisches, hostile au nationalisme polonais, dont le Parti socialiste polonais (PSP) de Josef Pilsudski est un représentant.

(4) Sans rapport, bien sûr, avec le pseudonyme choisi par Léon Davidovitch Bronstein.

d'un camarade de la prison de Wloclawek. Du fait de la loi martiale, je comparus le soir même devant un tribunal militaire, mais je m'en tirai assez bien. En mars 1907, ma peine fut commutée en exil dans le gouvernement de Viatka, d'où je m'enfuis en avril. Passant par Saint-Pétersbourg, je décidai de rendre visite à Lénine en Finlande. On discutait alors essentiellement du prochain congrès de Londres. Le jour de mon arrivée à Varsovie, je fus arrêté dans un appartement du parti et, le 11 novembre, avant mon jugement, je fus transféré pour raison de santé dans le gouvernement d'Orenbourg, d'où je m'enfuis rapidement. Après la scission dans le Parti social-démocrate polonais (5), je devins membre de la direction régionale de la fraction du parti qui se rapprochait le plus des bolcheviks et était en relation étroite avec leur centre de l'étranger, dirigé par Lénine. En 1912, je participai au congrès international de Bâle et, en 1914, à la veille de la guerre, à la conférence du bureau international (tentative du bureau international de réunir les bolcheviks et les mencheviks).

La guerre me surprit à Cracovie. A la fin de 1915, je réussis à quitter la ville, passai quelques mois en Suisse et, l'été 1916, je gagnai la Scandinavie. Ma signature apparaît sur le manifeste de la Conférence de Zimmervald, mais je n'y étais pas présent pour des problèmes de passeport. En 1917, après la révolution de Février, j'adhère en même temps que Vorovski et Radek au bureau étranger du comité central qui est organisé à Stockholm quand Lénine arrive à Petrograd. Après la révolution d'Octobre, je me rends en Russie, où je reste pour militer dans les soviets. Au début, je travaille au commissariat aux Finances comme commissaire adjoint de la Banque nationale, puis je suis nommé directeur de la banque et membre du conseil d'administration du commissariat. En 1918, je participe aux négociations de Berlin sur le traité complémentaire, avec celui qui était encore le Kaiser d'Allemagne. La même année, à Berlin, je conduis avec Vorovski des négociations avec la Finlande. En 1920, je fais partie de la délégation sur les pourparlers avec la Lettonie, puis je suis nommé attaché politique et attaché commercial en Lettonie. En 1921, je fais partie de la délégation chargée de négocier la paix avec la Pologne et, la même année, je me rends en tant que représentant de la RSFSR à la Conférence de Kars (négociations entre les républiques caucasiennes et la Turquie). J'occupe le poste d'attaché en Lettonie jusqu'à la fin de 1921, puis je passe au commissariat aux Finances comme membre du conseil d'administration. En 1923, je suis nommé au commissariat au Commerce extérieur, où je travaille jusqu'à ce jour comme membre du conseil d'administration. En ce moment, je dirige la délégation chargée de négocier un traité commercial avec l'Allemagne (le 1er septembre 1925).

(5) En 1912, Rosa Luxemburg exclut la majorité du comité de Varsovie du Parti social-démocrate (dont Radek), qui appuie Lénine et les bolcheviks.

La propagande contre l'obscurantisme (lettre de Léon Trotsky)

La famine ravage la Russie pendant l'hiver 1921-1922. *"La terre s'est desséchée et a durci comme un parquet,* note l'écrivain Anatoli Mariengof. *Les sauterelles dévorent ce que le soleil n'a pas brûlé (...). Les glands passent désormais pour produits de luxe. On fait des gâteaux avec des feuilles de tilleul. Dans la région de Kama, les hommes mangent une variété d'argile. Dans la province de Tsaritsyne, ils dévorent l'herbe auparavant réservée aux chameaux"* (1). L'hiver arrive, la neige tombe, les affamés ne peuvent plus rien glaner. Ici et là, ils déterrent les cadavres pour les manger ; d'autres dévorent leurs propres enfants, éventrés, démembrés, puis cuits ou bouillis.

Le gouvernement décide alors de confisquer les bijoux de l'Eglise pour les vendre à l'étranger et acheter du blé. Le 2 janvier, un décret ordonne le retrait dans les églises des objets précieux jugés destinés aux musées. Le 12 janvier, Trotsky est alors chargé de l'enregistrement et de la collecte des objets précieux. Il crée une commission chargée de prendre les choses en main sous son égide. Mais l'opération traîne. Un décret du 26 février 1922 ordonne le retrait des églises de tous les objets en or, argent et pierres précieuses non indispensables au culte, afin d'en fondre l'or et l'argent, et de les affecter au comité d'aide aux affamés (le Pomgol). Le clergé mobilise les fidèles contre la confiscation des objets précieux. Le 11 mars, un premier heurt se produit à Rostov. Le 17 mars, Trotsky demande que le parti considère cette question comme centrale et souligne qu'il faut *"donner à l'agitation un caractère étranger à toute lutte contre la religion et contre l'Eglise, et entièrement dirigée vers l'aide aux affamés"*, en privilégiant non la répression, mais la propagande. Il propose ainsi d'organiser des contre-manifestations avec des pancartes portant l'inscription : *"Les objets précieux de l'Eglise pour sauver la vie des affamés"* (2). Le 15 mars, à Chouia, des fidèles, ameutés par les prêtres, attaquent la milice, puis l'Armée rouge à coups de pierre. La bagarre fait 4 morts et 15 blessés, dont 4 soldats. Le 17, des heurts violents se produisent à Smolensk.

Lénine propose de confier la direction effective de la campagne à Trotsky, sous la présidence officielle de Kalinine, pour écarter toute campagne antisémite. La confiscation des trésors ecclésiastiques provoque une vive tension dans les campagnes. Un rapport du Guépéou note toujours le *"même mécontentement passif généralisé, dû aux mêmes causes, la collecte de l'impôt et la famine"*, mais la confiscation des objets du culte s'est accompagnée *"d'un fort développement de l'activité contre-révolutionnaire de la paysannerie (...). Les manifestations actives de mécontentement (...) se multiplient au cours de la seconde moitié du mois* (de mars) *et atteignent souvent un degré d'opposition qu'on croyait depuis longtemps disparu"*, allant jusqu'aux *"révoltes armées"*. Plus grave encore, un rapport d'avril signale un rejet de la confiscation

dans certains milieux ouvriers. Dans le district de Khamovniki, une foule de cinq mille personnes excitée par des prêtres passe à tabac plusieurs communistes et tue un soldat. Trotsky insiste sur la nécessité de mener une campagne politique et non de prendre des mesures administratives.

(1) Anatoli Mariengof, *Les Cyniques*, Paris, Le Seuil, 1990, pp. 99-100.
(2) *Politburo i Tserkov*, Moscou, 1997, tome 1, pp. 133-134.

"Remettre l'affaire sur les rails de la politique"

Au bureau politique Ultra-confidentiel. 9 avril.

Ma proposition d'engager une campagne concernant deux affaires de "meurtre rituel" de nouveau-nés n'a pas été accueillie favorablement par la rédaction de la *Pravda*, ni, pour autant que je puisse en juger, par le Comité de Moscou. Motif officiel : c'est un fait divers sans importance, cela n'intéresse pas les masses, etc.

Cette suffisance prétentieuse n'est pas justifiée. Les masses populaires demeurent plongées dans un abîme d'ignorance et de préjugés. Cela s'est vu encore dans la question du retrait des objets précieux des églises. La tentative de retirer ces objets précieux sans mener avant une longue et patiente préparation politique et organisationnelle a subi une déroute, même à Petrograd. On définit le succès relatif de l'enlèvement des objets précieux moins par une préparation politique que par une préparation organisationnelle et technique. La masse des croyants a tout simplement peur. Il est criminel de fermer les yeux sur ce fait.

Il y a une église en face de ma fenêtre. Sur dix individus qui passent devant elle (en comptant tout le monde, y compris les enfants), au moins sept, sinon huit, se signent en passant à côté. Et parmi eux, il y a beaucoup de soldats rouges, beaucoup de jeunes.

C'est de là que naissent des plans aussi géniaux que celui élaboré à Kazan : envoyer de faux cambrioleurs s'emparer des objets précieux, puis les traîner devant le comité provincial. En d'autres termes, on contourne la question politique par le pillage organisé ! Dans d'autres endroits, les comités provinciaux ont tendance à transférer le travail d'enlèvement des objets précieux sur les épaules du chef de la garnison et des présidents de la direction politique d'Etat. Il faut déployer des efforts gigantesques pour remettre l'affaire sur les rails de la politique. Le parti s'est assoupi et passe à côté de ses tâches politiques et de parti ; au lieu de s'accrocher aux bons prétextes, il les contourne.

Des préjugés et des tendances pogromistes dans notre république de Russie, socialiste, et qui de plus est fédérative et même soviétique ! C'est rien ! Ça n'intéresse personne ! Pas du tout. C'est la politique de l'autruche !

Il faut mener la campagne la plus primitive, la plus simple, la plus élémentaire sur les questions élémentaires. Au lieu de cela, on cuit dans son propre jus et on prend des mesures organisationnelles de façon administratives au lieu de prendre des décisions politiques.

Sur la question de l'enlèvement des objets précieux et sur la conduite des popes, sur l'agitation rituelle cent-noire, etc., il fallait diffuser à Moscou des tracts simples distribués à 100 000 ou 200 000 exemplaires. Au lieu de cela, nous publions à Moscou quelques journaux politiques (*Rabotchaia Moskva* et *Rabotchy*, chacun à 10 000 ou 20 000 exemplaires, et nous racontons chaque jour qu'à Gênes (1) on essaie de nous tromper et que nous devons êtres forts.

Il faut un tournant décisif et ferme dans la façon de mener notre agitation et notre propagande.

(1) Conférence internationale à laquelle assistaient des représentants de l'URSS.

Brian Pearce : Le Mouvement minoritaire et la "troisième période" en Grande-Bretagne

L'article de Brian Pearce prolonge celui du numéro précédent, qui évoquait la mobilisation ouvrière à la veille de la guerre. Pearce, historien et militant membre du Parti communiste de Grande-Bretagne, rompit avec ce dernier à la suite à la fois du rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline (février 1956), de la révolte des ouvriers de Poznan (juin 1956) et surtout de l'écrasement de la révolution hongroise (novembre 1956). Cet article est consacré à ce que l'on appelle le "Mouvement minoritaire", c'est à-dire un regroupement de militants syndicalistes membres ou proches du Parti communiste de Grande-Bretagne qui représentait dans les années 1920 une force de quelques dizaines de milliers de membres.

Pour replacer cet article dans son contexte historique, nous recommandons aux lecteurs des *Cahiers* de se reporter aux deux articles de John Mac Nair sur la grève générale de 1926 (n° 9) et à celui de John Archer sur *Le mouvement ouvrier britannique dans les années 1930* (n° 12).

Le Mouvement minoritaire

LE regroupement des forces militantes se déroula sous la direction du Parti communiste, agissant principalement au travers de ce qu'on a appelé le Bureau britannique de l'Internationale syndicale rouge, dirigé par Tom Mann (1). L'ISR *(en russe Profintern — NDT)* a pleinement compris à cette époque qu'il ne pouvait pas être question de constituer des syndicats nouveaux en Grande-Bretagne, et qu'on ne pouvait guère compter sur une campagne pour l'affiliation à l'ISR des syndicats existants. La fédération des mineurs du sud du pays de Galles, dans laquelle les éléments du "comité de reforme" étaient puissants, s'est déclarée en faveur de l'affiliation en 1921, mais elle s'est rétractée quand on l'a menacée d'exclusion de la confédération du TUC. Sous la direction de l'ISR, les communistes ont commencé à agir, secteur industriel par secteur industriel, pour rassembler les travailleurs sur la base de programmes spécifiques reliés à la fois aux problèmes du secteur donné et à la structure réelle de l'appareil syndical. Contrairement à l'attitude prise dans une phase ultérieure (1929-1931), le fait que beaucoup de travailleurs avaient quitté le syndicat, que ce soit par crainte de la répression en période de récession ou par dégoût de la trahison des bureaucrates, ou pour d'autres raisons, n'était pas considéré comme la fin de la période syndicale, justifiant que les militants tournent le dos aux syndicats. Au contraire, le *"Retour au syndicat"* était l'un des mots d'ordre du Bureau britannique de l'ISR, avec celui de *"Assez de recul"*, qui était un appel à mettre fin à la période de recul devant l'offensive des patrons. *All Power ("Tout le pouvoir" — NDT)*, le journal du Bureau, était diffusé, à la fin de 1922, à 12 000 exemplaires. Les organisations de base connues sous le nom de "mouvements minoritaires" — parce qu'un bureaucrate s'était plaint d'une *"minorité de trublions"* — ont été reformées chez les mineurs, dans la métallurgie, chez les ouvriers du transport et dans d'autres secteurs, et elles se sont finalement regroupées, en 1924, dans un Mouvement minoritaire national.

Dans un autre document (2), j'ai exposé ce qu'avait réalisé ce mouvement et je voudrais ici seulement attirer l'attention sur certaines de ses caractéristiques. Dans un premier temps, on a surtout mis en avant la nécessité de rendre les unions locales syndicales directement représentatives des ateliers au lieu d'être consti-

(1) A. J. Cook et Richard Coppock faisaient partie des membres de ce bureau.

(2) "Joseph Redman" (Brian Pearce), *"The Early Years of the CPGB"*, *Labour Review*, vol. III, n° 1, pp. 11-12, janvier-février 1958. Voir également "Joseph Redman", *"British Communist History"*, *ibidem*, vol. II, n° 4, pp. 106-110, juillet-août 1957.

tuées de délégués des sections syndicales, qui étaient souvent éloignées et peu représentatives, pour restaurer la représentativité des unions locales dans la confédération des TUC et renforcer par tous les moyens l'élément de contrôle de la base dans la structure syndicale, de façon à garantir que les syndicats fonctionnent pour l'objectif pour lequel ils avaient été constitués à l'origine.

« La tâche du Mouvement minoritaire était de réaliser l'unité du mouvement syndical, de constituer l'organisation au plan de la localité et de l'atelier qui pourrait contrôler d'en bas ce grand appareil de masse, pour combattre à chaque étape les apôtres de la "paix civile", et en unissant les travailleurs, syndiqués et non-syndiqués, sur le front le plus large possible dans leurs luttes économiques quotidiennes, construire un mouvement de base tel qu'il rendrait impossible la répétition du "Vendredi noir" » (3).

Malheureusement, bien que le Mouvement minoritaire soit devenu un centre influent de propagande et une fraction dynamique qui a insufflé une vie nouvelle dans un grand nombre de sections syndicales et d'unions locales, et qu'il ait contraint de ce fait les dirigeants syndicaux à prendre la tête de mouvements de grève et à adopter différentes positions "de gauche", comme en 1917-1920, il n'a pas fait grand-chose en pratique pour constituer les comités d'atelier et d'usine dont on a tant parlé. Dans l'ensemble, il n'est parvenu qu'à répandre des idées et a les faire remonter jusqu'à la direction syndicale. Ici, la racine du problème, c'était probablement que la transformation du Parti communiste en un regroupement basé sur l'usine *"n'avait été sérieusement commencée que vers la fin de 1924"*, et, au 1er mai 1925, il n'y avait que soixante-huit groupes communistes d'usine, représentant à peine 10 % des effectifs du parti (4). Au moment où la direction politique du Mouvement minoritaire s'était suffisamment organisée pour commencer à mettre en place de nouvelles formes d'organisations de masse dans les usines, le Comité d'unité anglo-russe était né et la direction stalinienne du mouvement communiste mondial avait décrété qu'il ne fallait rien faire qui puisse gêner le bon vouloir des bureaucrates "de gauche".

Au congrès du parti, en mai 1925, un délégué de Sheffield a fait remarquer :

"Le discours d'A. J. Cook au dernier congrès des mineurs contrastait complètement avec les discours qu'il tenait auparavant (c'est-à-dire avant d'être élu au secrétariat de la fédération des mineurs, avec le soutien du Mouvement minoritaire). *Après que nous avons encensé et couvert d'éloges ces dirigeants de gauche, qu'est-ce que les masses diront du Parti communiste quand ces dirigeants les trahiront ? Nous devons nécessairement qualifier le soutien que nous avons apporté à ces gens de gauche."*

Un délégué de Glasgow a souligné la nécessité de rester très vigilants à l'égard de certains leaders syndicaux qui avaient acquis une réputation facile "d'hommes de gauche" en prenant une grande place dans le mouvement pour l'unité syndicale internationale. Pollitt a répondu qu'il y avait simplement *"un peu de danger d'exagérer ce point... Les leaders syndicaux russes sont intéressés, des leaders qui ont démontré leur valeur au mouvement de la classe ouvrière, et dans lesquels nous avons entièrement confiance"* (5).

L'aboutissement de ce cheminement a été la trahison de la grève générale, avec un Parti communiste et un Mouvement minoritaire incapables d'agir contre cette trahison, à part protester et en appeler aux dirigeants traîtres pour qu'ils se reprennent. Cela a révélé *"la faiblesse d'une gauche qui ne pouvait que faire de la propagande, et qui n'était pas assez fermement organisée dans les usines et les localités pour pouvoir prendre la tête de l'action"* (6). Un semblant de prise de conscience que le mouvement avait été aiguillé dans la mauvaise direction en 1925-1926 est apparu dans la brochure de Wal Hannington *Qu'est-ce qui ne va pas dans la métal-*

(3) Ralph Fox, *The Class Struggle in Britain, 1914-1923* (1933), p. 82.

(4) Rapport au VIIe Congrès (1925) du Parti communiste de Grande-Bretagne, pp. 148 et 201.

(5) *Ibidem*, pp. 29, 73-74.

(6) John Mahon, *Trade Unionism* (1938), p. 53.

lurgie ?, publiée par le Mouvement minoritaire national en 1927, quand il a écrit, après avoir souligné la nécessité d'un changement de leaders dans les syndicats :

« A ceux qui disent : "Nous avons vu les dirigeants retourner leurs vestes auparavant, et quelle garantie avons-nous qu'ils ne vont pas continuer à le faire ?", *nous répondons que le Mouvement minoritaire doit être assez puissant à l'intérieur des syndicats non seulement pour faire des dirigeants, mais également pour les casser à chaque fois qu'ils rejetteront la politique sur laquelle ils ont été élus. »*

Mais la politique stalinienne est demeurée inchangée jusqu'à la fin de 1927 et la décision de ne pas s'opposer à l'ultimatum du conseil général des TUC aux unions locales, qui leur demandait de se désaffilier du Mouvement minoritaire, l'a tué virtuellement.

C'est ainsi que le Mouvement minoritaire est mort, tout comme était morte la grève générale. Ernest Bevin et ses collègues avaient annulé le mot d'ordre de grève générale pour éviter la guerre ouverte avec le gouvernement ; Harry Pollitt annulait le Mouvement minoritaire pour éviter la guerre ouverte avec le TUC et beaucoup de cadres syndicaux (7).

La "troisième période"

GRÂCE à la politique qui lui avait été imposée par Moscou à partir de 1925, le Mouvement minoritaire n'était parvenu qu'à s'attirer le ressentiment de la bureaucratie sans acquérir la possibilité de répliquer efficacement. La bureaucratie a tout à fait réussi à combiner sa proscription et ses interdictions avec la répression patronale à l'encontre des militants lors de cette période noire du mouvement de la classe ouvrière britannique qui a suivi la grève générale, et elle a ainsi jugulé le Mouvement minoritaire dans la plupart de ses objectifs pratiques. Malgré sa faiblesse et ses erreurs opportunistes, le Mouvement minoritaire de 1924-1927 avait été la véritable expression d'une tendance dans la classe ouvrière avec de vraies racines dans les masses, reliée aux organisations traditionnelles du mouvement ouvrier britannique.

Entre la fin de 1927 (XV^{e} Congrès du Parti communiste soviétique) et le milieu de 1929 (X^{e} Plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste), un changement de politique a été impulsé dans le mouvement communiste international, qui a fait que l'activité des staliniens britanniques dans l'industrie a pris son envol au royaume du fantasme et de l'aventure, sans parler du crime et de la trahison de la classe ouvrière (8). Cet épisode est largement responsable de l'attitude de réserve et de soupçon envers tout ce qui se réclame d'un "mouvement de base" que l'on rencontre souvent chez les vieux militants syndicalistes qui ne sont absolument pas des bureaucrates.

Le Mouvement minoritaire se fondait à l'origine sur une affiliation par des sections syndicales, des comités de district, etc. ; l'adhésion individuelle était considérée comme transitoire jusqu'à ce que l'individu en question ait remporté l'affiliation de sa section syndicale. Il était

(7) J. T. Murphy, *Labour's Big Three* (1948), p. 137. La commission exécutive nationale du mouvement a rapporté lors de sa cinquième conférence, en 1928, qu'il *"était devenu de plus en plus clair que nous avons fait une grave erreur l'an dernier en recommandant aux unions locales de retirer leur affiliation du Mouvement minoritaire"*.

(8) Pour quelques indications sur la phase ultra-gauche du stalinisme en Grande-Bretagne à la fin des années 1920 et au début des années 1930, voir "Joseph Redman", *The Communist Party and the Labour Left, 1925-1929* (Reasoner, Pamphlet, Hull, 1957) et Henry Pelling, *The British Communist Party* (1958).

clairement indiqué que ce n'était pas un mouvement antisyndical, mais qu'au contraire on attendait une activité syndicale à 100 % de ceux qui le soutenaient à chaque fois qu'ils avaient de l'influence, et ils ont pu parvenir à de nombreuses réalisations à cet égard. On trouve l'un des derniers exposés de l'objectif du mouvement avant l'entrée dans ce que le jargon stalinien a appelé *"la troisième période"* dans une brochure de Fred Thompson, appelée *Maintenance for Dockers* et publiée par le Mouvement minoritaire des travailleurs du transport en 1928.

"Le Mouvement minoritaire est une organisation de syndicalistes militants, qui, constatant l'ampleur avec laquelle la direction actuelle s'est engagée et a engagé les syndicats sans réserve dans la collaboration de classe, se sont regroupés ensemble pour restaurer l'objectif premier et l'esprit de combat sur lesquels les syndicats ont été constitués, pour construire une nouvelle direction avec une orientation fondée sur la réalisation de la lutte de classe et une complète réorganisation des syndicats sur des orientations qui accepteront que cette politique soit effectivement mise en œuvre."

A partir de la moitié de l'année 1929 et pour une période de plus de deux ans, cette orientation a été remplacée par une autre, totalement différente. Le Mouvement minoritaire dans sa nouvelle mouture ne s'est pas simplement désintéressé de l'objectif du syndicalisme à 100 %, mais il a déclaré que les syndicats allaient éclater, qu'il fallait en sortir et que c'était également une bonne chose. Le Mouvement ne s'est pas simplement détourné de la tâche de gagner à une orientation militante les sections syndicales, il a cherché délibérément à *exclure* les responsables de sections syndicales des comités de grève et de toutes sortes de comités *ad hoc* de base. Des syndicats "rouges" spéciaux ont été constitués, et ensuite lancés par leurs dirigeants communistes dans des grèves "de prestige", dont les adhérents ne comprenaient pas la nécessité (bien que ces affaires paraissaient impressionnantes dans les rapports périodiques envoyés à Moscou), ce qui fait que l'action militante était discréditée parmi les secteurs ouvriers les plus proches du Mouvement minoritaire.

C'est au sujet de cette période de la politique stalinienne dans l'industrie que Trotsky a écrit (dans *Communisme et syndicalisme*, 1929) :

"La lutte pour l'influence du parti dans les syndicats trouve sa vérification objective quand on se demande si les syndicats se développent, si le nombre de leurs adhérents augmente, ainsi que dans ses relations avec les plus larges masses. Si le parti n'achète son influence dans les syndicats qu'au prix d'une réduction et d'un fractionnement de ces derniers — en les convertissant en auxiliaires du parti pour des objectifs momentanés et en les empêchant de devenir de véritables organisations de masse —, alors les relations entre le parti et la classe sont faussées."

Le Parti communiste montrait *"une tendance adolescente à se rendre maître de la classe ouvrière dans les délais les plus courts, au moyen de mises en scène, d'inventions, d'agitation superficielle, etc."* ; rien de bon ne pouvait venir de *"l'hystérie politique qui ne prend pas en compte les conditions objectives, qui confond aujourd'hui avec hier et avec demain"*.

La caractéristique de la période 1929-1931 a été la disparité grandissante entre les mots d'ordre et les réalisations. Au cours de la grève des usines de laine de Bradford de 1930, par exemple, le Mouvement minoritaire s'est écrié devant des ouvriers médusés que c'était *"la lutte pour le pouvoir"* — mais le Mouvement s'est montré incapable de mettre sur pied un seul comité d'usine indépendant. Tandis que l'Internationale syndicale rouge exigeait que le mouvement devienne *"une véritable organisation de masse fondée sur le paiement de cotisations collectives et l'adhésion individuelle"*, se constituant comme une confédération syndicale alternative par rapport au TUC, la tactique de folie furieuse a eu en fait pour résultat l'isolement et même l'exclusion des groupes qui avaient eu une certaine influence de masse depuis la période de la grève générale (par

exemple, l'exclusion de la section de Mardy de la fédération des mineurs du sud du pays de Galles). Arthur Horner lui-même a fini par expliquer à l'intérieur du parti qu'il était contre ce qui se passait : *"Des comités de grève artificiels, qui étaient en réalité des groupes du Mouvement minoritaire, ont été mis sur pied comme des alternatives aux sections syndicales, sans contact avec les masses, avec notre isolement comme seul résultat... Le mouvement révolutionnaire était effectivement en déroute à tout point de vue"* (9). Il a bien entendu été blâmé pour avoir dit cela et on l'a démis de la direction du Mouvement minoritaire des mineurs. Les vociférations adressées aux ouvriers pour qu'ils viennent se laisser diriger, avec une grève générale comme "nouvelle étape", augmentèrent et devinrent assourdissantes, en particulier au moment où la direction stalinienne internationale continuait à s'impatienter devant le contraste entre le piètre bilan du Mouvement minoritaire et ce qui était en train de se passer en Allemagne (où les nazis étaient désormais une puissance montante conséquente) — là-bas, ma foi, *"tous les mouvements de masse sont conduits sous la direction du parti"*.

Ceux qui critiquaient la tactique suicidaire de la "troisième période" étaient qualifiés de *"trouillards trotskystes"*, tout comme ceux qui avaient critiqué les erreurs opportunistes de la phase antérieure avaient été caractérisés comme *"des trotskystes fous"*. Après que les dommages ont été faits, et sans aucune reconnaissance envers ceux qui avaient vu juste à l'époque, Wilhelm Pieck a admis au nom du comité exécutif de l'Internationale communiste, dans son discours du 26 juillet 1935, au VII[e] Congrès de l'IC, la justesse de ces critiques :

"L'exemple le plus criant de sectarisme dans le mouvement syndical est fourni par la Grande-Bretagne, où, en face de l'offensive très dure des membres de droite du conseil général du TUC et des oscillations des leaders syndicaux de gauche, les communistes ont adopté (en fait, c'est le comité exécutif de l'IC qui a fait pression sur eux ! — B. P.) *une tactique tellement sectaire et maladroite que le Mouvement minoritaire est réellement tombé en morceaux. En adoptant le cours qui consistait à diriger les luttes économiques de façon indépendante, les communistes, comme produit des erreurs antérieures de droite et de la structuration organisationnelle inadéquate du Mouvement minoritaire, ont transféré leur activité principale des groupes syndicaux vers les adhérents individuels et des syndicats vers les travailleurs inorganisés, et ils ont dressé leurs modestes forces contre tout le mouvement syndical. Ces erreurs ont été aggravées par le fait que les communistes ont considéré le Mouvement minoritaire comme l'embryon de nouveaux syndicats, et ils ont cessé de recruter les travailleurs aux syndicats, sortant des appels à rejoindre les rangs du Mouvement minoritaire. Il faut garder présent à l'esprit que ces erreurs ont été commises par nos camarades dans un pays où les syndicats réformistes possèdent les traditions les plus anciennes. Dans des circonstances pareilles, les communistes se sont retrouvés entièrement isolés du mouvement syndical, et le Mouvement minoritaire s'est effondré. C'est seulement avec de grandes difficultés que nos camarades britanniques, s'étant rendu compte de leurs erreurs et ayant changé en conséquence leur intervention syndicale, s'efforcent de regagner leur influence dans le mouvement syndical."*

(9) Cité dans *Communist Review*, avril 1931.

“Trotsky en Corrèze”, ou de la rumeur à la calomnie

(Marc Teulin)

Le titre de cet ouvrage, *Trotsky en Corrèze* (1), au premier regard, a de quoi étonner, car Trotsky n'a jamais mis les pieds en Corrèze. L'ouvrage de Gilbert et Yannick Beaubatie est pourtant un véritable travail d'historien et n'a rien de romanesque. Le sous-titre (*"Généalogie d'une rumeur"*) évoque sa portée réelle et toujours actuelle. Les auteurs partent en effet d'une rumeur fabriquée en 1934 pour aboutir à des affabulations contemporaines, comme l'article de deux plumitifs (Christian Forcari et Didier Hassoux) publié dans *Libération* (6 février 2002) sous le titre accrocheur *"Quand l'Elysée s'acoquine avec les trotskystes"*, article en grande partie reproduit dans ce livre (pp. 247-248).

(1) Gilbert et Yannick Beaubatie : *Trotsky en Corrèze. Généalogie d'une rumeur.* Préface de Jean-Pierre Rioux. Le Bord de l'eau, 274 pages, 22 euros.

De la rumeur à la calomnie

LES deux auteurs citent d'abord un article du *Canard enchaîné* (15 janvier 1997) évoquant un déplacement de Jacques Chirac sur ses terres corréziennes et reprenant une information du *Figaro*, et qui affirmait : *"Le Seigneur de Bity, par ailleurs président de la République, est allé, accompagné de Madame, présenter ses vœux à ses villageois de Sarran (Corrèze). Après quoi tous deux ont dormi dans leur Château-Chirac. Un manoir au passé étrange, selon* Le Figaro. *Dans les années trente, il appartenait à un colonel anglais retraité de l'Intelligence Service, l'honorable Willian-Noel Licas-Shadwell, qui y accueillit pendant l'hiver 1934 Trotsky pourchassé par les agents du Comintern. Dans les greniers de Château-Chirac le fantôme de Trotsky poursuivi par le spectre de Staline hante-t-il parfois les nuits de Bity ?"* (p. 13).

L'hebdomadaire, alerté sans doute par un lecteur au fait des méandres de la biographie de Trotsky, rectifiait la semaine suivante cette information fantaisiste. Pendant l'hiver 1934, Trotsky se trouvait en effet sous une surveillance policière permanente à Domène, non loin de Grenoble, loin du château de Bity, privé de toute possibilité de quitter Domène fût-ce pour une après-midi.

La presse au travail...

Ce rectificatif n'empêche nullement le très sérieux quotidien *Libération* (23 février 1998), alors dirigé par Serge July, de reprendre ce canard : *"Depuis le 19 janvier, la première dame de France a pris ses quartiers pour deux mois au château de Bity, froide demeure du XVI^e^ siècle, qui hébergea Léon Trotsky en 1935"* (p. 243). *L'Express* n'est pas plus regardant. Sous la plume d'un certain Jérôme Dupuis, le numéro du 4 janvier 2001 reprend ce scoop défraîchi : *"L'ironie de l'histoire veut qu'avant d'appartenir à un ministre français de droite, le château ait accueilli Léon Trotsky à la fin de l'année 1934, alors qu'il fuyait les sicaires de Staline lancés à ses trousses"* (*ibidem*).

L'ironie de l'histoire a bon dos, meilleur en tout cas que le sérieux des journalistes.

L'auteur d'une biographie de Chirac, *Chirac ou la fringale du pouvoir*, Henri Deligny, y ajoute son couplet : *"C'est Lucus-Shadwelll qui accueillit à Bity en décembre 1934-janvier 1935 Léon Trotsky, alors que l'ancien compagnon de Lénine fuyait à travers le monde les menaces de Staline pour sa vie"* (*ibidem*).

La rumeur refait surface dans la chronique de Frank Moulin du 8 août 2001, sur RTL. Le journaliste déclare tout de go : *"On a même reparlé de Bity, même si ça n'a rien à voir, au sujet du passé trotskyste de Lionel Jospin. En 1935, en effet, bien avant son achat par Jacques Chirac, Léon Trotsky lui-même avait séjourné au château de Bity"* (p. 244). L'objet de l'"information" est évidemment d'accoler en passant le nom de Trotsky à celui de Jacques Chirac pour pouvoir ensuite, ce qui sera fait dans plusieurs quotidiens, accoler au nom de ce dernier celui d'une organisation trotskyste.

"Les Asturies françaises"

La fausse information est née ou du moins diffusée dès 1934 sous la plume de Georges Lecomte, membre de l'Académie française, aujourd'hui bien oublié, comme d'ailleurs la plupart des prétendus immortels, que Trotsky qualifiait de *"dégoûtant ramassis de vieux bouffons"*. Les frères Beaubatie retracent longuement la carrière de l'académicien, puis reproduisent in extenso son article, publié en décembre 1934 dans le journal *L'Effort* (journal des officiers combattants), au titre accrocheur : *"Les Asturies françaises"*, qui lance une rumeur destinée à un bel avenir. Georges Lecomte écrit :

"Il est une région pittoresque de la France qui renferme en ce moment un matériel destiné à armer les réfugiés espagnols, lesquels entraînent des troupes du Front social au maniement révolutionnaire.

Le centre de cette région se trouve être comme par hasard Tulle et sa manufacture.

Un autre hasard fait que cette région abrite un individu qu'aucun pays ne veut recevoir, j'ai nommé Trotsky.

Si cet indésirable se contentait de manger des châtaignes, il n'y aurait aucun inconvénient, mais il abandonne deux fois par mois sa retraite pour venir, au vu et au su du gouvernement, converser avec Blum, Bergery, Doriot et les fusilleurs du 6 février. Pourquoi le gouvernement tolère-t-il ces réunions où l'on élabore un coup de force contre la Patrie ? Est-ce parce que notre grand ministre est affilié — paraît-il — depuis peu à une loge ? Nous savons que les lois maçonniques priment toutes les autres."

Tulle comporte en effet une manufacture d'armes et la Corrèze abrite quelques dizaines d'ouvriers espagnols, qui ont quitté les Asturies après l'écrasement sanglant de la grève générale des mineurs par les troupes de Franco en octobre 1934, mais aucun d'eux ne se livre au moindre maniement d'armes et "les troupes du Front social" évoquées par l'académicien français appartiennent au domaine du fantasme. Il est sans doute inutile de préciser que, Trotsky n'ayant jamais mis les pieds dans le château de Bity, ses voyages bimensuels du château à Paris pour préparer la révolution avec Blum, Bergery et Doriot, qui, chacun, avec certes des motivations et des positions fort différentes et de plus en plus différentes, y est fermement opposé, sont du très mauvais roman-feuilleton.

Yannick et Gilbert Beaubatie reviennent sur la grève générale des mineurs des Asturies et son écrasement, exposent les positions de Trotsky sur cet événement, puis ses positions sur le front unique, dont, à la différence de nombreux historiens, ils soulignent ce qui le différencie et le sépare du Front populaire en citant longuement les analyses de Trotsky (pp. 67 à 74).

Après un chapitre fouillé sur *"La République des Frères"* (c'est à-dire sur la place attribuée à la franc-maçonnerie par les campagnes de la presse réactionnaire et sur son rôle réel), ils répondent, dans un long chapitre intitulé *"Pourquoi tant de haine ?"*, à la question posée par ce titre. C'est en liaison avec l'analyse des raisons de la haine suscitée par Trotsky qu'ils étudient les modalités de la naissance de la rumeur en général et de celle qui vise Trotsky en particulier. Ils racontent en détails la campagne de haine déchaînée contre lui en avril 1934, lorsqu'il séjourne à Barbizon.

La Croix de la Corrèze s'en mêle...

Le chapitre intitulé *"Quoi ! Trotsky à Tulle, en Corrèze"* a un aspect réjouissant. Nul ne s'étonnera de voir l'Eglise catholique aux avant-postes de la campagne pour dénoncer la prétendue présence du révolutionnaire russe dans le département. *La Croix de la Corrèze* (30 décembre 1934) reproduit l'article de Georges Lecomte sur les Asturies françaises.

Puis, en janvier, *Le Courrier du Centre*, plus allusif, fait savoir que : *"Il*

court, il court, le Juif errant... Il est passé par ici, il repassera par là..." (p. 184).

Mais la rumeur se fait multiforme. Les deux auteurs ajoutent ainsi : *"Le fondateur de l'Armée rouge semble avoir développé, depuis son arrivée en France, un véritable don d'ubiquité, car certains journaux signalent, au même instant, son passage dans plusieurs localités, comme par exemple à Aubazine ou à Saint-Chamant"* (p. 207).

Mais la presse se concentre sur la Corrèze. Le correspondant local du *Courrier du Centre* prétend ainsi que, le 10 janvier 1934 (alors que, rappelons-le, Trotsky est à cette date sous bonne surveillance à Domène, près de Grenoble), *« le camarade Trotsky, qui voyageait en train avec un certain nombre de personnes, aurait profité d'un arrêt assez long en garde de Tulle pour se faire raser. Mais le barbier qui en porte témoignage n'aurait eu aucun mal à le reconnaître, puisqu'il se serait, après "l'opération", lavé le visage avec trois doigts à la manière russe »* (p. 210). Le barbier confond en l'occurrence la façon de se laver avec l'usage orthodoxe du signe de croix... dont Trotsky n'était pas un habitué.

... puis Edwy Plenel et Bernard-Henri Lévy

La rumeur de la présence subversive de Trotsky en Corrèze a beau être grotesque, elle a fait carrière. On la voit ainsi réapparaître dans les *Secrets de jeunesse*, d'Edwy Plenel, spécialiste du "journalisme d'investigation", en l'occurrence peu exigeant sur la qualité de l'information ou de l'informateur. Dans ce livre, qu'il présente comme un recueil de *"découvertes d'une mémoire buissonnière"* (très buissonnière, en effet...) et où il prétend poser des problèmes de fond de l'histoire du trotskysme, il prend au sérieux ce "séjour" imaginaire avec une simple réserve distante, et s'interroge :

"L'un des mystères de ce séjour, dont je n'ai pu encore trouver la clé, est cette halte incertaine du Vieux en Corrèze, fin décembre 1934, début janvier 1935. Vacances, repos, rendez-vous, discussions ? Je ne sais. Toujours est-il que, selon certains auteurs, Trotsky aurait séjourné au château de Bity, dont le propriétaire était alors un ancien consul de Grande-Bretagne que l'on dit aussi avoir été membre de l'Intelligence Service" (p. 245). Plenel ne sait donc pas, mais il parvient néanmoins, avec la petite distance prudente d'un conditionnel, à accoler le nom de Trotsky à celui de l'Intelligence Service. Le brave homme ! Apparemment, depuis lors, Edwy Plenel n'a toujours pas trouvé la clé du prétendu mystère. Le journalisme d'investigation ne permet sans doute pas de trouver de vraies réponses à de fausses questions. Mais que d'interrogations pour un séjour aussi impossible matériellement que fantaisiste !

Pourtant, Bernard-Henri Lévy, rendant compte de l'ouvrage d'Edwy Plenel où il voit *"le plus inquiétant des romans vrais de l'année"* (*sic !*) dans *Le Figaro* (9 novembre 2001), juge essentielles les questions soulevées par l'auteur dans son ouvrage et demande, haletant : *"Que se sont vraiment dit André Malraux et Leon Trotsky en août 1933 dans une villa de Royan ? Qui était Jean van Heijenoort ? Etait-il le garde du corps, le chauffeur, le traducteur attitré de l'exilé de Coyoacan ? (...) Trotsky a-t-il séjourné à Bity dans le château de Jacques Chirac ? (...) Toutes ces questions et d'autres hantent ce livre indocile (...). Je n'étonnerai pas en disant que c'est, à mes yeux, le plus réussi, le plus stimulant et aussi le plus inquiétant des romans vrais de l'année"* (p. 249).

Lignes cocasses ! L'ignorance permet de poser des questions dénuées de tout contenu ; il n'y a en effet pas l'ombre d'un mystère ni sur les fonctions archiconnues de Jean Van Heijenoort ni sur le contenu de la conversation entre Malraux et Trotsky lors de leur rencontre à Royan. Le seul vrai mystère est dans le non-séjour de Trotsky au château de Bity.

Gilbert et Yannick Beaubatie retracent la généalogie de la rumeur, ses méandres parfois surprenants, le contexte

dans lequel elle prend son essor, ses développements, les traces qu'elle laisse derrière elle et son utilisation multiforme.

Enquêtes grotesques

Le seul élément vrai dans ce récit délirant, qui ressuscite le mythe du complot judéo-bolcheviquo-maçonnique, est qu'il y a dans la région quelques dizaines d'ouvriers espagnols rescapés de la répression sanglante qui a décimé la grève générale des mineurs des Asturies en octobre 1934, et qui ne se livrent bien entendu à aucun maniement d'armes. Tout le reste est du mauvais roman-feuilleton, qui agite pourtant les représentants du pouvoir. Gilbert et Yannick Beaubatie retracent les enquêtes grotesques lancées par ces derniers. Le préfet de la Corrèze demande à ses gendarmes *" d'identifier les personnalités de nationalité étrangère qui auront pu, au cours des derniers mois, établir leur résidence en Corrèze"*. Le 11 janvier 1935, il informe le ministre de l'Intérieur : *"Plusieurs journaux, ce matin encore l'hebdomadaire* Candide, *ont annoncé la présence en Corrèze de Trotsky. Il y a déjà près d'un mois qu'un journal,* Par l'effort, *organe mensuel de l'association nationale des officiers combattants (...), a publié cette information, que j'ai fait contrôler dès que j'en ai eu connaissance"* (p. 217).

Le quotidien *Le Jour* envoie un de ses collaborateurs sur les traces de l'ancien chef de l'Armée rouge. Une information laisse entendre qu'après avoir erré quelque temps entre Brive et Tulle (où se trouve, rappelons-le, la manufacture d'armes !), Trotsky aurait trouvé asile *"dans la commune de Rosiers-d'Egletons, dans une petite maison bourgeoise isolée"*, que le journaliste finit par dénicher et qui se révèle *"inhabitée depuis plusieurs mois"* (p. 218). Un autre journal envoya pourtant un correspondant à la recherche de la maison d'Egletons, où, *"disait-on, Trotsky menait joyeuse vie"*, et ne trouve rien ni personne. Le journaliste du *Jour* conclut sagement : *"Trotsky, que l'on croit voir partout en Corrèze, est peut-être à cent lieues, mais les conversations vont leur train"* (p. 219) et reprendront après une longue éclipse.

Pourtant, le correspondant du journal socialiste *La Voix corrézienne*, après avoir mené sa propre enquête, concluait : *"Depuis qu'un académicien a écrit dans un journal d'officiers nationalistes que l'ancien commissaire soviétique vivait en Corrèze, de bons bougres le voient partout"* (p. 220) alors qu'il n'y est nulle part.

Et il affirme : *"Ni les scénarios les mieux conçus ni les aventures rocambolesques publiées par de trop spirituels chroniqueurs ne réussiront à nous faire prendre des vessies pour des lanternes"* (p. 221). Il s'est montré bien optimiste. S'il a refusé, lui, de prendre des vessies pour des lanternes, beaucoup, on l'a vu, se sont acharnés à les confondre...

L'ouvrage de Gilbert et Yannick Beaubatie ne se contente pas de démonter le mécanisme de la rumeur et de la désinformation, qui débouche sur la calomnie, dont ils analysent les prolongements contemporains : les deux auteurs étudient le contexte politique dans lequel ces affabulations prennent naissance et le rôle qu'elles sont destinées à jouer, car elles ne sont en rien gratuites ou fortuites.

En ce sens, cet ouvrage, écrit avec autant de verve que de précision, est à la fois d'une lecture très facile et d'une très grande actualité. Il ne peut qu'inviter son lecteur à la plus grande vigilance, sinon méfiance, vis-à-vis des bruits et rumeurs répandus par les médias, fût-ce sous la signature ou dans la bouche de très éminentes personnalités.

Gilbert et Yannick Beaubatie citent à la fin de leur ouvrage une phrase de Léon Trotsky dans son *Journal d'exil* : *"Le mensonge, la falsification, l'amalgame judiciaire ont pris une extension sans précédent dans l'histoire"* (p. 236). Rien n'a vraiment changé.

Marc Teulin

Chronologie de la révolution espagnole

(Roland Corominas)

CADA CONQUESTA
REVOLUCIONÀRIA
FA MÉS
INVENCIBLE
EL PROLETARIAT
P.O.U.M.

Avertissement : des différences de dates peuvent apparaître selon les auteurs à propos de certains événements, informations ou décisions ; cela tient très souvent à la différence entre la survenue de l'événement et sa publication dans la presse officielle ou privée.

1936

17 juillet : soulèvement militaire au Maroc.

18 juillet : se prétendant sûr de la loyauté des officiers, le gouvernement Casares Quiroga minimise le soulèvement franquiste, appelle au calme dans la péninsule, refuse de donner des armes aux organisations ouvrières. Les Partis socialiste et communiste affirment dans un communiqué commun de soutien au gouvernement : *"Le gouvernement commande et le Front populaire obéit."*

18 juillet : le soulèvement militaire a lieu dans toute la péninsule.

A Barcelone, le soir, CNT et UGT lancent l'ordre de grève générale, pendant que les ouvriers s'emparent de toutes les armes qu'ils trouvent.

19 juillet : après une brève tentative de constituer un gouvernement de compromis avec les généraux rebelles, est formé à Madrid un nouveau gouvernement (José Giral).

20 juillet : le soulèvement généralisé à toute la péninsule est un échec, probablement grâce à l'action décidée des marins mutinés, qui interdirent que les navires de guerre transportent les troupes de Franco depuis le Maroc. Franco est victorieux à Cadix, Séville et Cordoue, en Aragon, dans la Navarre, à Burgos, Valladolid, Oviedo ; il subit un échec à Madrid et il est écrasé en Catalogne, où se mettent en place les comités armés qui assurent la sécurité des rues. Hésitations dans le camp franquiste. L'Espagne est coupée en deux, en gros selon une ligne sud-ouest/nord-est, qui, partant de Badajoz, rejoindra la Catalogne en passant par Madrid et en contournant l'Aragon. Globalement, la rébellion a échoué là où les organisations ouvrières n'ont pas attendu pour agir l'aval du gouvernement.

20-22 juillet : constitution à Madrid du premier gouvernement Giral, exclusivement "républicain", dont chaque ministère est surveillé par les comités qui s'y constituent immédiatement.

21 juillet : à Barcelone, la CNT décide de soutenir la continuité de Companys à la tête du gouvernement de la Généralité et donne son accord à la formation du comité central des milices antifascistes (CCMA) ; celui-ci se constitue avec Josep Tarradellas comme représentant du gouvernement de la Généralité, sous l'autorité duquel sera signé le décret de constitution. De fait, mais sans le dire, le CCMA assumera la plus grande partie des tâches du nouveau pouvoir qu'il est réellement ; en particulier, il procédera très rapidement à la confiscation des biens, organisera la surveillance et la sécurité avec ses patrouilles de contrôle et ses conseils d'ouvriers et de soldats. L'essentiel de la tâche gouvernementale au début sera de donner force de loi aux mesures et décisions prises par le CCMA sous la forme de décrets publiés au *Bulletin officiel* du GGC : décret du 24 juillet portant destitution des conseillers municipaux de Catalogne élus de partis hostiles au Front popu-

laire ; ceux-ci seront remplacés par des conseillers du Front populaire selon la représentation du CCMA ; décret du 26 juillet établissant la semaine de travail à 40 heures et une augmentation salariale de 15 % ; décret du 31 juillet interdisant les expulsions à l'encontre de miliciens ; décret du 7 août confirmant la confiscation des biens ecclésiastiques et ceux des personnes impliquées dans le soulèvement ; décret du 11 août de réembauche obligatoire des ouvriers licenciés pour raisons politiques.

23 juillet : *"Ir a por todo"* de García Oliver dans le premier plénum régional de la CNT, où se discute la possibilité d'adopter une ligne "radicale" qui n'affirmera pas clairement sa volonté d'aller vers la prise du pouvoir ; cette position sera rejetée.

23 juillet : fondation du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), adhérent de l'Internationale communiste de Staline.

26 juillet : nouveau plénum régional de la CNT, qui confirme le précédent et appelle à la reprise du travail dans une perspective de lutte "antifasciste".

29 juillet : la commission des milices de district, dirigée par le PSUC et l'ERC, en termes à peine voilés, menace de sanctions les comités locaux ou de district qui ne respecteraient pas la représentation à laquelle ont droit toutes les organisations antifascistes d'après l'acte de constitution du CCMA.

31 juillet : formation d'un nouveau gouvernement ("conseil") élargi au PSUC, refusé par la CNT, qui exigera de Companys la dissolution immédiate de ce gouvernement et l'obtiendra.

4 août : un plénum national de la CNT approuve la participation au gouvernement de Madrid.

6 août : formation d'un nouveau gouvernement de la Généralité exclusivement "républicain".

10 août : réorganisation des patrouilles de contrôle catalanes avec participation de toutes les organisations participant au CCMA.

11 août : la première tentative officielle de mettre un frein au pouvoir des comités révolutionnaires au sein du gouvernement de Madrid sera de créer un "conseil" (ministère) en charge de l'économie sous la forme d'un projet de collectivisations et nationalisations avec "contrôle ouvrier" ouvrant la voie à une "nouvelle économie".

14 août : chute de Badajoz ; la chute de Badajoz et Mérida permet à Franco d'opérer la jonction entre les forces du nord et du sud.

17 août : le plénum régional d'unions locales et de districts de la CNT de Catalogne décide la dissolution du CCMA.

Fin août : le plénum secret du Mouvement libertaire de Catalogne décide de participer au gouvernement de la Généralité.

23 et 25 août : le gouvernement Giral prend les décrets de constitution des "tribunaux populaires", qui donnent aux jugements sommaires une apparence de légalité. Ces décrets stipulent que les nouveaux tribunaux seront composés de 3 membres de la magistrature et de 14 membres des partis du Front populaire et des syndicats, 2 par organisation ; ils n'entreront vraiment en fonction qu'après la participation de la CNT au gouvernement Largo Caballero en novembre.

31 août : décret du gouvernement Giral, qui entamait l'épuration et la réorganisation de la garde civile, rebaptisée garde nationale républicaine, qui va recruter des milliers d'agents ; même chose pour les gardes d'assaut, qui sont 28 000 début décembre ; idem pour le corps de carabiniers, qui atteindra les 40 000 membres en avril 1937 ; la quasi-totalité de ces corps ne combattra jamais au front et sera réservée pour l'arrière, notamment les carabiniers, dont la considérable montée en puissance est contradictoire à leur vocation de surveillance des frontières, forcément très réduite du fait de la fermeture des frontières imposée par le gouvernement français.

3 septembre : au plénum des régionales de la CNT, l'idée de participer au gouvernement de Largo Caballero sera finalement acceptée, à la condition que soit adopté le principe de commissions

ministérielles mixtes avec 2 délégués CNT, 2 UGT, 2 représentants du Front populaire et un délégué du gouvernement ; Largo Caballero refuse, mais la CNT maintient sa participation.

Il faudra encore les plénums des 21 août, 3 et 15 septembre, et encore le 18 octobre pour emporter l'accord de l'organisation, qui se ralliera à la position de la direction malgré le refus opposé par Largo Caballero à toutes les propositions de compromis, notamment celle de constituer un conseil national de défense qui serait un gouvernement mais sans le dire, refusé également par le PCE et les "républicains".

4 septembre : chute d'Irún.

Formation à Madrid du gouvernement Largo Caballero avec participation de toutes les organisations "antifascistes", à l'exception de la CNT et du POUM.

6 septembre : discours d'Andreu Nin au Gran Price de Barcelone pour défendre l'idée d'un gouvernement sans ministres bourgeois et pour la constitution d'une Junte nationale de défense.

9 septembre : communiqué conjoint PSUC-UGT demandant que tout soit soumis à un seul mot d'ordre : gagner la guerre.

13 septembre : chute de Saint-Sébastien.

12-14 septembre : la CNT se prononce pour la constitution de juntes de défense ; à Barcelone, elle accepte de collaborer à un nouveau "conseil de la Généralité" avec représentation de toutes les composantes "antifascistes".

14 septembre : le représentant de la Généralité au CCMA revendique officiellement pour le gouvernement *"des fonctions globales étendues à tout le territoire"*.

27 septembre : chute de Tolède (à 80 km de Madrid).

28 septembre : formation du "conseil de la Généralité", présidé par Josep Tarradellas, et dans lequel, aux côtés de ses amis "républicains", siégeront la CNT, la FAI, le PSUC, le POUM et l'UdR ("rabassaires").

30 septembre : voyage de Tarradellas à Lérida, en compagnie de Nin, afin d'établir l'autorité du nouveau "conseil" sur les comités locaux dans lesquels POUM et CNT étaient prépondérants sur une ligne d'indépendance et de défense des conquêtes révolutionnaires menacées par les partis bourgeois "républicains" soutenus par le PSUC.

Fin septembre : dissolution du CCMA.

7 octobre : décret sur la terre avalisant une situation de fait ; il prévoit la confiscation sans indemnité des propriétés rurales appartenant à des personnes étant intervenues directement ou indirectement dans le soulèvement ; les organisations de paysans et d'ouvriers agricoles gardent à perpétuité l'usufruit des grandes fermes, soit que leurs propriétaires les aient exploitées directement ou qu'ils les aient données en location. Les fermiers gardent l'usufruit de leurs fermes à la condition qu'elles ne dépassent pas 30 hectares en zone non irriguée, 5 dans les zones irriguées et 3 en plaine fertile (la *"huerta"*). Le décret donne force de loi à ce qui existait déjà. Il sera de plus la base juridique de l'affrontement ouvriers agricoles contre "petits" et moyens propriétaires, qui utiliseront le décret pour réclamer la restitution de leurs biens ; cet affrontement sera instrumentalisé sur tous les tons par le PCE, le PSUC, l'ERC et UdR pour mener une puissante campagne contre *"l'indiscipline sociale"* ; enfin, le décret ne touchait pas aux grands propriétaires fonciers, "républicains" ou non, compromis avec les généraux rebelles, et, parmi ces derniers, ceux qui, avant le 18 juillet, avaient provoqué des affrontements avec les ouvriers agricoles.

9 octobre : décret de la Généralité portant sur la dissolution des comités révolutionnaires et leur remplacement par des conseils municipaux selon la représentation proportionnelle du conseil de la Généralité ; ce décret permet à l'ERC de reconstituer une partie de son pouvoir perdu dans les localités catalanes.

14 octobre : Nin, comme *conseiller* (ministre) de Justice, signe le décret de constitution des tribunaux populaires à

l'image du décret du gouvernement Giral des 23 et 25 août.

22 octobre : le PSUC, l'UGT, la CNT et la FAI signent un communiqué commun pour soutenir le nouveau conseil de la Généralité.

24 octobre : décret *"Collectivisations et contrôle des travailleurs"* impulsé par la CNT, aux termes duquel le conseiller d'économie de la CNT nomme, avec l'approbation des travailleurs, un représentant de la Généralité dans chacune des entreprises collectivisées regroupées dans les conseils industriels généraux. A son tour, chaque conseil est représenté au conseil économique de Catalogne, un organisme central de planification et de coordination. En fait, cela revenait à accorder au gouvernement la prérogative exclusive de procéder aux mesures de réquisition et d'expropriation des biens et terres des factieux.

25 octobre : meeting CNT-FAI et PSUC-UGT de soutien aux mesures prises ; meeting également du POUM, qui manifeste ses désaccords avec le gouvernement du front "antifasciste".

3-4 novembre : chute de Talavera de la Reina ; à Madrid est constitué le gouvernement Largo Caballero, avec participation de la CNT et de l'UGT.

18 novembre : le congrès de la CNT de Valence exige la dissolution des corps de police et l'intégration individuelle de leurs membres dans les milices ouvrières.

21 novembre : le conseil de la Généralité approuve les mesures destinées à promouvoir la militarisation des milices.

22 novembre : enterrement de Buenaventura Durruti, qui constituera la dernière grande manifestation massive et hégémonique du mouvement anarchiste.

24 novembre : le PSUC et l'UGT s'adressent à la CNT-FAI pour demander que soit constitué un gouvernement *"disposant de pleins pouvoirs"* à l'image de celui de Madrid, c'est-à-dire en excluant le POUM, qui avait été exclu de la junte de défense de Madrid à la demande du PCE et sans que personne ne proteste ; à Barcelone, la CNT refuse dans un premier temps.

29 novembre : Juan Peiró, ministre CNT de l'Industrie de Largo Caballero, déclare dans un meeting : *"Ou bien le gouvernement est de trop, ou bien les comités sont de trop ; non, les comités ne sont pas de trop... Il faut simplement qu'ils soient des éléments auxiliaires du gouvernement"* (*Solidaridad Obrera*, journal national de la CNT, 29 décembre 1936).

12 décembre : le gouvernement Tarradellas se déclare en crise ; le POUM pose à la CNT l'alternative suivante : continuer une collaboration avec le gouvernement qui devient une complicité contre-révolutionnaire ou bien batailler avec lui pour la création du front ouvrier révolutionnaire, qui posera le problème du pouvoir. Ce même jour, le PSUC demande publiquement que le POUM soit exclu de l'exécutif et exige la suppression du secrétariat de défense et de la junte de sécurité dominés par la CNT — avec participation du POUM —, qui *"gouvernaient plus que le gouvernement lui-même"*.

17 décembre : le POUM est exclu du gouvernement de la Généralité avec l'accord de la CNT. Le PSUC, à travers l'UGT, entrera avec 3 ministres dans un exécutif que la CNT fera mine de considérer comme ayant un caractère syndical, alors qu'elle sera en position très minoritaire par rapport à l'ERC et au PSUC réunis (4 ministres contre 7). Artemio Aiguadé, ERC, nomme comme commissaire général à l'Ordre public Eusebio Rodríguez Salas, au passé politique divers (anarchiste, Bloc ouvrier et paysan de Maurín, Parti communiste catalan).

25 décembre : *Mundo Obrero* (PCE) : *"On peut discuter la question de savoir si, dans les premiers temps de la guerre civile, ont été nécessaires les nombreux organismes qui ont été créés dans les villages et les villes de l'Espagne loyaliste. Il est hors de doute que, maintenant, (...) ils gênent considérablement l'œuvre gouvernementale."*

1937

Janvier : le ministre CNT de l'Industrie recommande l'intervention du gouvernement central après avoir reçu au cours de ce seul mois 11 000 demandes d'aide en provenance des entreprises collectivisées asphyxiées financièrement.

Janvier-février : campagne du POUM en faveur des patrouilles de contrôle.

1er janvier : *Treball*, organe du PSUC, reproduit la proposition faite par l'UGT de dissoudre toutes les forces d'ordre public — les patrouilles de contrôle, la garde nationale républicaine et la garde d'assaut — afin de constituer un corps unique de sécurité intérieure. La CNT affirme son désaccord avec cette proposition, finalement acceptée au moins en partie d'abord par ses représentants à la Généralité.

23 janvier : événements dans le village de La Fatarella, que le PSUC utilisera d'abord pour se retirer des patrouilles de contrôle, qui vont être par ailleurs l'objet de toutes les attaques contre les conquêtes de la révolution au nom de la sécurité intérieure.

8 février : chute de Málaga.

11 février : décrets de la Généralité destinés à renforcer la cohésion du gouvernement.

28 février : l'organe du PSUC, *Treball*, demande un corps unifié de sécurité en même temps qu'il impulse une grande manifestation et un défilé militaire dans les rues de Barcelone pour une "armée populaire", c'est-à-dire sous l'autorité exclusive du gouvernement, dont le but clairement affirmé est la "militarisation des milices".

Fin février : modification statutaire de la CNT, qui donne la maîtrise de l'organisation à un petit groupe tout-puissant.

Mars-avril : poursuite de la campagne du POUM contre les décrets d'ordre public et en faveur d'un front ouvrier révolutionnaire CNT-FAI-POUM.

4 mars : la Généralité publie les décrets d'ordre public, qui prévoient la création du Corps unifié de sécurité intérieure (CUSI), la dissolution de la junte de sécurité intérieure et celle des conseils d'ouvriers et de soldats, et enfin l'interdiction de syndicalisation faite aux membres du CUSI.

Solidaridad Obrera (4 mars) : *"Et bien que, comme organisation disciplinée, nous nous soumettions (...), nous considérons erronée la création de ce corps unique de sécurité, totalement étranger aux luttes et aspirations du peuple travailleur."*

10 mars : *Solidaridad Obrera* s'inquiète de la manipulation de l'UGT à laquelle se livre le PSUC.

18 mars : décret d'incorporation obligatoire des réservistes des classes 1932 à 1935 dans "l'armée populaire" ; ces décrets de militarisation signent l'arrêt de mort des milices armées en Catalogne, sciemment privées de matériel de guerre lourd, notamment sur le front de l'Aragon, par le gouvernement installé à Valence ; celui-ci refuse armes et argent à la Généralité tant que cette dernière ne se sera pas soumise aux décrets de constitution de l'armée populaire.

Mars : constitution du groupe Les Amis de Durruti.

27 mars : l'importante fédération locale de groupes anarchistes de Catalogne appelle à ne pas obéir aux décrets d'ordre public, qui, malgré leur publication dans le *Journal officiel* du 4 mars, resteront lettre morte sans modifier la dualité de pouvoirs d'ordre public.

28 mars : est rendue publique la démission en bloc des conseillers de la CNT, ouvrant ainsi une crise à l'intérieur du gouvernement de la Généralité.

Fin mars : dans la seule région de Valence, où étaient nombreux les paysans riches à avoir soutenu des gouvernements anti-ouvriers avant le 19 juillet, la Federación Campesina ("Fédération paysanne") constituée à l'initiative du PCE revendique officiellement 50 000 adhérents, redoutable concurrent du Conseil levantin unifié des exportations agricoles (CLUEA) constitué par l'UGT

et la CNT pour contrôler le gros marché de l'orange.

7 avril : à Barcelone, présentation par le PSUC et l'UGT d'un "plan de victoire" reprenant leurs propositions antérieures, en opposition totale et ouverte avec tout ce que la CNT avait défendu.

7 avril : meeting de la CNT à l'Olimpia de Barcelone pour justifier son soutien à un commandement unique du nouvel organisme de sécurité intérieure, à la condition qu'il soit épuré et que la syndicalisation soit autorisée. On sait qu'aucune des deux conditions ne sera remplie, mais la CNT maintiendra son soutien.

11 avril : lors d'un grand meeting de la CNT à la Monumental, Les Amis de Durruti animent une grosse "bronca" contre Federica Montseny, venue apporter son soutien à la politique d'hésitations et de reculades successives de la direction de la CNT devant Companys et le PSUC, qui considéraient la crise gouvernementale résolue.

16 avril : le gouvernement de Valence dépêche vers la frontière, à Puigcerdà, quelques unités réorganisées de carabiniers, en vue de récupérer cet élément essentiel au contrôle du commerce extérieur et des devises, ainsi que des armes.

18 avril : les mêmes Amis de Durruti tiennent meeting au Poliorama, au cours duquel ils exigent le départ des dirigeants compromis et le retour à l'esprit du 19 juillet, celui des mesures révolutionnaires, en réponse au soulèvement factieux.

24 avril : attentat manqué contre Rodríguez Salas et assassinat le lendemain d'un dirigeant du PSUC (Roldán Cortada), secrétaire du ministre du Travail (Rafael Vidiella).

27 avril : enterrement de Cortada transformé par le PSUC en manifestation monstre contre les "incontrôlés" ; *La Batalla* (28 avril) dira : *"Il s'agit d'un climat moral préparatoire à des actions de plus grande envergure."* Grave incident à Puigcerdà, au passage de la frontière avec la France, où les forces de sécurité abattront 7 militants anarchistes et leur "chef" au cours d'un affrontement avec ces derniers, qui gardaient la frontière.

29 avril : des groupes d'hommes armés mobilisés par les comités locaux occupent les rues de Barcelone ; le gouvernement suspend ses activités ; l'atmosphère de la ville est très tendue ; les discussions pour le traditionnel défilé du 1er Mai UGT-CNT sont également suspendues, faute de trouver un terrain d'entente ; Les Amis de Durruti couvrent les murs de Barcelone de leurs mots d'ordre révolutionnaires, dont le POUM reprend à son compte l'essentiel : *"Tout le pouvoir pour la classe ouvrière et organes démocratiques des ouvriers, paysans et combattants, comme expression du pouvoir prolétarien"* (*La Batalla*, 1er mai 1937). Les gardes républicaines et d'assaut, en application des décrets d'ordre public, continuent de tenter de désarmer les milices dans la rue.

2 mai : *Solidaridad Obrera* : *"Essayer de désarmer le peuple, c'est se placer de l'autre côté de la barricade (...). Travailleurs, que personne ne se laisse désarmer sous aucun prétexte."*

3 mai : occupation de l'édifice du célèbre central téléphonique, la Telefónica, place de Catalogne, par des forces de sécurité commandées par Rodríguez Salas, commissaire de police du PSUC, en accord avec Artemio Aguadé, de l'ERC, et conseiller de sécurité intérieure. Il s'agit d'un coup d'éclat visant à forcer la situation. Il s'agit aussi d'une provocation, puisque c'est en toute légalité confirmée que UGT et CNT contrôlent la Telefónica. Pour le PSUC, qui ne conteste pas la légalité de l'occupation, le scandale, ce sont les écoutes permanentes pratiquées par les travailleurs sur les lignes téléphoniques des autorités de la Généralité comme du président de la République. Devant les mitrailleuses en batterie au deuxième étage, les gardes d'assaut amenés par trois camions reculent ; Rodríguez Salas demande des renforts, qui occupent les alentours ; arrivent alors des camions entiers d'hommes armés de la CNT, de la FAI, des Jeunesses libertaires. Les conseillers de la CNT exigent la destitution immédiate d'Aiguadé et de Rodríguez Salas, ce que refuse résolument Companys. La grève générale s'installe. Les barricades sont la réponse populaire largement improvisée

des ouvriers de Barcelone et des banlieues ouvrières, maîtresses de la plus grande partie de la ville en quelques heures. Les responsables de la CNT affirment que les casernes contrôlées par la CNT ne bougèrent pas.

Nuit du 3 au 4 mai : réunion POUM-CNT-FAI-Jeunesses libertaires. Le POUM en appelle à la direction de la CNT pour la prise du pouvoir : *"Il faut choisir : la révolution ou la contre-révolution."* La proposition est rejetée. Le lendemain, commencent les négociations entre Companys et la direction de la CNT en la personne de Valerio Mas, connu pour sa grande modération.

4 mai : la CNT et la FAI demandent à la radio un cessez-le-feu général : *"Déposez les armes ! Comprenez que nous sommes tous frères !"* Une délégation de la CNT et de l'UGT arrive à Barcelone en provenance de Valence, où s'est réfugié le gouvernement de la République ; García Oliver fait un discours demandant la démobilisation ; le lendemain, Federica Montseny en fera autant.

4 mai : *La Batalla* : *"Il faut que la classe des travailleurs (...) impose la formation du front ouvrier révolutionnaire et procède immédiatement à l'organisation des comités de défense de la révolution."* Le POUM continue de demander la destitution des deux *"auteurs directs de la provocation, l'annulation des décrets réactionnaires d'ordre public et la création des comités de défense de la révolution"*.

Les Amis de Durruti, le petit groupe de bolcheviks-léninistes ainsi qu'une partie des militants du POUM restent très actifs.

5-6 mai : persistance de durs combats dans les rues de Barcelone malgré une accalmie le matin du 6 à la suite des appels au calme insistants de tous les responsables syndicaux gouvernementaux, répétés sur tous les tons, pathétique, fraternel, unitaire, solidarité de classe, "antifasciste", menaçant, injurieux, calomniateur.

García Oliver, alors ministre de la Justice, et Mariano Vázquez, secrétaire de la CNT, ainsi que Federica Montseny utilisent tout leur crédit pour faire cesser les combats : *"En de nombreux endroits, les militants ont déchiré systématiquement leur carte syndicale"* (Mariano Vázquez à García Oliver, discussion par télégraphe du 6 mai).

Mundo Obrero, journal national du PCE, mène campagne contre le "trotskysme", fauteur de troubles à Barcelone. Le journal *El Socialista* demande de l'ordre à l'arrière. Les Amis de Durruti demandent que les responsables de la provocation soient passés par les armes. La CNT prend d'assaut le palais de justice. La Telefónica se rend.

Le gouvernement, à Valence, décrète le transfert de l'ordre public sous l'autorité de l'exécutif central, décision accueillie avec soulagement par les "républicains autonomistes" de l'ERC et Companys, dont la terreur que leur inspirent les ouvriers en armes est bien supérieure à leur attachement à l'"autonomie" de la Catalogne.

Formation d'un nouveau gouvernement de crise CNT, ERC, UGT (PSUC) et UdR (rabassaires).

7 mai : dans une capitale abandonnée par des combattants sans responsables, 1 500 gardes d'assaut demandés par la Généralité depuis le 3 mai et une unité de carabiniers en provenance de Valence font leur entrée dans la ville ; en quatre jours, arriveront 12 000 hommes de troupe équipés du matériel le plus moderne qu'on n'a jamais vu sur le front. Au total, entre 300 et 400 morts, et plusieurs milliers de blessés.

9 mai : accentuation de la campagne frénétique du PCE sur un axe double : le POUM, agent troskyste du fascisme, doit être interdit ; si le gouvernement est faible, il en faut un autre.

11-12 mai : le comité central du POUM, dans une déclaration, invite les travailleurs à rester en état de mobilisation permanente et rejette la responsabilité de la défaite sur la direction de la CNT ; les attaques se multiplient contre les locaux du POUM, qui propose un gouvernement CNT et UGT en Catalogne.

13-17 mai : crise du gouvernement Largo Caballero. Formation du gouver-

nement de Front populaire de Negrín, sans l'UGT ni la CNT ; celle-ci mènera campagne jusqu'à fin juin en accusant le PCE de conspiration et en demandant la réintégration de toutes les forces antifascistes dans le gouvernement républicain.

14 mai : le PSUC réclame la mise hors la loi du POUM et des patrouilles de contrôle.

Fin mai : *La Batalla*, journal du POUM, est interdite.

Mi-juin : arrestation des dirigeants du POUM, dont le principal dirigeant, Andrés Nin, est arrêté par la police ; il est livré à la Guépéou, qui le torture et le tue.

Fin juin : dissolution des patrouilles de contrôle, symbole du pouvoir révolutionnaire.

Roland Corominas

Josep Antoni Pozo : le pouvoir révolutionnaire en Catalogne de juillet à octobre 1936

(résumé)

"*Le pouvoir révolutionnaire en Catalogne durant les mois de juillet à octobre 1936. Crise et recomposition de l'Etat*" : tel est le titre de la thèse que Josep Antoni Pozo a soutenue en 2002, à l'université de Barcelone, devant un jury de spécialistes de la question ; elle est rédigée en catalan et disponible en ligne sur le site de l'université de Barcelone :

http://www.tdx.cesca.es/TESIS_UAB/AVAILABLE/TDX-1125103-161652/

Ces quelques pages se proposent de présenter cette thèse en donnant des extraits significatifs de son ouvrage, qui comporte toutes les conclusions et les documents apportés. C'est pourquoi le choix a été fait de traduire le plus souvent possible la thèse, et, bien sûr, les nombreux documents, souvent inédits, qu'elle apporte sur cette période cruciale. Sur l'objectif qu'elle s'est fixé, la thèse apporte des preuves irréfutables, dont tout travail ultérieur sur cette période devra tenir compte. Elle n'est pas une histoire globale et chronologique de l'histoire de cette période. Elle s'en tient à tous les faits authentifiés qui ont une importance petite ou grande par rapport à l'objet de la recherche ; elle parvient ainsi à donner une vision historique irréfutable, loin des polémiques partisanes, hagiographiques ou malveillantes.

N. B. : l'ERC est la gauche républicaine catalane ; l'UR est l'Union des rabassaires (petits propriétaires).

Crise et recomposition de l'Etat

LA thèse est ainsi résumée dans la présentation officielle : *"Thèse dont le thème central est l'étude des formes de pouvoir révolutionnaire apparues localement dans toute la Catalogne durant l'été 1936, comme expression tant de la crise de l'appareil d'Etat républicain que de la réponse populaire au soulèvement militaire. La recherche aborde le problème du pouvoir durant les premiers mois de la guerre civile et son rapport avec les événements révolutionnaires ; elle montre, à partir d'une utilisation exhaustive des sources d'archives — dont certaines inédites —, hémérographiques* (qui ont trait aux publications périodiques — NDT) *et bibliographiques, les clés expliquant l'affaissement d'une grande partie de l'appareil d'Etat en Catalogne, représenté par les institutions du gouvernement autonome, et l'apparition d'un pouvoir révolutionnaire, certes atomisé, mais d'une nature différente de celui du pouvoir légal ; elle montre de même les facteurs qui influèrent de manière particulière dans son élimination et le processus ultérieur de restauration institutionnelle."*

La thèse aborde également l'étude particulière de certains éléments qu'on retrouve dans la situation connue sous le nom de double pouvoir : "le bras de fer" entre le gouvernement de la Généralité et le comité central des Milices antifascistes, la réalité de la discussion interne dans le mouvement libertaire en relation avec le problème du pouvoir et l'analyse de la manière dont, localement, eurent tendance à se constituer des pouvoirs légaux, qui, d'ailleurs, finirent par exercer le pouvoir durant leur période d'existence, parfois avec le concours des autorités légales et souvent sans leur concours. Ainsi, à partir de l'étude des formes ou variantes qu'adopta le mouvement révolutionnaire à l'échelle locale — la manière dont il surgit, œuvra, évolua et ce qu'il représenta — et des caractéristiques, similitudes et différences, est analysé le phénomène représenté par les différents comités révolutionnaires qui fonctionnèrent à travers toute la Catalogne — y compris le comité central des Milices antifascistes — à partir d'une double perspective : en relation avec les organisations, partis et syndicats qui en firent partie, et en relation avec l'Etat, c'est-à-dire en relation avec les autorités légales, tant en ce qui concerne les institutions que les personnes qui, à un moment donné ou en un lieu particulier, représentèrent et symbolisèrent le pouvoir légal.

L'analyse est complétée par l'étude des luttes politiques qui installèrent à l'arrière du front une agitation continuelle quasiment jusqu'au milieu de 1937, et leur rapport avec le processus de crise et recomposition de l'Etat, avec une attention particulière portée au rôle joué par la Junte de sécurité intérieure.

Les organes de la révolution...

La thèse sur le pouvoir révolutionnaire en Catalogne en 1936 n'est certes pas nouvelle, mais J. A. Pozo affirme sur la base des faits, page 6, que *"longtemps, l'étude en profondeur des divers aspects de cette période, et en particulier de la révolution proprement dite, est restée, dans une certaine mesure, en marge de l'immense bibliographie existant sur la guerre civile espagnole, aussi paradoxal que cela puisse paraître"* ; la considérable liste de documents de tous ordres étudiés en porte témoignage. C'est là un premier et décisif mérite de cette thèse, dont les conclusions s'appuient sur un dépouillement visant à l'exhaustivité de la matière historique conservée.

Ce caractère exhaustif de l'énorme travail de dépouillement démontre d'abord la profondeur et le sérieux de ce mouvement, qui voyait, dans chaque agglomération, si petite fût-elle, des comités tenir un compte exact et quasi journalier de leur activité jusque dans les moindres détails et dans tous les domaines.

La première partie de la thèse présente la formation du pouvoir révolutionnaire en examinant comment la réaction populaire immédiate devant le soulèvement militaire crée ses comités ; est ensuite formulée l'idée du *"fractionnement"* de ce pouvoir politique, dont sont donnés des exemples significatifs (région de Gérone, Lérida, Badalona, Sabadell, Mataró, Montblanc).

J. A. Pozo rappelle qu'après la victoire du Front des gauches de février 1936, une vague de grèves et de mouvements divers a soulevé le pays, et notamment la Catalogne, au point que le patronat catalan s'insurge contre *"l'intense agitation sociale"* en exigeant du nouveau gouvernement qu'il mette en application son programme comme garant de la paix sociale. De la même manière, cette radicalisation se manifeste par la position adoptée à son congrès de mai 1936 par l'Unió de Rabassaires (en principe, petits viticulteurs), très liée au parti gouvernemental de l'Esquerra Republicana Catalana, ERC (gauche républicaine Catalane), et qui s'était prononcée pour un régime collectif de la terre, pour l'expropriation sans indemnité et le pouvoir politique du prolétariat.

Le 19 juillet 1936, lorsque le soulèvement militaire était un fait à Barcelone, un manifeste du comité régional de la CNT publié dans *Solidaridad Obrera*, amputé par la censure pratiquée par les autorités de la Généralité, donnait l'alerte sur le mouvement lancé au Maroc, appelait à la résistance et avançait le mot d'ordre de grève générale si la même chose se produisait en Catalogne ; cette position fut reprise par toutes les organisations ouvrières et par l'ensemble des villes et localités catalanes. Celles-ci, les syndicats surtout, prirent l'initiative de la riposte et entraînèrent souvent les autorités représentatives des pouvoirs légaux, lorsqu'il s'en trouvait, à adopter des positions plus dynamiques devant les événements.

Un exemple qu'on pourrait multiplier par mille est donné par la ville de Terrassa, où, le 19 juillet, les organisations qui devaient constituer aussitôt le Comité de liaison antifasciste rendaient public un manifeste dans lequel, outre l'appel à la grève générale et à la formation de milices, elles avertissaient la population de ce qui se jouait : *"Tous debout ! Nous vivons les moments suprêmes où les organisations ouvrières jouent leur droit à la vie. Aucun effort ne sera vain. La réaction fasciste doit être implacablement battue (...). Ouvriers de toutes tendances, sans exception ! Républicains avec conscience de classe, anarchistes, communistes, socialistes, syndicalistes, aucun ne doit manquer dans la lutte à mort qui se livre dans la rue. Pensez à la terreur sanguinaire des régimes fascistes"* (page 44).

Une multitude de pouvoirs locaux

Tous ces comités de liaison, d'unions de syndicats et-ou de partis, dans leur lo-

calité, étaient armés et vont se retrouver sur le devant de la scène.

D'une certaine manière, le comité central des Milices antifascistes qui se constituera à Barcelone les représentait tous, puisque tous étaient nés de la même situation ; mais, en pratique, un bon nombre d'entre eux maintint un niveau élevé d'autonomie et se montra réticent à recevoir des ordres de quiconque ; on assistait à l'éclosion d'une multitude de pouvoirs locaux, surgis directement de la crise et de l'affaissement des pouvoirs légaux.

Qu'avaient-ils en commun ? Assurer l'ensemble des tâches nécessaires à la vie et à la sécurité d'une localité sur tous les plans : matériel, ordre public, militaire, transports, vivres, travail, information, ensemble des tâches administratives. Armés, ces comités, devant des autorités républicaines molles et suspectes, vont faire réapparaître les vieilles revendications (la terre, la propriété des biens de production). Quasiment sans transition, ces comités constitués pour se défendre vont très vite passer à la lutte, qui les mènera à exercer le pouvoir par l'organisation de la vie de la cité.

Ainsi, par exemple, à Vimbodí (vallée de Barberà), les membres et sympathisants de l'Unió d'Obrers Agricultors, réunis en assemblée générale le 19 juillet même, décidèrent à l'unanimité de *"désigner un comité local du Front populaire antifasciste dans le but de prendre les armes et d'intervenir dans la surveillance et la préservation de la localité en exerçant une scrupuleuse surveillance, d'organiser des patrouilles permanentes, d'intervenir dans les centres postaux et téléphoniques, dans la station de chemin de fer en contrôlant les trains et les voyageurs, la circulation de véhicules et de personnes sur les routes, et enfin intervenir et pratiquer des fouilles dans tous les édifices à caractère collectif ou privé où se seraient manifestés des doutes à l'égard du régime actuel, en pratiquant des détentions et en procédant à la réquisition de personnes et de biens qui seront mis à disposition des autorités supérieures compétentes et en appliquant des sanctions très rapides en relation avec leur importance selon ce qu'en pensera et tranchera la totalité du comité. Tous les actes de contrôle ci-dessus spécifiés feront l'objet d'un compte rendu à la municipalité, siège des autorités locales élues par élection populaire de même idéologie et frères absolus de cette assemblée en esprit et en actes"* (archives municipales de Vimbodí, *"Procès-verbal de constitution du comité du Front populaire antifasciste de notre cité"*).

Des centaines de comités se constituèrent avec les mêmes intentions dans toute la Catalogne.

Le processus de formation fut pratiquement toujours le même : l'organisation majoritaire convoquait les autres dans le but d'établir la coordination nécessaire et prendre les premières décisions. En général, y participaient les délégués désignés par chacune des organisations ; dans les localités plus petites, c'est en général l'assemblée générale des organisations du comité qui lui donnait sa légitimité. Parfois aussi, mais plus rarement, c'est toute la population qui était invitée à venir discuter avec le comité de ses affaires.

Pas de commune sans son comité

Une semaine après le soulèvement, il n'y avait pratiquement pas de commune sans son comité, avec des noms différents selon l'implantation politique majoritaire : antifasciste, de lutte, de défense, révolutionnaire. Presque paradoxalement, l'appel lancé par la Généralité à constituer des "comités locaux de défense" comme émanation de son pouvoir servit à justifier et légaliser ceux que les masses prolétariennes organisées en partis et syndicats avaient déjà formalisés à travers leur propre action.

Sur la base des archives des différents comités conservées par les municipalités, l'auteur analyse en détail la vie quotidienne de bon nombre de ces comités.

Le comité exécutif antifasciste de Gérone et sa région : il prit en charge toute

l'administration et les services de la ville (placement des ouvriers chômeurs, destitution des fonctionnaires suspects, autorisations et contrôles des réquisitions, contrôle des livres de comptes et des compagnies d'assurances). Installé au siège de l'ancien "gouvernement civil", coprésidé par la FAI et un ex-ministre républicain, il avait la haute main sur les secteurs suivants : présidence, finances, justice et prévention, comptabilité et réquisitions, transports et carburants ; enfin, un comité de guerre et un comité de travail lui étaient adjoints.

Le plus emblématique fut celui de Lérida, dont les commissaires à l'ordre public et à la Généralité émanèrent l'un du POUM et l'autre de l'UGT ; en outre, participaient au comité les délégués nommés par les autres partis ouvriers (à l'exclusion des partis "républicains"), qui disposaient chacun de deux délégués dans le pouvoir législatif de ce comité populaire, émanation de l'assemblée générale des syndicats. En dépendaient un comité agraire plus un comité de ravitaillement, et enfin un tribunal populaire constitué après la disparition du tribunal régional d'instance. Il était constitué par toutes les organisations ouvrières et avait juridiction sur tout son district ; en relation avec lui fonctionnaient un comité d'investigation et la "brigade sociale ouvrière", qui, comme les patrouilles de contrôle de Barcelone, étaient en charge de l'ordre public ainsi que des perquisitions à domicile et des arrestations. Pour toutes ces raisons, la municipalité de Lérida, en pratique fermée, fut remplacée par un comité municipal dépendant du comité populaire constitué selon une représentation paritaire des organisations syndicales et d'où furent également exclus les partis républicains.

L'affaissement du pouvoir légal

Le soulèvement militaire brise le cadre légal de la République ; les ouvriers et les paysans, avec leurs syndicats et partis, commencent à établir un cadre qui dépasse largement le cadre institutionnel de la Deuxième République.

Et si Luis Companys, essentiellement, jouissait d'une grande popularité personnelle pour avoir été emprisonné en octobre 1934, il n'avait pu ni voulu arrêter à temps le complot militaire, qui s'était préparé au grand jour ; en fait, le cadre du gouvernement de la Généralité, représentant de l'Etat espagnol en Catalogne, est réduit à sa plus simple expression, c'est-à-dire à Companys lui-même.

Un épisode mérite d'être rapporté ; il est évoqué dans son livre par Jaume Miravitlles, *Episodis de la guerre civil espanyola*, page 69 . C'est Luis Companys qui parle : *"Maintenant, le 19 juillet, depuis mon bureau, je sonnai mon secrétaire particulier. La sonnette commençait par ne pas fonctionner, car il n'y avait pas de courant électrique. Si j'allais à la porte de mon bureau, le secrétaire n'y était pas ; il n'avait pas pu arriver au palais du gouvernement. Et même s'il y était, il ne pouvait pas se mettre en rapport avec le secrétaire du directeur général, car celui-là n'était pas arrivé à la Généralité. Et si le secrétaire du directeur général, au prix de mille efforts, était à sa place, c'est son supérieur hiérarchique qui n'était pas au rendez-vous."*

En Catalogne, les partis et syndicats ouvriers contrôlaient les ressorts les plus importants de l'appareil d'Etat. En conséquence, le maintien de l'ordre public passa aux mains des comités révolutionnaires. En même temps, par peur de la contagion, les corps et les compagnies des gardes d'assaut, de la garde nationale républicaine furent consignés, ce qui laissa la "rue" aux révolutionnaires ; outre cela, à Barcelone, les forces de police "loyalistes" avaient lutté contre les insurgés et essuyé des pertes, et un autre contingent des forces de sécurité et d'assaut était parti au front ; et pour ceux qui restaient à Barcelone, ils étaient nombreux à participer à la lutte aux côtés des combattants révolutionnaires, y compris en provenance de la terrible brigade sociale, qui se retrouva totalement disloquée et transformée en "brigade antifasciste" alors qu'elle était chargée jusqu'alors de la répression de ceux aux côtés de qui elle combattait. Enfin, pour plus de sûreté, furent créés des comités

d'ouvriers et de soldats, tous centralisés en un comité central des conseils d'ouvriers et de soldats (intégré par des délégués CNT et UGT) couvrant tous les corps d'armée et de police.

Très rapidement, le mouvement ouvrier se trouva confronté à la nécessité de relancer la production, de rétablir les services assurant le fonctionnement de la cité, d'organiser la défense et le contrôle de l'ordre public ; ce faisant, il posait les bases d'une nouvelle légalité, différente de celle qui existait jusqu'au 19 juillet, et qui lui servit pour légitimer en son nom toutes les réalisations révolutionnaires.

En même temps aussi, la Généralité conservait les mécanismes de gestion et des finances, le contrôle de la radio, assurait la continuité des rapports politiques et économiques avec le gouvernement de la République (Madrid) et les instances internationales. Elle conservait également le contrôle et le suivi des affaires dans lesquelles étaient impliqués les militaires insurgés. Et elle assumait toujours les fonctions du pouvoir exécutif, approuvant tous décrets et dispositions rendus nécessaires, qui, de ce fait, prenaient un caractère officiel avec la publication dans le *Bulletin officiel* du gouvernement de la Généralité de Catalogne, dont la parution ne fut jamais interrompue.

Gouvernement révolutionnaire à Barcelone : le comité central des Milices antifascistes (CCMA)

A l'origine, il apparaissait comme une sorte de comité de liaison chargé d'organiser la levée en masse de militants pour le front et d'assurer l'ordre public au moment où le pouvoir d'Etat était soit disloqué soit consigné dans les casernes.

Dans les plénums des unions locales et de district *(le terme* "comarcal" *n'a pas d'équivalent exact ; "district" suggère une réalité géographique assez proche — NDT)* du 2 juillet, deux positions s'affrontèrent dans la CNT, celle de García Oliver, soutenu par une union de district, qui voulait pousser les feux, et celle de la direction, beaucoup plus attentiste, dont ce dernier faisait partie. Finalement, la position victorieuse fut de maintenir le gouvernement de la Généralité et de collaborer avec les autres organisations.

D'emblée, la composition imposée par la CNT fut généreuse avec la représentation "républicaine" et mesquine à l'égard du POUM, concurrent dangereux du fait de son activisme et de sa politique d'agitation systématique vis-à-vis des masses cénétistes sensibles à son discours : 5 CNT-FAI, 5 "marxistes" (3 UGT, 1 PSUC, 1 POUM) et 5 "républicains". Cependant, au point de départ, la discussion fut tendue entre la CNT et Luis Companys, qui voulait globalement imposer à la CNT, mise devant le fait accompli, que le comité central des Milices antifascistes soit un appendice gouvernemental, chose que refusa la CNT, qui préféra garder la haute main sur le comité central des Milices antifascistes, mais sans que ce dernier apparaisse clairement comme l'organe de pouvoir "de facto" qu'il était.

Pouvoir légal et pouvoir réel

Dans son premier manifeste de la période révolutionnaire, le comité central des Milices antifascistes présentait sa constitution *"en accord avec le décret publié par le gouvernement de la Généralité dans son* Bulletin officiel *d'aujourd'hui"*, ainsi que le publiait *L'Humanitat* (21 juillet) ; de fait, il se plaçait sous l'autorité du décret publié par la Généralité, soit que la Généralité ait officialisé un fait qui lui était extérieur, soit que, dès sa naissance, le comité central des Milices antifascistes ait porté en lui sa double paternité si l'on peut dire, gros de frictions et de conflits qui jamais n'affleurèrent vraiment, malgré l'incongruité d'un pouvoir légal sans pouvoir effectif et d'un pouvoir réel se refusant à assumer le pouvoir légal.

Fin juillet, Luis Companys tente d'imposer au comité central des Milices antifascistes une réorganisation du gouvernement de la Généralité élargi au PSUC et à l'UR (Rabassaires), déjà acceptée par la régionale de la CNT et qui était apparue à García Oliver, chef incontesté du comité central des Milices antifascistes, comme une opération visant à annuler le comité central des Milices antifascistes. García Oliver menaça de dissoudre la Généralité, ce qui fit aussitôt reculer Companys. Le comité central des Milices antifascistes se maintint en conséquence avec toutes ses prérogatives à côté du gouvernement, avec qui il collaborait à la condition qu'il ne fasse pas obstacle à la marche à la révolution.

Par rapport aux autres comités locaux de milices, le comité central des Milices antifascistes adopta la même attitude que celle de la Généralité, qui ne les considéra que comme de simples instruments auxiliaires des autorités, qu'ils devaient aider et dont ils devaient garantir l'existence, chose que d'ailleurs refusèrent la plupart de ces comités locaux. La direction de la CNT laissa aux mains des "républicains" (ERC et PSUC) la direction des comités de milices de district, qui insistera, et parfois de manière menaçante, sur le fait que les comités de district ne pouvaient avoir d'autre fonction que celles qui lui étaient assignées : recrutement de volontaires et organisation des milices, respect et soutien des autorités légales.

Seul un projet politique centralisateur pouvait fédérer tous ces comités locaux, qui se refusèrent à obéir à des consignes dont ils voyaient bien qu'elles cherchaient à les dépouiller de leurs prérogatives révolutionnaires.

La Publicitat (29 juillet) publie une note de la commission des milices de district en forme d'avertissement voilé avec possibles retombées financières désagréables : *"La commission des milices de district se voit dans l'obligation de faire savoir qu'elle ne reconnaîtra comme tel que le comité local ou de district constitué avec les différentes représentations des différentes organisations antifascistes de ses localités respectives. Les comités locaux qui se constitueraient sans accepter la représentation établie de quelque organisation antifasciste que ce soit ne seront pas reconnus par la commission des milices de district."*

Les rapports établis par les délégués envoyés par le comité des milices de district montrent bien, pour s'en inquiéter, à quel point s'était généralisée la collectivisation des terres et la confiscation d'entreprises et de services sous l'impulsion et le contrôle des comités locaux, qui surveillaient de très près le fonctionnement des municipalités, quand elles fonctionnaient ou que les délégués les remettaient en fonctionnement. Ces comités locaux étaient en général bien armés et disposaient d'une force milicienne réelle pour défendre les conquêtes révolutionnaires et garantir le contrôle des arrières.

Ainsi, *La Publicitat* (2 août) publie cette note :

"Notre comité de milices de district a eu connaissance de nombreuses plaintes privées et officielles selon lesquelles il était exigé de fortes sommes d'argent à certains citoyens de la part des comités locaux, et, après avoir vérifié que, dans la majorité des cas, il a été fait recours à l'intimidation et à la menace, notre commission fait savoir :

1) Les comités locaux de milices n'ont pas d'autre mission que de recruter, organiser et former les miliciens qui se présenteront pour lutter contre le fascisme, ce qui exclut toute mesure à caractère économique.

2) Tant qu'il existe des municipalités, ce sont ces organismes et aucun autre qui ont autorité pour établir les impôts, les dons et contributions nécessaires pour résoudre tous les problèmes locaux d'ordre financier.

3) Au cas où quelques municipalités ne correspondraient pas au rapport de forces sociales existant dans chaque localité, notre commission recommande aux organisations qui représentent les noyaux sociaux sans représentation ou avec une représentation inférieure à celle qui leur revient de procéder à la constitution normale des nouvelles municipalités sans désignation de la représentation proportionnelle qui leur revient.

4) La commission des milices de district ne prend aucune responsabilité pour ce qui pourrait se passer si, par méconnaissance de ses indications, continuent ces exigences financières qui déshonorent et déconsidèrent le nouvel ordre révolutionnaire."

Les patrouilles de contrôle de Barcelone, quant à elles, exerçaient un contrôle strict et permanent grâce à l'autonomie dont elles disposaient : leur comité central ou secrétariat, au fonctionnement fort indépendant, disposait d'un pouvoir presque tout-puissant, puisqu'il avait le droit de réquisition des propriétés et des biens des personnes arrêtées, source importante de fonds propres, en plus de posséder ses propres prisons et même son tribunal d'urgence. Elles furent l'objet de toutes les attaques comme symbole du pouvoir révolutionnaire, jusqu'à leur dissolution en juin 1937.

De fait, trois "corps" de police fonctionnaient à Barcelone : les patrouilles, les corps officiels du gouvernement et les polices parallèles, ou commissions d'investigation.

Bientôt, une intense campagne de propagande fut lancée au cri de : *"Les armes pour le front"*, qui visait à désarmer ces milices locales de leurs armes longues, qui pouvaient être utiles dans des petites opérations de police, mais bien inutiles au front, qui manquait cruellement d'armes de gros calibre et surtout de balles.

Dualité de pouvoirs

Cette dualité de pouvoirs, grosse de conflits, devait être résolue pour mener à bien une politique claire dans une situation de poursuite de la guerre : l'alternative devait être tranchée : ou bien le comité central des Milices antifascistes était dissous pour entrer dans le gouvernement de la Généralité — et y entraient toutes les organisations —, ou bien le gouvernement était dissous et le comité central des Milices antifascistes assumait tout le pouvoir. Cette discussion accapara l'attention de la CNT tout le mois d'août.

Première alerte : fin août, sous la pression du PSUC, l'UGT se retire de ces comités chargés de contrôler les corps armés et de police après l'échec de la tentative du PSUC de dissoudre ce comité central à une réunion du comité de liaison CNT-FAI-UGT-PSUC. La CNT s'y refuse et ce comité central conserve son rôle de contre-pouvoir efficace et très respecté à l'intérieur des corps armés restés fidèles à la République.

Patiemment, se mit en place une mécanique d'intégration de plusieurs compétences du comité central des Milices antifascistes dans plusieurs conseils de la Généralité, d'abord par la formation de commissions mixtes comité central des Milices antifascistes-Généralité : culture, économie et industrie de guerre, acceptées par toutes les forces politiques.

De ce fait, le comité central des Milices antifascistes fut bientôt spécialisé dans la conduite des problèmes de la guerre : le PSUC et l'ERC étaient le fer de lance de cette politique d'intégration et de réduction des pouvoirs du comité central des Milices antifascistes. La CNT justifiait cet abandon en faisant mine de considérer que ces organismes mixtes étaient purement "techniques", terme par lequel la CNT couvrait d'un voile pudique sa collaboration avec la Généralité.

Malgré les dissensions au sein de la CNT et sous l'impulsion de García Oliver aidé par le POUM, le comité central des Milices antifascistes continuait de traiter de nombreux aspects autres que militaires, que toutes les forces liées au respect de l'ordre ancien (PSUC, ERC, UGT, UR) grignotaient chaque jour davantage. Mais même cette réduction des attributions du comité central des Milices antifascistes au seul domaine militaire, dans un pays en guerre, représentait de toute façon une importante — et bientôt insupportable — réduction des attributions politiques du pouvoir légal.

C'est pour cette impression de pouvoir qui se dégageait du comité central des Milices antifascistes que la délégation de nationalistes marocains venus demander de l'aide s'adressa d'abord au comité central des Milices antifascistes et non à la Généralité.

Ajoutons qu'ils prétendaient organiser un soulèvement au Maroc espagnol afin d'obtenir son indépendance. Cette initiative aurait pu constituer un tournant dans la guerre en ouvrant un nouveau front dans les lignes arrières de Franco, d'où étaient originaires ses féroces troupes d'élite, en même temps qu'il privait ce dernier de sa base de ravitaillement naturelle. Cette proposition fut rejetée par Largo Caballero de crainte de déplaire à la France, présente également dans le Rif. Sur cette question, voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*.

La "terreur révolutionnaire"

Le décompte macabre dans toute la Catalogne fait apparaître un nombre de 8 352 personnes assassinées entre juillet et septembre sans aucune — ou presque — forme de procès, tant dans les zones rurales de l'intérieur que sur la côte et dans les régions industrielles. Il s'agissait de militaires qui avaient participé à la tentative de coup d'Etat, de civils qui leur prêtèrent main forte, de membres du clergé, de politiciens de droite — en particulier tous ceux qui avaient été actifs ou avaient exercé une charge, soit lors de la dictature de Primo de Rivera, soit durant la période d'après octobre 1934, propriétaires et bourgeois, auxquels s'ajoutèrent des gens qui, à un moment ou à un autre, avaient pris part à un affrontement avec les organisations ouvrières, qui les connaissaient comme indicateurs ou pour leur participation à un conflit ouvrier grave du côté des patrons. De même, il est parfaitement établi que fort peu avaient participé directement au soulèvement. De plus, la plus grande partie de ces assassinats ne fut pas l'œuvre d'isolés, d'incontrôlés ou le fruit de vengeances personnelles, mais la conséquence de mesures prises contre les amis des militaires insurgés par les paysans et ouvriers révolutionnaires, alarmés de plus par les nouvelles provenant d'autres villes. De ce point de vue, Saragosse seule, qui représentait tant pour les anarchistes, avait connu, dans la seule année 1936, 80 % des presque 7 000 assassinés par les troupes franquistes après la prise de la ville.

Bien sûr, il y eut des incontrôlés, qui procédèrent à la liquidation physique des personnes suspectées de faiblesse révolutionnaire, de sympathies pour la droite ou la religion. Mais, très vite, les comités locaux prirent bien souvent les mesures pour juguler, et s'il le fallait anéantir physiquement ces anges exterminateurs, dont certains furent fusillés pour avoir utilisé leurs armes à leur profit personnel.

Dans une note publiée par *La Vanguardia* (1er août 1936), le comité central des Milices antifascistes avertissait : *"Cinq mille miliciens armés ont désormais sous leur contrôle l'ordre révolutionnaire de la ville ! Tous ceux qui commettront des actes de pillage ou de vandalisme seront fusillés sur place. Tous ceux qui pénétreront dans les appartements privés collectifs sans l'autorisation du comité central des Milices antifascistes seront également exécutés sans autre forme de procès. Tous ceux qui, de quelque organisation qu'ils soient, se feront justice par eux-mêmes connaîtront le poids de notre justice. Les patrouilles de contrôle ont des ordres très sévères, qu'ils exécuteront inexorablement. La Catalogne ne peut se transformer en un bain de sang. La Catalogne ne peut porter la tache du cannibalisme des peuples primitifs et sauvages. Le comité central des Milices antifascistes demande de manière pressante que tous les militants des organisations qui le composent se disposent à seconder et à renforcer leur action pour la santé de la révolution. Frères de travail, frères de lutte : aidez-nous en ces heures de danger."*

Le coût de la révolution

L'entretien des miliciens sous les drapeaux, percevant le salaire moyen d'un ouvrier spécialisé, était assuré par le comité central des Milices antifascistes ; cela dura jusqu'à fin septembre, date à laquelle il ne fut plus en mesure d'assurer le paiement des salaires à partir de

ses fonds propres ; ceux-ci provenaient de l'impôt révolutionnaire imposé aux patrons sous diverses formes en plus des contributions et des baisses de salaires plus ou moins volontaires des milliers d'ouvriers travaillant jusqu'à 10 et 12 heures par jour pour un salaire de misère afin d'équiper les armées du front, le tout sur décision des comités locaux.

Le comité central des Milices antifascistes fonctionnait comme un double pouvoir, prenant en charge toutes les tâches du pouvoir, mais sans les finances du pouvoir. Du fait qu'il ne voulut pas prendre tout le pouvoir et assumer toutes les tâches d'un pouvoir au moindre coût, il fut contraint d'apparaître comme un suceur de sang qui respecta finalement la banque, mais sans argent, puisque le gouvernement, lui, gardait la maîtrise des finances publiques ; au bout de quelques semaines, il fut asphyxié financièrement.

Le gouvernement de la Généralité exerçait une pression considérable sur les municipalités en se refusant à verser les salaires des ouvriers des unités de production collectivisées tant que la nouvelle municipalité n'était pas légalement constituée.

Pendant la réorganisation des municipalités à partir d'octobre, celles-ci se retrouvèrent en quasi-faillite et, devant l'ampleur des dépenses nécessaires pour faire face aux besoins de la guerre et de la révolution, devant ces pressions financières de la Généralité, la tentation fut grande d'aller chercher l'argent là où il était et d'une manière autrement plus importante que celle que constituait la simple levée de l'"impôt révolutionnaire". Cette obligation qui fut faite aux révolutionnaires eut comme conséquence d'approfondir de manière extraordinaire le caractère des mesures prises. On en aura une idée par le rapide tableau ci-dessous, qui montre la portée des impositions extraordinaires auxquelles furent soumises les classes possédantes. Il suffit de comparer la répartition des dépenses extraordinaires engagées par les municipalités soumises aux comités et le budget prévisionnel initial (chiffres arrondis).

Grâce à ces fonds, furent lancés immédiatement des travaux publics qui donnaient du travail aux ouvriers sans emploi, dont le grand nombre était une menace permanente et dont l'occupation à un travail utile donnait parfois une aura progressiste à une nouvelle municipalité qui en manquait un peu.

La continuité du gouvernement de la Généralité

Le 22 juillet, la Généralité avait remplacé par décret tous les élus proches de la rébellion par des représentants des partis du Front populaire.

Ce n'était pas une simple mesure d'épuration que de proposer d'étendre à toutes les municipalités la collaboration

Localité	Budget prévisionnel	Répartition des dépenses extraordinaires
Hospitalet de Llobregat	2 000 000	3 000 000
Sant Vicent dels Horts	112 000	100 000
El Prat de Llobregat	378 000	100 000
El Masnou	286 000	300 000
Rubí	290 000	100 000
Torredembarra	84 000	360 000
Cambrils	102 000	400 000
Manlleu	243 000	890 000
Ribes de Freser	141 000	2 390 000

antifasciste dans le cadre de la défense de la légalité républicaine ; cela permit d'enserrer les représentants les plus décidés dans un tissu républicain "antifasciste", où se regroupaient de nombreuses petites organisations républicaines ou proches du PSUC non totalement constitué.

Mais le refus de la CNT d'accepter les places qui lui étaient réservées maintenait la structure de double pouvoir.

De nouveaux décrets élargirent considérablement les compétences des municipalités, qui, ainsi, pouvaient se prévaloir d'être un organe représentatif de l'ensemble des tâches à faire — donc, sans laisser d'espace aux comités, à qui celui-ci sera de plus en plus disputé — et avec toutes les forces "antifascistes", sauf la CNT jusqu'à son acceptation du cadre "tous unis contre le fascisme"... et contre la révolution, sous l'impulsion de l'ERC et du PSUC.

Le 4 août, le gouverneur de la Banque d'Espagne déclarait dans *L'Humanitat* :

"Il faut que le gouvernement de la Généralité soit la seule autorité en Catalogne et que les mairies soient la seule autorité dans les localités."

La CNT franchit le Rubicon

Cette position découlait normalement de la décision des deux pénums de début et fin juillet, où la position radicale apparemment défendue par García Oliver et un comité de district (Baix Llobregat) fut défaite.

Une précision sémantique s'impose : García Oliver répétait l'expression de sa radicalité sous la forme de *"ir a por todo"*, généralement traduit par "prendre tout le pouvoir", ce qui est au mieux un faux-sens ; l'ambiguïté de la formule permet de manifester une volonté d'aller jusqu'au bout, mais sans dire clairement que ce "bout", c'est le pouvoir. Cette notion permettait de jouer la carte du radicalisme sans se séparer de ses amis dirigeants, que la chose et donc le mot effrayaient au plus haut point.

César A. Lorenzo, dans son livre *Les Anarchistes au pouvoir* (p. 79), explique ainsi le désarroi de l'organisation libertaire : *« Les militants de la CNT ne disposaient pas de plan de combat, d'orientation, de doctrine claire, de vision de ce qu'il fallait faire dans une période révolutionnaire. Le concept confédéral de "communisme libertaire", dépourvu du moindre réalisme, en dehors du temps et muet sur la voie à suivre, les laissait désemparés. Du jour au lendemain, ils durent se débarrasser de cet échafaudage abstrait, improviser précipitamment et prendre des décisions à court terme. »*

Partagés entre leur conception antipouvoir, quel qu'il fût, et les nécessités du moment, les oscillations conduisirent à la "prudence" tout en maintenant de l'extérieur un contrôle sur le gouvernement.

Lors de la réunion du 29 juillet fut posée, nationalement, la question de la participation de la CNT au Conseil national antifasciste. Tous les arguments furent développés pour réduire les résistances intérieures (présence de vaisseaux de guerre à Barcelone, différences de la situation selon les régions d'Espagne, faiblesses de l'organisation dans certaines régions, respectabilité vis-à-vis de l'extérieur), et la proposition d'implantation du communisme libertaire fut repoussée. De la même manière fut repoussée, sans être écartée, la participation au gouvernement. La participation sous condition ne fut décidée que le 4 août, en l'absence de certaines régionales et malgré les réserves émises ; les conditions étaient une invitation officielle du gouvernement et la préservation de la liberté d'action de la CNT.

Une junte révolutionnaire

Après la chute de Badajoz, reprise par Franco, le gouvernement Largo Caballero envisagea la possibilité de constituer une junte révolutionnaire avec l'UGT et la CNT exclusivement, idée abandonnée sous les pressions conjuguées du président, Manuel Azaña, et de

l'ambassadeur "soviétique" (sources : procès-verbal du plénum national de régionales convoqué par le comité national, Madrid, 4 août 1936).

Le PSUC, dans son journal *Treball* (15 septembre), appréciait en ces termes cette initiative : *"Camarades anarchistes, la réalité est plus forte que les vœux pieux. Une junte révolutionnaire ne se constitue jamais si ce n'est lorsqu'une partie du peuple se rebelle contre un gouvernement constitué. Le gouvernement factieux de Burgos est, de fait, une junte nationale révolutionnaire (...). Ce serait une terrible naïveté que ces deux gouvernements* (celui de Madrid et celui de la Généralité) *décident de se dissoudre comme tels pour dépendre d'une junte nationale révolutionnaire, ce qui voudrait dire, au moins, que le mouvement populaire, débordant les forces du Front populaire ou les organisations du prolétariat, a débordé les cadres responsables de la politique et des organisations. Alors, toute différence légale entre le gouvernement de Madrid et celui de Burgos disparaîtrait du point de vue du droit international."*

C'est pourtant en toute connaissance de cause que cette décision fut prise, comme en témoigne, dans le procès-verbal du plénum du 15 septembre, cette intervention de la délégation catalane appuyée par celle du Levant : *"On est allé jusqu'à envisager de faire un coup d'Etat en Catalogne sous l'égide du gouvernement ; il y a une Banque de la monnaie qui nous empêche de réaliser quelque opération que ce soit ; on nous refuse le soutien économique, alors qu'à Madrid les lingots d'or crèvent d'ennui, et ainsi on ne peut rien réaliser ni en faveur des lignes avancées ni des lignes arrières. L'action du gouvernement représente un véritable sabotage de notre mouvement antifasciste et révolutionnaire, et, dans ces conditions, nous ne pouvions donner notre aval à aucune démarche vis-à-vis du gouvernement."*

Et finalement, une nouvelle fois, l'idée de la participation fut abandonnée, mais sans qu'aucune porte soit fermée pour maintenir un équilibre instable entre les composantes de la CNT.

On sait que la décision de la CNT de participer au gouvernement de la Généralité fut prise lors du plénum secret du Mouvement libertaire de Catalogne, tenu fin août. On sait moins que cette décision fut prise après que l'organisation confédérale eut déjà décidé la dissolution du comité central des Milices antifascistes, même si cela n'avait pas été rendu public. Le premier pas dans cette direction eut lieu le 17 août, lors de la réunion du plénum de sections locales et de districts : *"Le plénum décide la dissolution du comité central des Milices antifascistes, avec constitution d'autant de conseils que les besoins politiques et organiques de la vie de la Catalogne l'exigeront sur le modèle des conseils de défense, de ravitaillement, d'investigation, de culture et d'économie qui fonctionnent déjà."*

Et la résolution proposait une représentation des organisations proportionnelle *"aux masses ouvrières et politiques contrôlées"*, à l'exclusion des partis républicains bourgeois. Cette position, à nouveau discutée, fut adoptée lors d'un plénum du 21 août (AHN-SGC, dossier 39, série Bilbao, chemise 25).

Position moyenne qui tentait de maintenir la cohésion entre les plus droitiers de la direction et le secteur "anarcho-bolchevique", comme on l'appelait, mais qui marquait un moment important dans la disparition du comité central des Milices antifascistes comme organe politique, réduit maintenant aux tâches purement militaires. Plusieurs plénums furent encore nécessaires (3 et 15 septembre) pour enlever la décision.

D'accord pour dissoudre cet organe

Mais pendant que cette discussion avait lieu dans les instances, les représentants de la CNT au comité central des Milices antifascistes s'étaient déjà mis d'accord avec les autres délégués des autres organisations représentées pour dissoudre cet organe et entrer dans la Généralité.

Encore le 28 septembre, et alors que la CNT catalane avait déjà intégré la Généralité, le secrétaire général se lança dans un violente charge contre la proposition de création d'un Conseil national de défense et se fit l'avocat de la participation pure et simple au gouvernement. Il ne parvint pas à convaincre la majorité, comme le souligne César A. Lorenzo p. 185. Il obtint cependant du plénum une sorte de blanc-seing pour résoudre *"au mieux tout ce qui se rapportait au chapitre portant sur notre collaboration avec les organes de l'administration publique"* (circulaire du comité national de la CNT, 7 novembre 1936, AHN-SGC, PS Barcelona, 543).

Bien évidemment, la position d'intégrer la Généralité prise par la régionale de Catalogne, qui passait pour être le phare de l'anarchisme révolutionnaire, finit par emporter les dernières réserves.

Le choix des termes, *"remplacement du gouvernement de la Généralité par un conseil de défense de la Généralité de Catalogne avec représentation de toutes les organisations présentes dans le comité central des Milices antifascistes"*, permettait à la CNT de faire croire qu'il ne s'agissait que d'un département technique comme ceux de l'économie et de la culture, mais avec l'avantage de constituer une direction unique pour la guerre et la révolution.

A ce moment-là, le POUM, dans le meeting du 6 septembre au Gran Price de Barcelone, s'était prononcé pour un gouvernement sans ministres bourgeois et pour la constitution d'une junte nationale de défense (terminologie de la CNT), qui, à l'image du comité central des Milices antifascistes, coordonne l'action politique et militaire.

De leur côté, le PSUC et l'UGT s'étaient manifestés dès le 9 septembre, demandant que tout soit soumis à un seul mot d'ordre : *"Gagner la guerre"*, dans le journal *L'Humanitat* (12 septembre 1936).

Le résumé officiel du comité central des Milices antifascistes dans sa réunion du 14 septembre rapporte l'intervention du délégué de l'UGT (et bientôt du PSUC), pour lequel le nom du nouveau gouvernement devait être celui de conseil de la Généralité de Catalogne, qu'il devait avoir des *"fonctions globales étendues à tout le territoire"* et que seul il pouvait procéder *"à toute réquisition de propriétés et fabriques, et que personne d'autre que lui ne pouvait procéder à la collectivisation ou socialisation de l'économie du pays, mais bien sûr avec l'intervention des organisations ouvrières"*.

Les représentants de la CNT, confiants en leur appareil militaire, se refusèrent à toute discussion programmatique.

C'est García Oliver qui informa le conseil de l'accord de la CNT en ces termes : *"Le nouveau conseil ne doit pas faire autre chose que préparer les réalisations économiques qu'il faudra implanter une fois achevée la guerre, à laquelle il faut prêter maintenant la plus grande importance"*, et il donnait l'accord de la CNT *"pour que ce soit le président de la Généralité qui procède à la formation du conseil"*.

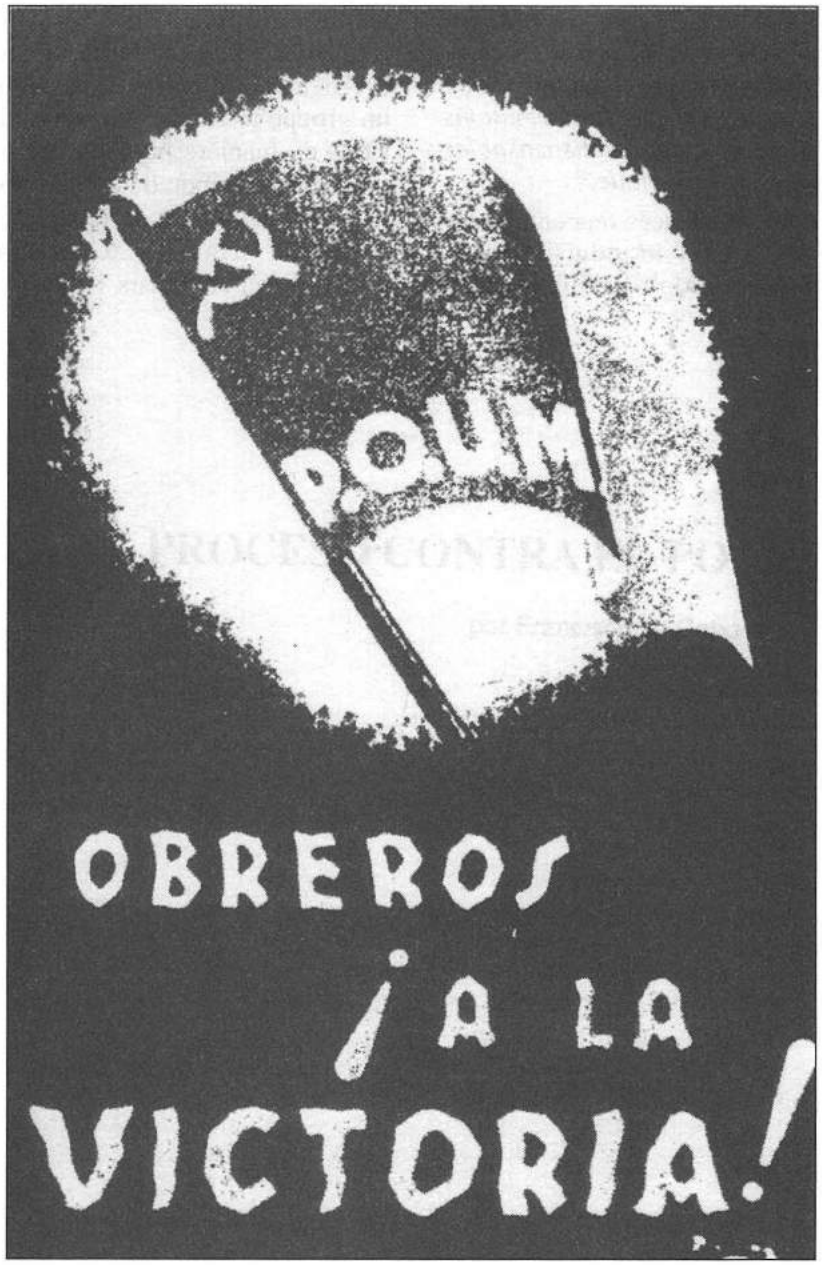
Le POUM affirma que le programme de ce conseil devait *"être de type socialiste ou socialisant"*, en insistant sur un programme de transformations sociales, parce que *"nos frères qui luttent au front veulent savoir ce qu'ils défendent et si, en réalité, cette lutte crée une société meilleure"*.

La ligne d'argumentation qui serait martelée sur tous les tons ensuite par l'ERC, le PSUC et tous les "modérés" remettait à une fin de guerre victorieuse toutes les tâches immédiates de la révolution des "impatients".

La conclusion du débat fut donnée par le représentant de l'ERC, dont pourtant l'existence et la présence au sein du comité central des Milices antifascistes dépendaient du bon vouloir de la CNT : *"Dans le but de mener la guerre à son terme heureux, nous proposons la formation d'un gouvernement qui ait comme objectif principal la lutte jusqu'à la victoire contre le mouvement armé du fascisme. A cet effet, nous proposons la formation d'un gouvernement composé de toutes les forces qui, en Catalogne, ont eu une attitude décidée contre le fascis-*

me, et qui sont la classe ouvrière, la petite paysannerie et les artisans. Ce gouvernement dirigera la guerre contre le fascisme et réalisera les transformations sociales et économiques indispensables à son écrasement historique."

Devant les résistances rencontrées, la direction de la CNT introduisit en son sein une modification de taille, consistant à remplacer la manière confédérale traditionnelle de prendre les décisions (verticalement et horizontalement) par un groupe restreint, qui prenait les décisions de manière parallèle à l'organisation (compte rendu du congrès extraordinaire de la Confédération régionale du travail de Catalogne, tenu à Barcelone du 25 février au 3 mars 1937).


P.O.U.M.
OBREROS
¡A LA
VICTORIA!

Les journées de mai 1937 en Espagne

(Luis Gonzalez)

C'est sous le gouvernement de Largo Caballero, formé le 4 septembre 1936, que s'est réalisée la reconstruction de l'appareil d'Etat bourgeois, de son armée et de ses corps répressifs, qui comprennent aussi bien les anciens corps, gardes d'assaut, gardes civils rebaptisés "gardes civils républicains" que le nouveau corps des carabiniers, des policiers des douanes, peu nombreux avant la guerre, mais qui comptera sous le gouvernement Negrín 40 000 membres.

D'autre part, le gouvernement entreprend la tâche de dissoudre les organismes de pouvoir ouvrier apparus à la suite du 19 juillet 1936 : les conseils ouvriers, les comités de ravitaillement, etc., qui sont remplacés par des organismes de la République bourgeoise comme les municipalités.

En même temps, le 27 octobre 1936, a été promulgué le décret de désarmement des ouvriers : *"Article premier : toutes les armes longues (fusils, mitrailleuses, etc.) se trouvant entre les mains des citoyens seront remises aux municipalités ou réquisitionnées par elles, dans les huit jours suivant la promulgation de ce décret. Elles seront déposées à la Caserne générale d'artillerie et au ministère de la Défense de Barcelone pour couvrir les besoins du front. Article deux : ceux qui conserveraient ces armes après la fin du délai mentionné ci-dessus seront considérés comme fascistes et jugés avec toute la rigueur que leur conduite mérite."*

Les milices ouvrières sont dissoutes et obligées de s'intégrer dans l'armée de la République.

La restauration de l'Etat bourgeois contre les conseils et les comités

La participation des chefs de la CNT-FAI

L'œuvre de restauration de l'Etat ne fut possible qu'avec la participation des chefs de la CNT-FAI et grâce à ses organismes dirigeants. Et elle fut menée par le PCE-PSUC *(Parti communiste espagnol et sa version catalane, le Parti socialiste unifié de Catalogne – NDT)*, dont les dirigeants avaient pris, dès le début, une position clairement affirmée en faveur du maintien de l'ordre républicain pour la défense de la propriété et de la légalité, et avaient répété inlassablement leur mot d'ordre de *"Respect du paysan, du petit industriel, du petit commerçant"*. C'est vers le PC et le PSUC que se tournèrent les partisans de l'ordre et de la propriété dans l'Espagne républicaine. Magistrats, hauts fonctionnaires, officiers, policiers..., le PC cessa d'être un parti à composition prolétarienne (1).

Le PCE-PSUC est le plus grand adversaire des organismes de pouvoir ouvrier. En Catalogne, Comorera, leader du PSUC, fit de leur dissolution la première tâche de la coalition antifasciste : *"L'autorité légitime,* affirma-t-il, *doit s'imposer à la dictature irresponsable des comités."*

En même temps, la réaction commence à attaquer les révolutionnaires. C'est aussi le PCE qui prit la tête de cette offensive : son secrétaire général, José Díaz, ne cessait de répéter : *"Les ennemis du peuple sont les fascistes, les trotskystes et les incontrôlés."* Le 13 décembre, les membres du PSUC exigent que le POUM quitte le gouvernement de la Généralité. *Treball*, organe du PSUC, justifiait ainsi ce chantage : *"Il y a des preuves fondamentales et largement démontrées que cette organisation a été déloyale avec le gouvernement (...). Le POUM a encouragé une ignoble campagne d'attaques et d'injures contre l'URSS, ce grand pays prolétarien ami, en utilisant précisément les mêmes arguments que les fascistes allemands et italiens (...). Combattre l'URSS en ce moment, c'est faire œuvre de trahison. Et les traîtres et nous sont deux choses incompatibles"* (2). La *Pravda* disait le 17 décembre 1936 : *"Pour ce qui concerne la Catalogne, la purge des trotskystes et des anarcho-syndicalistes a commencé : elle sera menée à bien avec la même énergie qu'en URSS."*

Un aspect fondamental de la politique de Staline

En effet, l'élimination de l'opposition révolutionnaire est un aspect fondamental de la politique de Staline, qui, au

(1) A Madrid, en 1938, selon ses propres chiffres, il ne comptait que 10 160 travailleurs syndiqués sur 63 426 militants, ce qui indique un faible pourcentage d'ouvriers.

(2) *Treball*, 13 décembre 1936.

même moment, est en train de finir d'exterminer l'Opposition de gauche en URSS et le Parti bolchevique lui-même avec les purges et les procès de Moscou.

En même temps, cette politique suscite des résistances. Une opposition révolutionnaire commence à s'organiser. Le POUM, exclu du Front populaire, est poussé à emprunter la voie de la résistance, ainsi que, avec encore plus de fermeté, son organisation de jeunesse, la Jeunesse communiste ibérique. Et aussi des pans de la CNT, particulièrement à Barcelone, où, à partir de mars 1937, s'est organisé un groupe de militants hostiles à la militarisation des milices sous le nom des "Amis de Durruti", qui publiaient le journal *El Amigo del Pueblo* ("L'Ami du peuple"), et dont l'inspirateur était Jaime Balius. Le programme exprimé par Les Amis de Durruti, avant mai 1937, se caractérisait par l'accent mis sur la gestion de l'économie par les syndicats, ainsi que sur la critique de tous les partis et de la direction de la CNT pour leur collaboration avec l'Etat. La direction de la CNT, de son côté, les accuse d'être des marxistes déguisés.

Les Amis de Durruti

Les Amis de Durruti exposèrent leur programme dans une affiche dont ils couvrirent les murs de Barcelone à la fin du mois d'avril 1937. Dans ces affiches, qui défendaient déjà, avant les événements de mai, la nécessité de remplacer le gouvernement bourgeois de la Généralité de Catalogne par une junte révolutionnaire, il était dit ceci :

"Groupe des Amis de Durruti. A la classe travailleuse :

1. Constitution immédiate d'une junte révolutionnaire composée d'ouvriers de la ville, de la campagne et de combattants.

2. Salaire familial. Carte de rationnement. Direction de l'économie et contrôle de la distribution par les syndicats.

3. Liquidation de la contre-révolution.

4. Création d'une armée révolutionnaire.

5. Contrôle absolu de l'ordre public par la classe travailleuse.

6. Opposition ferme à tout armistice.

7. Une justice prolétarienne.

8. Arrêt des échanges de personnalités.

Attention, travailleurs : notre groupe s'oppose à ce que la contre-révolution continue d'avancer. Les décrets d'ordre public, encouragés par Aiguadé, ne seront pas mis en œuvre. Nous exigeons la libération de Maroto et des autres camarades arrêtés.

Tout le pouvoir à la classe travailleuse.

Tout le pouvoir économique aux syndicats.

Face à la Generalitat, junte révolutionnaire."

"Front de la jeunesse révolutionnaire"

Les Jeunesses libertaires catalanes s'orientent dans ce sens. Avec les JCI, ils organisent à Barcelone le 14 février un meeting pour la constitution en Catalogne du "Front de la jeunesse révolutionnaire", auquel assistèrent plus de 50 000 jeunes.

Face à eux, les JSU constituèrent avec les jeunesses des partis républicains "L'Alliance de la jeunesse antifasciste", qui, pour Santiago Carrillo, était *"l'unité avec les jeunes républicains, avec les jeunes anarchistes, avec les jeunes catholiques qui luttent pour la liberté (...), pour la démocratie et contre le fascisme, et pour l'indépendance de la patrie contre l'envahisseur étranger"*.

Les staliniens entreprennent une campagne ouverte contre les révolutionnaires, et, en premier lieu, contre le POUM. *Mundo Obrero, Treball, Frente Rojo, Ahora* dénoncent tous les jours, en écho aux infâmes procès de Moscou, qui, à ce moment-là, liquident les compagnons de Lénine, les *"trotskystes"*, *"diviseurs"*, *"agents de Franco, Hitler et Mussolini"*, *"espions fascistes"*. La direction du POUM n'ose pas répondre

et essaie de se défendre en s'appuyant sur les dirigeants de la CNT-FAI. Le dirigeant valencien du POUM, Portela, accuse son propre parti de porter par ses provocations la responsabilité de ces attaques ; il demande que l'on *"élimine"* tout *"prétexte"* d'attaque venant des partis ouvriers et exige l'élimination radicale du POUM de *"toute tendance trotskyste ou trotskysante"* (3), accusant l'organisation de Madrid et la JCI dans son ensemble. A Madrid, le gouvernement et le PCE entament la répression contre le POUM. Un groupe des JSU attaque les locaux du parti et la diffusion des publications est bloquée, tout cela sur intervention directe des dirigeants du PCE José Cazorla et Santiago Carrillo, responsables de la sécurité de Madrid. En février 1937, les autorités républicaines de Madrid occupent Radio POUM et interdisent la publication de *El Combatiente Rojo*. Les bolcheviques-léninistes lancent alors l'avertissent suivant : *"L'infâme persécution qui commence contre la section madrilène du POUM n'est qu'un prologue, un ballon d'essai, que suivra la persécution contre le POUM de Catalogne, contre la FAI et la CNT, contre tous les révolutionnaires qui se refusent à sacrifier les intérêts du prolétariat au bénéfice de la bourgeoisie."*

L'Espagne républicaine à un carrefour

Ainsi, au printemps 1937, l'Espagne républicaine se trouvait à un carrefour. Les forces de la contre-révolution avaient besoin d'accomplir le dernier pas et d'écraser les révolutionnaires. Les travailleurs avaient besoin, pour défendre les conquêtes du 19 juillet, d'une nouvelle action révolutionnaire. L'opposition révolutionnaire trouvait, surtout en Catalogne, un écho croissant parmi les travailleurs de la CNT. Dans l'UGT, les partisans de Largo Caballero réagirent contre les manœuvres du PCE. Entre ces deux forces antagoniques, Largo Caballero essayait de jouer les arbitres.

La section bolchevique-léniniste d'Espagne, dans un tract de février 1937, lance l'avertissement suivant adressé aux *"travailleurs de la CNT, du POUM, de la FAI et des JL (Jeunesses libertaires), tous prolétaires"* : *"Travailleurs révolutionnaires ! Nous, bolcheviques-léninistes, nous vous mettons en garde. Le Front populaire se propose comme objectif principal de liquider toutes les conquêtes révolutionnaires obtenues à la suite du 19 juillet ; il veut se mettre en situation de faire la paix avec les fascistes — également patriotes — ou de s'allier avec les bourgeois de France et d'Angleterre ; le Front populaire veut écraser la révolution.*

Il est impératif, il est nécessaire et urgent de former un front révolutionnaire du prolétariat qui se dresse contre l'union sacrée que représente le Front populaire. Sinon, les révolutionnaires seront pourchassés comme aux meilleurs temps de la réaction."

Barricades à Barcelone (4)

C'est en Catalogne que se trouvait le bastion de l'opposition révolutionnaire. Face à elle, le PSUC, que soutenait la Généralité de Companys et toute la réaction, tous considèrent, début 1937, qu'il est temps d'imposer "l'ordre" républicain.

Le 17 avril, commencent à arriver dans la zone frontière les carabiniers de Negrín, qui prétendent enlever aux miliciens de la CNT le contrôle des douanes, dont ils s'étaient emparés en juillet 1936. Les milices résistent et le comité régional de la CNT catalane essaie d'éteindre l'incendie et de négocier un accord.

A Barcelone, les forces du gouvernement tentent aussi de désarmer les milices. Pendant les dernières semaines d'avril, se succèdent les affrontements entre les gardes d'assaut et les ouvriers qui refusent d'être désarmés.

(3) *El Comunista*, décembre 1936.

(4) Sur les événements de mai 1937, voir *"Faits, signification et leçons de l'insurrection de mai 1937 à Barcelone"*, par Manuel Cuso, publié dans *La Verité*, n° 20, octobre 1997.

La réaction décide de franchir un pas et organise une provocation. Le lundi 3 mai, Rodríguez Salas, commissaire à l'ordre public et membre du PSUC, essaie d'arracher au comité UGT-CNT le contrôle du central téléphonique (la Telefónica), confisqué au trust nord-américain American Telegraph & Telephone en juillet 1936 et protégé par des miliciens CNT.

Cela constituait un excellent exemple de ce qu'était la dualité de pouvoir. Rodríguez Salas se dirige vers la Telefónica avec trois camions de gardes, désarme les miliciens du rez-de-chaussée, mais doit s'arrêter devant la menace des mitrailleuses placées en batterie dans les étages supérieurs.

La nouvelle de la provocation se répand comme une traînée de poudre. Dans les usines et les quartiers ouvriers, les ouvriers s'arment et construisent des barricades. Le mouvement insurrectionnel spontané s'étend à toute la ville et même au reste de la Catalogne.

A la tombée de la nuit, les comités régionaux de la CNT, de la FAI, des Jeunesses libertaires et le comité exécutif du POUM tiennent une réunion commune. Les représentants du POUM proposent de prendre la tête du mouvement, qu'ils considèrent comme une réponse spontanée des ouvriers de Barcelone à la provocation : *"Ou nous nous mettons à la tête du mouvement pour détruire l'ennemi intérieur, ou le mouvement échouera et ce sera notre destruction."* Mais les dirigeants de la CNT et de la FAI hésitent, manifestent leur désaccord et décident d'œuvrer pour un apaisement. Et les gens du POUM n'osèrent pas continuer sans eux.

A Madrid, le gouvernement de Largo Caballero est divisé. Un historien dira ceci : *"Largo Caballero essayait de gagner du temps dans l'espoir que la lutte s'arrêterait sans l'intervention du gouvernement. Au moment où il livrait une bataille politique pour sa survie contre les communistes, il ne souhaitait pas s'aliéner la CNT et la FAI ni augmenter le pouvoir de ses adversaires en Catalogne en y envoyant des renforts"* (5). De leur côté, les dirigeants de la CNT, Federica Montseny et García Oliver, se proposent, à la demande de Caballero, pour une médiation entre les parties. Le comité national de la CNT envoie à Barcelone à cet effet le secrétaire général, Mariano Vázquez, et le ministre de la Justice, García Oliver.

Les ouvriers étaient maîtres de la capitale catalane

Le lendemain, le 4 mai, les ouvriers étaient maîtres de la capitale catalane. Companys, après avoir rencontré les dirigeants de la CNT, désapprouve à la radio l'initiative de Rodríguez Salas contre la Telefónica et appelle au calme. Le comité régional de la CNT le soutient : *"Déposez les armes. C'est le fascisme qu'il faut abattre."* Le mercredi 5 mai, le POUM cède lui aussi : *"Le prolétariat a obtenu une victoire partielle sur la contre-révolution... Travailleurs, reprenez le travail."* Le comité exécutif du POUM discute sur ce qu'il faut faire pour conclure que, même si le pouvoir était à leur portée à Barcelone, le reste du pays ne les aurait pas suivis, et même se serait retourné contre eux. Une appréciation qui contraste avec celle de Trotsky : *"Si le prolétariat de Catalogne s'était emparé du pouvoir en mai 1937, il aurait reçu le soutien de toute l'Espagne. La réaction bourgeoise-stalinienne n'aurait pas trouvé deux régiments pour écraser les ouvriers catalans. Dans le territoire occupé par Franco, non seulement les ouvriers, mais y compris les paysans, se seraient mis du côté des ouvriers de la Catalogne prolétarienne, auraient isolé l'armée fasciste en y introduisant un irrésistible ferment de désagrégation. Dans de telles conditions, il est peu probable qu'aucun gouvernement étranger se serait risqué à lancer ses régiments sur le sol ardent d'Espagne. L'intervention aurait été maté-*

(5) Burnett Bolloten, *La Guerre civile espagnole. Révolution et contre-révolution* (p. 666 dans l'édition espagnole).

riellement impossible, ou du moins dangereuse" (6).

Les masses résistent

Sur les barricades, les masses résistent, malgré les appels réitérés des dirigeants.

Deux organisations seulement appellent à ne pas déposer les armes : Les Amis de Durruti et la section bolchevique-léniniste d'Espagne.

Celle-ci distribue sur les barricades un libelle intitulé *"Vive l'offensive révolutionnaire"*, qui dit ceci :

"Pas question de compromis. Désarmement de la GNR et de la garde d'assaut réactionnaires. Le moment est décisif. La prochaine fois, il sera trop tard. Grève générale dans toutes les industries qui ne travaillent pas pour la guerre, jusqu'à la démission du gouvernement réactionnaire. Seul le pouvoir prolétarien peut assurer la victoire militaire.

Armement de la classe ouvrière.

Vive l'unité d'action CNT-FAI-POUM.

Vive le front révolutionnaire du prolétariat.

Dans les ateliers, les usines, les barricades, etc., comités de défense révolutionnaire.

Section bolchevique-léniniste d'Espagne (pour la IVe Internationale)."

De son côté, le groupe Les Amis de Durruti disait dans le tract qu'ils distribuèrent sur les barricades :

"CNT-FAI. Groupe Les Amis de Durruti.

Travailleurs ! Une junte révolutionnaire. Exécution des coupables. Désarmement de tous les corps armés. Socialisation de toute l'économie. Dissolution des partis politiques qui ont agressé la classe travailleuse. N'abandonnons pas la rue. La révolution avant tout. Saluons nos camarades du POUM, qui ont fraternisé avec nous dans les rues. Vive la révolution sociale. A bas la contre-révolution !"

Des conséquences tragiques

Les dirigeants du POUM avaient, une fois de plus, proposé une mesure correcte, mais n'osèrent pas la mettre à exécution pour ne pas rompre avec la CNT. Ils se refusèrent à courir le risque de s'isoler en essayant de déborder la CNT. George Orwell, milicien du POUM et témoin des événements, rapporte que *"les ordres (...) qui émanaient directement de la direction du POUM nous demandaient d'appuyer la CNT, de ne pas tirer, à moins que l'on nous tire dessus d'abord ou que nos locaux soient attaqués"* (7). Cette fois, l'erreur aura des conséquences tragiques. Après avoir poussé les ouvriers de Catalogne à rendre sans combat les barricades, le POUM sera poursuivi et sera déclaré illégal, et Andrés Nin sera assassiné par la Guépéou, en collaboration avec les responsables des services d'espionnage du PCE.

Le problème est que le POUM, qui prétend préserver à tout prix l'unité avec les dirigeants de la CNT-FAI, doit se contenter de relations diplomatiques avec eux au lieu d'essayer d'influer directement sur la base anarchiste, dans laquelle il a un certain écho, bien que, en septembre 1936, il ait commis l'erreur de dissoudre leur syndicat, le FOUS, et de faire entrer ses membres individuellement à l'UGT, dominée en Catalogne par les staliniens du PSUC, dont les manœuvres bureaucratiques empêcheront les militants du POUM d'y accroître leur influence.

La section bolchevique-léniniste d'Espagne tire le bilan suivant de ces journées de mai 1937 : *"Avec les journées de mai, la bourgeoisie enregistre un nouveau triomphe, il faut le reconnaître. L'ordre public, la direction militaire sont passés entre les mains du gouvernement central. Les rares domaines d'autonomie dont jouissait la Catalogne ont été arra-*

(6) *"La vérification des idées et des individus à travers l'expérience de la révolution espagnole"* (24 août 1937).

(7) G. Orwell, *Hommage à la Catalogne*.

chés par les staliniens et les petits bourgeois du genre Companys. La loi considère comme fascistes les travailleurs qui ont conservé un fusil, tandis qu'arrivent sans cesse des milliers de gardes d'assaut."

De leur côté, Les Amis de Durruti, dans l'éditorial de leur journal *L'Ami du peuple*, disent : *« La crise qui s'est produite dans le gouvernement de Valence est le corollaire logique du plan contre-révolutionnaire concerté que nous avons vécu de la même manière sur le sol catalan (...).*

Largo Caballero est tombé en disgrâce (...). Les puissances démocratiques qui sont vivement intéressées par la cessation du conflit espagnol veulent préparer le terrain à un hypothétique règlement. La CNT est une gêne dans ce genre de combinaisons. Il était donc nécessaire que le gouvernement de Valence prenne la consistance du coton sur la branche.

Le Parti communiste espagnol a été le porte-drapeau de ce profond changement qu'a subi la politique espagnole (...). Les aspects essentiels de la nouvelle situation se réduisent à la construction d'une armée qui n'aura plus rien de commun avec ces hommes qui, dans les premières journées de notre révolution, sont descendus dans la rue en haillons, mais avec une foi sublime dans la cause du prolétariat (...). Et l'autre question débattue avec une grande force dans cette crise se rapporte au désarmement de l'arrière-garde, qui, en réalité, doit s'interpréter comme le désarmement de la classe travailleuse" (8).

Le POUM porte une appréciation complètement différente. Bien que Juan Andrade se montre inquiet dans ses articles sur les conséquences des journées de mai, la position officielle du parti est optimiste : il fait commencer les travaux pour ouvrir une salle de projection dans son local de Barcelone, et Julián Gorkín déclare que le POUM sera prochainement invité à revenir au sein du gouvernement catalan (9). Le comité exécutif du POUM publie dans *La Batalla*, le 7 mai, le texte suivant : *"Camarades ! Par la lutte de ces derniers jours, le prolétariat de Barcelone a clairement montré sa volonté inébranlable de ne pas tolérer la moindre provocation contre-révolutionnaire. Maintenant que cette tentative a été mise en échec, la retraite s'impose."*

La répression contre les révolutionnaires et le mouvement ouvrier

Après mai 1937, la répression s'acharne contre les ouvriers. Barcelone est prise par les gardes d'assaut, qui désarment et arrêtent les ouvriers révolutionnaires. En plus des 500 morts et des 1 500 blessés, les prisons se remplissent de militants de la CNT et du POUM. Mais ils ne sont pas les seuls à être pourchassés : au PSOE et à l'UGT se produit une mise à l'écart et une élimination massives des partisans de Largo Caballero. Au POUM, tandis que la fraction de Valence demande une fois de plus une conciliation avec le PCE, une semaine avant la déclaration d'illégalisation du POUM, son comité central se voit obligé de publier une déclaration qui précise : *"Le comité central élargi (...) a décidé de proposer au Congrès la prompte exclusion du groupe fractionnel, qui, à Valence, a travaillé contre la politique révolutionnaire de notre cher parti"* (10).

Le 15 mai, les ministres communistes exigent de Largo Caballero l'interdiction du POUM. Caballero refuse (dans ses mémoires, il dit qu'il s'est opposé *"avec la plus grande énergie"* à la dissolution du POUM et qu'il *"a déclaré que, tant qu'il serait président, on ne dissoudrait aucune organisation politique ou syndicale, et que, si quelqu'un commettait un quelconque délit, il y avait des tribunaux pour cela, et qu'il n'était pas là pour faire la politique de quiconque"*) (11). A la

(8) *El Amigo del Pueblo*, n° 2, édité le 26 mai.

(9) Mentionné par Paul Thalmann dans son manuscrit inédit, *Moskau*, Madrid, Paris.

(10) *Juventud Comunista*, 10 juin 1937.

(11) Largo Caballero, *Notes historiques sur la guerre d'Espagne*.

suite de quoi, le PCE et Prieto l'obligent à démissionner et il est remplacé par Negrín. Le 28 mai, *La Batalla* est interdite. Le 11 juin, le premier acte d'accusation contre le POUM disait : *"La ligne générale et la propagande de ce parti étaient la suppression de la République et de son gouvernement démocratique par la violence et l'instauration d'une dictature du prolétariat."* Ce qui n'avait rien de surprenant pour un parti léniniste et révolutionnaire. Le 16 juin au soir, tous les membres du comité exécutif du POUM furent arrêtés, Nin dans son bureau, d'autres chez eux et d'autres encore au front. L'attaque contre le POUM est aggravée par le fait que ses dirigeants, qui avaient à tort caractérisé le résultat des journées de mai comme une victoire partielle, n'avaient pas prévu le déchaînement de la répression et n'avaient préparé aucune organisation clandestine. En fait, le parti préparait ouvertement son congrès, prévu pour le 19 juin 1937.

Mais cette première accusation ne fut pas maintenue. En partie parce que les bourreaux ne réussirent pas à arracher à Nin les aveux nécessaires, et surtout à cause de la campagne internationale que menèrent les amis du POUM et les partisans de Trotsky, et de la campagne que mena le POUM lui-même dans la clandestinité. Lorsque l'acte d'accusation fut établi, le POUM était accusé d'autre chose : d'avoir *"calomnié un pays ami, dont l'appui moral et matériel avait permis au peuple espagnol de défendre son indépendance"*, de critiquer les procès de Moscou *"en attaquant la justice soviétique"*, d'avoir été *"en contact avec les organisations internationales connues sous le terme général de trotskystes, et dont l'action au sein d'une puissance amie démontre qu'ils se trouvent au service du fascisme européen"*. Un langage copié sur les procès de Moscou eux-mêmes.

La technique de "l'amalgame"

Le 29 juillet, Irujo, ministre de la Justice, annonça qu'il avait envoyé devant les tribunaux, sous l'accusation d'espionnage et de haute trahison, Gorkín, Andrade, Bonet et sept autres dirigeants du POUM aux côtés du phalangiste Golfín : précisément la technique de "l'amalgame", habituelle dans les procès staliniens. Mais, finalement, l'accusation d'espionnage ne fut pas non plus maintenue pendant le procès, en octobre 1938, parce que Nin, qui aurait dû la soutenir par ses aveux (dans le style aussi des procès de Moscou), se refuse à avouer et est torturé à mort. Celui qui était alors ministre et dirigeant du PCE, Jesús Hernández, dit dans ses mémoires, intitulées *J'ai été ministre de Staline* : *« Orlov et sa bande enlevèrent Nin dans le but de lui arracher l'aveu qu'il remplissait la fonction d'espion au service de Franco (...). Le supplice de Nin commença par la procédure "sèche". Un interrogatoire implacable pendant dix, vingt, trente heures, pendant lesquelles les bourreaux se relayaient, posant toujours les mêmes questions (...). Mais Andrés Nin résistait d'une manière incroyable. Il ne capitulait pas. Il résistait. Ses bourreaux s'impatientaient. Ils décidèrent d'abandonner la méthode "sèche" et de passer à celle de la "fermeté". La peau arrachée, les membres brisés, la souffrance physique portée à la limite de la résistance humaine. Nin supporta la torture et la douleur, les supplices les plus raffinés. Au bout de quelques jours, son visage n'était plus qu'une masse informe. Orlov, frénétique, affolé par la peur du scandale, qui pourrait signifier sa propre liquidation, bavait de rage devant cet homme maladif qui agonisait sans "avouer", sans se compromettre ni compromettre ses camarades de parti, qui, par un seul mot qu'il aurait prononcé, seraient envoyés devant le peloton d'exécution. »* Sans les indispensables aveux de Nin, Andrade, Gorkín, Bonet et Gironella furent condamnés à quinze ans de prison *"pour avoir tenté de renverser l'ordre établi"*.

Trotsky dit alors à propos de Nin : *"Malgré les divergences qui me séparent du POUM, je dois reconnaître que, dans la lutte que Nin menait contre la bureaucratie soviétique, la justice était entièrement de son côté. Il s'efforçait de dé-*

fendre l'indépendance du prolétariat espagnol contre les machinations diplomatiques de la clique au pouvoir à Moscou. Il a refusé de collaborer avec le Guépéou pour liquider les intérêts du peuple espagnol. C'était là son seul crime. C'est ce crime qu'il a payé de sa vie" (8 août 1937).

Un processus de liquidation des organisations ouvrières

Le POUM ne fut pas le seul à être persécuté. Les prisons se remplirent bientôt de prisonniers révolutionnaires. La commission d'enquête dirigée par Félicien Challaye et l'Anglais Mc Govern fut accueillie lors de sa visite à la prison Modelo, à Barcelone, en novembre 1937, par 500 détenus qui chantaient *L'Internationale*. Toutes les organisations ouvrières subissent la persécution du gouvernement Negrín-Staline. Parmi elles, l'UGT et le PSOE, où les partisans de Largo Caballero perdent leurs positions dans un procès dont l'apogée est la dissolution de la commission exécutive de l'UGT en octobre 1937, en même temps que la direction de la CNT exclut Les Amis de Durruti. Il s'agit d'un processus de liquidation des organisations ouvrières.

Outre Nin, sont également assassinés le poumiste Kurt Landau, Moulin, organisateur du groupe bolchevique-léniniste, Erwin Wolf, ainsi que d'autres opposants à Staline et de nombreux révolutionnaires comme Camilo Berneri, dirigeant des Amis de Durruti.

La section bolchevique-léniniste d'Espagne caractérise ainsi le gouvernement Negrín, responsable de la répression contre les révolutionnaires, et les dirigeants CNT qui le soutiennent : *"Le gouvernement Negrín, par son caractère antiprolétarien, est le moins indiqué pour diriger la guerre. Il est nécessaire d'organiser les masses contre lui, de préparer la prise du pouvoir. C'est le seul moyen effectif de lutter pour la victoire de la guerre et de la révolution. Par son soutien au gouvernement (...), la CNT livre les masses à leurs ennemis intérieurs, en même temps qu'elle prétend acheter un peu de tranquillité. Negrín acceptera le soutien, et continuera, aidé par les comités de direction de la CNT, la lutte contre tout ce qu'il y a en elle d'éléments révolutionnaires, comme par exemple Les Amis de Durruti, ignominieusement livrés par la CNT et la FAI à la merci de la police."*

En février 1938, les principaux dirigeants de la section bolchevique-léniniste d'Espagne sont arrêtés et restent presque un mois à la disposition du SIM et de ses méthodes d'interrogatoire et de tortures importées de Moscou, avant d'être conduits à la prison Modelo. Dans ces interrogatoires jouèrent un rôle éminent le commissaire général Javier Méndez Carballo, membre de la CNT au service des staliniens, et Julián Grimau García. Malgré cela, dans le cas de la section bolchevique-léniniste d'Espagne, les agents staliniens ne purent davantage obtenir les aveux souhaités, sauf dans le cas du jeune militant Luis Zanón Grim, qui d'ailleurs se rétracta des "aveux" extorqués dès qu'il fut transféré à la prison Modelo. Munis explique : *"Pour satisfaire une demande du GPU, le Tribunal de haute trahison et d'espionnage n° 1 demandait ma tête et celle de deux autres trotskystes, (Jaime) Fernández et Carlini. S'il ne parvint pas à voir ses vœux réalisés, c'est principalement parce qu'il ne trouva pas en nous, comme chez les accusés de Moscou, des capitulards* (sic — NDT) *complaisants"* (12).

Les bolcheviks-léninistes, et parmi eux Munis, l'Italien Adolfo Carlini, Jaime Fernández et Francisco Rodríguez sont accusés d'avoir assassiné un agent du Guépéou (13). Finalement, le procès, plusieurs fois retardé, ne put se tenir à cause de la chute de Barcelone, et les prisonniers réussirent à s'enfuir.

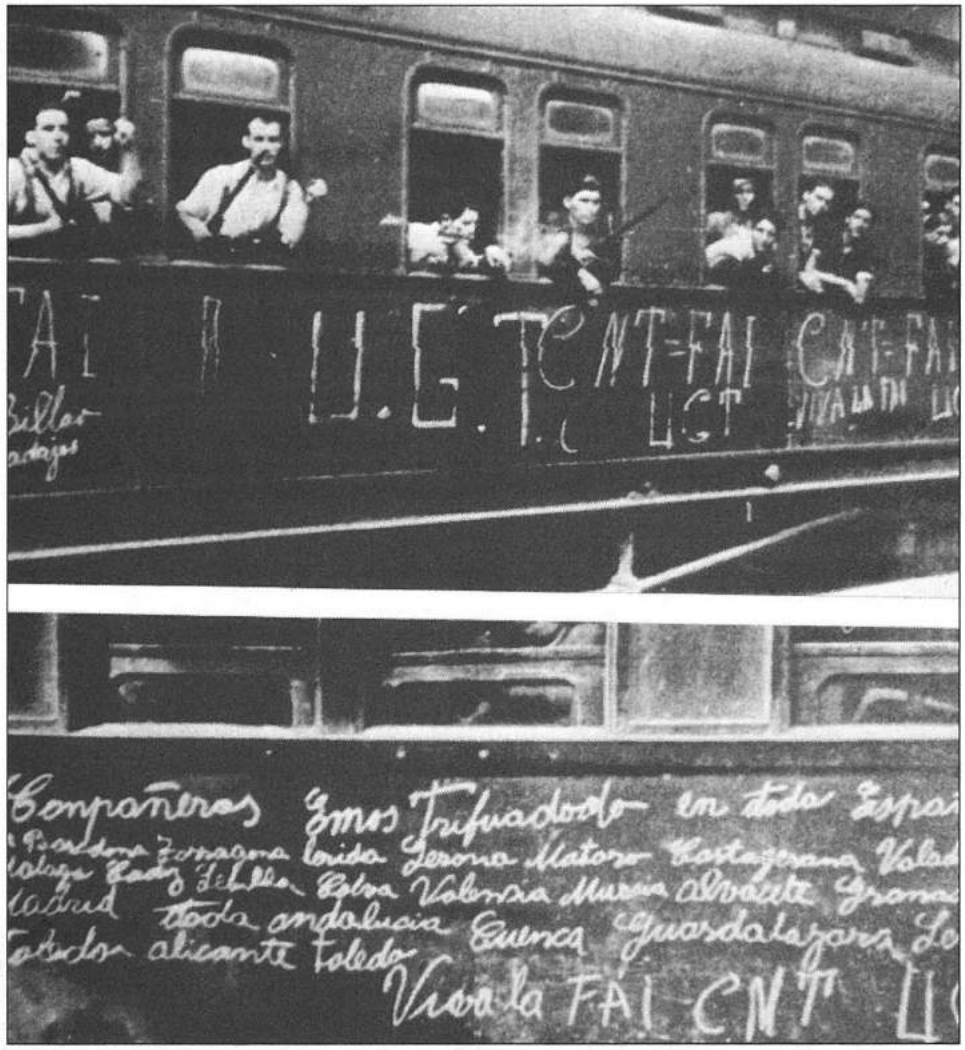
(12) G. Munis, *Jalons d'une défaite, promesse de victoire*. ZYX, Bilbao, 1977.

(13) Il s'agissait de Léon Narvicz, Polonais, capitaine des brigades internationales et agent du Guépéou. En réalité, il avait été tué par des militants du POUM.

Pendant son séjour en prison, Munis témoigna dans le procès contre le POUM et démentit les accusations de trotskysme formulées contre les dirigeants poumistes. Dans le procès, Munis déclara que les dirigeants du POUM n'étaient pas trotskystes, et que seuls l'étaient lui et la section bolchevique-léniniste d'Espagne. Comme le signale Agustín Guillamón, *« Munis, sans nul doute, fit ce qu'il devait. On ne peut pas en dire autant des militants du POUM, qui se contentèrent (...) de nier qu'ils étaient trotskystes, mais sans jamais défendre le trotskysme comme un courant du mouvement ouvrier face aux calomnies du stalinisme. Et de plus (...), quoique sachant que Munis, "Carlini" et Jaime Fernández n'étaient pas les auteurs de l'assassinat du capitaine polonais du SIM Léon Narwicz, ils n'eurent pas l'intention ou la capacité, ou l'envie, ou ne pensèrent pas qu'il était de leur devoir, ou simplement ils n'eurent pas l'occasion de les laver d'une accusation qu'ils savaient fausse, mais qui impliquait la peine de mort »* (14).

Luis Gonzalez

(14) Agustín Guillamón, *"Le procès de la République de Negrín contre la section bolchevique-léniniste d'Espagne, février 1938 à janvier 1939. Bilan", Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* (cahier n° 15), Barcelone, janvier 1999.


U.G.T CNT-FAI
Compañeros Somos Triunfadores en toda España
Viva la FAI-CNT

Les trotskystes à Vorkouta

(Jean-Jacques Marie)

Soljenitsyne écrit dans *L'Archipel du Goulag* : *"J'écris pour la Russie sans langue, c'est pourquoi je parlerai donc peu des trotskystes : ce sont tous des gens d'écriture, et ceux d'entre eux qui en ont réchappé ont sans doute déjà préparé des mémoires détaillés et peindront leur dramatique épopée plus exhaustivement et plus précisément que je ne saurais le faire"* (1).

Ici, chez Soljenitsyne, le polémiste politique l'emporte, comme souvent, sur l'historien qu'il prétend être. D'abord, Soljenitsyne sait parfaitement que les trotskystes réels ont été systématiquement exterminés en 1937-1938, que les survivants étaient très rares et que peu, parmi ces derniers, étaient en état d'écrire leurs souvenirs. C'est pourquoi, parmi les centaines de souvenirs des camps staliniens, on peut compter littéralement sur les doigts de la main ceux qui appartiennent à des "trotskystes".

Il sait tout aussi bien que ceux qui portaient sur leur dossier le signe KRTD (*"activité contre-révolutionnaire trotskyste"*) avaient peu de chance de sortir du camp vivants, qu'ils fussent véritablement trotskystes ou qu'ils ne le fussent pas, dans la majorité des cas. En témoignent les mémoires de beaucoup de ceux qui sont passés par les camps staliniens. Ainsi, Evguenia Guinzbourg appelle les condamnés pour KRTD les *"parias des camps"*.

Enfin, avant la guerre, les déportés trotskystes ont été les seuls à opposer au régime stalinien et à son administration du Goulag une résistance collective organisée, que le régime a écrasée dans le sang.

Les deux principaux centres de cette opposition ont été Vorkouta et Kolyma.

(1) Alexandre Soljenitsyne, l'*Archipel du Goulag*, tome 2, Seuil, 1974, p. 240 (édition française). Ymca-Press, 1974 , p. 311 (édition russe).

Victoire et défaite

SOLJENITSYNE commente ensuite avec dérision les récits qui lui sont parvenus sur l'attitude des trotskystes dans les camps (avec les trotskystes eux-mêmes, Soljenitsyne n'a pas eu de contacts, car, au milieu des années 1940, il n'en restait pratiquement plus, la grande majorité d'entre eux ayant été fusillés à la suite des procès dans les camps ou torturés à mort par le régime spécial établi pour eux). Sans avoir assisté personnellement à aucun de ces actes de protestation (après l'extermination des trotskystes, ces actions collectives n'avaient plus cours), il truffe de remarques caustiques son récit des faits de résistance des trotskystes : les chants révolutionnaires qu'ils entonnaient, les slogans politiques antistaliniens qu'ils scandaient, les drapeaux en berne qu'ils accrochèrent sur les baraquements pour le vingtième anniversaire de la révolution d'Octobre, etc. Soljenitsyne se sent plus de sympathie pour son ami Dmitri Panine, l'auteur des *Carnets de Sologdine* (1), qui regrette vivement que Hitler n'ait pas gagné la guerre et ainsi "libéré" les peuples de l'Union soviétique. Pour Soljenitsyne, donc, l'attachement des déportés trotskystes au bolchevisme ne pouvait être que "comique" et "subversif". Il doit néanmoins ajouter à son récit ironique le constat : *"Oui, voilà des politiques pur sang"* (2).

Le fer rouge de la lettre "T"

Dans *Les Récits de Kolyma,* Varlam Chalamov évoque longuement le sort du "KRTD", à qui, *« dans tous les camp, les gardiens faisaient la chasse : pas un seul chef n'aurait voulu faire montre de faiblesse pour exterminer ces "ennemis du peuple" »* (3).

Selon lui, à partir de 1937, les dossiers des "KRTD" comportaient des instructions spéciales : *"Durant l'incarcération, priver de liens télégraphiques et postaux, employer uniquement aux travaux manuels pénibles, faire un rapport une fois par mois."* Ces instructions spé-

(1) Dmitri Panin, *Zapiski Sologdina, Possev-Verlag*, 1973.

(2) Alexandre Soljenitsyne, *op. cit*, pp. 241(édition française) et 312 (édition russe).

(3) Varlam Chalamov, *Les Récits de Kolyma*, Lida, Lettres nouvelles, Denoël, 1969, p. 226.

ciales, souligne Chalamov, *« étaient un ordre de tuer, de ne pas laisser sortir vivant. Tous les "spéciaux" savaient que cette feuille de papier pelure imposait aux autorités, depuis l'escorte jusqu'au directeur de camp, de surveiller, de dénoncer et de prendre des initiatives, et que n'importe quel petit chef devait contribuer à les exterminer, sous peine d'être dénoncé par ses propres camarades »* (4).

L'un des héros de Chalamov, l'opposant Krist, évoque ce qu'il appelle *« la flétrissure fatale de "KRTD" (...). La lettre "T" était une marque au fer rouge, qui vouait Krist à être persécuté durant de nombreuses années (...). Le Code pénal ne contenait pas d'autre article aussi dangereux pour l'Etat que celui qui se résumait à cette lettre "T". Ni la trahison de la patrie, ni le terrorisme, ni tout cet éventail de points de l'article 58. Le sigle de quatre lettres de Krist, c'était la marque de la bête sauvage qu'il fallait abattre, qu'on avait ordonné d'abattre »* (5).

Le condamné qui a, par miracle, survécu jusqu'à leur libération mais garde, souligne Krist, cette flétrissure de la lettre "T" dans son dossier d'internement, dans son casier judiciaire, sait que, même après avoir purgé sa peine, ces quatre lettres "KRTD" dans son casier judiciaire lui fermeraient toutes les portes quoi qu'il arrive, toute sa vie, en tout lieu, ne le priveraient pas seulement de carte d'identité, elles ne lui permettraient jamais de trouver un travail et de quitter le territoire du camp.

Les documents

Une demi-douzaine de documents donnent des renseignements importants sur la grève de la faim des trotskystes à Vorkouta, dont Soljenistyne donne une brève relation assez imprécise dans l'*Archipel du Goulag* (6).

— Un article rédigé par un survivant de Vorkouta, signé M. B., publié en novembre 1961 dans le mensuel des mencheviks russe en exil, dirigé par Boris Nicolaievski, Sotsialisticheski Vestnik, publié plusieurs fois en français et longuement cité par Pierre Broué dans le dernier ouvrage qu'il a publié de son vivant, *Communistes contre Staline* (7).

— Les souvenirs de la veuve d'Adolphe Ioffé, Maria Ioffé, alors détenue à Vorkouta, où elle était affectée au service médical (8).

— Un ensemble de témoignages d'anciens de Vorkouta réunis dans le fonds Nicolaievski à Hoover (boîtes 233, 237, 628), et en particulier les souvenirs de Balachov, Rakhalov.

— Des documents sur le camp de Vorkouta publiés en 1991 dans le recueil *Syktyvkar*.

— Un chapitre du livre de l'Ukrainien Kostiouk, *Les Années maudites*, publié dans la revue *Quatrième Internationale* (avril-mai-juin 1981), très largement cité et utilisé par Pierre Broué dans *Communistes contre Staline*.

— La déposition — à charge, donc à manier avec précaution — de Rudolf Abiks, trotskyste qui a capitulé ou agent stalinien infiltré dans les rangs trotskystes, ou ancien trotskyste repenti devenu agent provocateur et condamné en 1936 à cinq ans de camp (9).

— Le témoignage de Joseph Berger, ancien secrétaire du Parti communiste de Palestine, ballotté en URSS de prisons en camps de 1937 à 1956, publié dans ses souvenirs, *Naufrage d'une génération* (10). Joseph Berger n'a pas été lui-même déporté à Vorkouta. Il a rencontré des rescapés de ce camp qui n'avaient pas pris part à la grève de la faim des

(4) *Ibidem*.

(5) *Ibidem*.

(6) Alexandre Soljenitsyne, l'*Archipel du Goulag*, pp. 241-242 (édition française), pp. 313-315 (édition russe).

(7) Ce récit a été publié dans la revue *Quatrième Internationale*, de décembre 1962, puis dans *Les Cahiers Léon Trotsky* (désignés ultérieurement par les initiales *CLT*), n° 53, avril 1994, et enfin dans *La Vérité*, n° 49-50, mai 2006.

(8) Maria Ioffé, *One long night*, New Park Londres, 1978.

(9) Le récit d'un témoin à charge, *Les Cahiers du mouvement ouvrier* (désignés ultérieurement par les initiales *CMO*), n° 2, juin 1998, pp. 57 à 63.

(10) Joseph Berger, *"Le naufrage d'une génération", Les Lettres nouvelles*, Denoël, Paris, 1974.

trotskystes, dont ils avaient pu suivre le déroulement, et rapporte leur témoignage. Il a aussi passé une nuit dans une cellule de la Loubianka avec un participant de cette grève de la faim rapatrié par le NKVD de Vorkouta à Moscou pour y être condamné à mort et fusillé : Serguei Sedov, le fils aîné de Léon Trotsky...

Le point de départ

Après l'assassinat de Kirov, le 1er décembre 1934, Staline déchaîne une répression brutale et massive contre les anciens et les nouveau opposants apparus depuis le début des années 1930, en particulier contre les "trotskystes". Une vague de déportations emporte dans les camps des centaines de trotskystes, même parmi ceux qui, auparavant, par désespoir, s'étaient ralliés à Staline — certains revenant, à partir de 1935, sur leur ralliement. De plus, nombre de trotskystes qui n'avaient pas "désarmé" ont été retransférés en 1936 des prisons et des lieux de déportation à Moscou pour de nouvelles enquêtes, au cours desquelles ils ont subi des tortures monstrueuses (qu'évoque Anatoli Rybakov dans *L'Année 35 et quelques autres*). Mais aucun n'accepta de faire les dépositions qu'on exigeait d'eux et ne fut traîné dans les procès truqués.

Une nouvelle génération de jeunes trotskystes

Dès la première étape de la grande purge, il s'avéra que, en dépit des campagnes de calomnies et des répressions féroces, s'était formée une nouvelle génération de jeunes trotskystes nés pendant ou après la révolution. Cette nouvelle génération d'opposants se dresse face à Staline et à la bureaucratie, en même temps que les ralliés d'hier qui se joignent à eux. Au cours de l'année 1936, tous les trotskystes en exil ou en prison furent transférés dans des camps de concentration. La vieille bolchevique, stalinienne, Z. N. Nemtsova se rappelle que, sur le bateau qui emmenait les prisonniers à Vorkouta, elle rencontra un groupe important de trotskystes. Entre les trotskystes et les staliniens qui partageaient le même sort, il y eut une bagarre, au cours de laquelle *"nous les traitions de fascistes et eux nous traitaient de même"* (11).

La grève de la faim engagée par les trotskystes dans le camp de Vorkouta, au nord de la Sibérie, en 1936, est le premier épisode de masse d'une lutte des trotskystes dans les camps, qui va durer jusqu'à la fin de 1937 et connaître son point culminant à Magadan. Pour mettre fin à leur combat, Staline les fera tous massacrer.

L'ancien détenu de Vorkouta A. Rakhalov raconte comment les choses ont commencé. Avant 1936, les trotskystes qui n'avaient pas capitulé se trouvaient pour la plupart en exil, où ils avaient emporté leurs bibliothèques. Leurs enfants étaient avec eux. Comme à l'école, *"il leur arrivait souvent d'entendre les maîtres parler du bonheur des enfants soviétiques sous le soleil de Staline et du difficile mais victorieux combat du guide contre les ennemis du peuple"* (qu'étaient leurs parents), ces parents "pestiférés" en eurent vite assez du poison distillé à forte dose et retirèrent leurs enfants pour s'en occuper eux-mêmes (12).

Au début de 1936, les trotskystes déportés furent embarqués avec leurs familles dans des wagons et envoyés à Arkhangelsk, et de là à Vorkouta, au-delà du cercle polaire, où ils apprirent que, dans leur condamnation, le mot "exil" avait été remplacé systématiquement par celui de "camp" et qu'ils passaient donc du statut de "déportés administratifs" à celui de détenus. En outre, on allongeait sans explication leur peine de cinq ans.

Le convoi où se trouvaient Serge Sedov, Poznansky, l'ancien secrétaire de Trotsky, Vassili Kossior, ancien directeur

(11) *Ogoniok*, n° 27, 1988.

(12) Vadim Rogovine, *1937*, Moscou, 1996 p. 356. Ce chapitre 44 du livre de Rogovine est intégralement traduit dans les *CMO*, n° 27 (août-septembre 2005), pp. 97 à 109. Pierre Broué, *Communistes contre Staline*, p. 301.

de l'industrie pétrolière, avançait très lentement. Leurs réserves de nourriture furent bientôt taries et la ration des convois ne leur suffisait pas à les nourrir. Selon Rakhalov, les enfants ne demandaient pas de morceau de pain supplémentaire. Ils comprenaient que leur sort était entièrement lié à celui de leurs parents.

Selon Rakhalov, enfin, *"l'état d'esprit des arrivants était loin d'être dépressif, mais il était au contraire solide, énergique et... plein de haine"*.

"Les trotskystes, ajoute Rakhalov, *disposaient indiscutablement d'une grande expérience de la lutte révolutionnaire, grâce à laquelle ils savaient faire preuve de cohésion, d'amitié et de courage, et savaient observer certaines mesures de sécurité dans le travail et le combat"* (13).

Dans sa déposition du 12 septembre 1937, Rudolf Abiks — qui, chaque fois qu'il utilise le mot "trotskyste", le fait évidemment suivre du qualificatif *"contre-révolutionnaire"* — souligne : *"Jusqu'à l'arrivée des convois de 1936, composés dans leur écrasante majorité de condamnés pour activité contre-révolutionnaire trotskyste, les grèves de la faim ne constituaient que des cas isolés."*

La déportation massive de trotskystes change donc la donne dans les camps où ils sont envoyés et Abiks souligne d'emblée pourquoi : *"Après l'arrivée du convoi du 9 août commencent à apparaître des signes de préparation d'une grève de la faim collective dans tous les points et secteurs de Vorkouta."* Les membres du convoi avancent une série de revendications, déclare Abiks, *« sur des problèmes d'installation, de travail, d'alimentation, etc. Les zeks de ce convoi exigèrent d'être affectés à des tâches correspondant à leur qualification, réclamèrent l'attribution d'une "ration de politique" et exigèrent d'être logés dans des baraquements distincts de ceux des détenus condamnés en vertu d'autres articles du Code pénal »* (14).

Deux autres convois arrivèrent à Vorkouta dans les semaines qui suivirent. Ils renforcèrent la détermination de leurs camarades déjà installés et fournirent une nouvelle fournée de dirigeants de la grève de la faim en préparation.

Avant leur arrivée à Vorkouta, l'un des groupes de trotskystes en provenance d'Arkhangelsk y avait déjà organisé une grève de la faim.

Au milieu et à la fin des années 1930, les trotskystes formaient à Vorkouta un groupe à la fois très nombreux et assez disparate ; une partie d'entre eux avait conservé son ancien nom de "bolcheviks-léninistes". A la mine, ils étaient près de 500, au camp de Oukhto-Petchora près d'un millier, et, dans l'ensemble du rayon de Petchora, plusieurs milliers.

Cependant, sous l'étiquette "trotskyste", le NKVD rassemblait les "démocrates-centralistes" (décistes), d'anciens "droitiers" partisans de Rykov et de Boukharine, ainsi que d'anciens partisans de l'"Opposition ouvrière" de Chliapnikov

Mais,selon M. B., *"la grande majorité du groupe était formée de vrais trotskystes, de partisans de Léon Trotsky"*. Malgré les différences d'origine et les divergences d'analyse politique, ils formaient un groupe cohérent et uni face au NKVD et à l'administration du camp. M. B. note ainsi : *« Malgré leurs divergences, tous ces groupes, à la mine, vivaient assez amicalement sous un seul dénominateur commun : les "trotskystes". »* Il ajoute : *« En plus de ces véritables trotskystes se trouvaient alors, dans les camps de Vorkouta et d'ailleurs, plus de 100 000 internés, qui, membres du parti ou des jeunesses, avaient adhéré à l'opposition trotskyste, puis, à différentes époques et pour diverses raisons (dont les principales furent, évidemment, les répressions, le chômage, les persécutions, l'exclusion des écoles et facultés, etc.), furent contraints de "se repentir de leurs fautes" et de s'éloigner de l'opposition »* (15). Bref, cet ensemble constitue une force réelle.

Les trotskystes orthodoxes arrivèrent à la mine durant l'été 1936. Ils s'installèrent en masse compacte dans deux

(13) Vadim Rogovine, *ibidem*, p. 357. *CMO*, n° 27, p. 108.

(14) *CMO*, n° 2, p. 57.

(15) *CLT*, n° 53, p. 23.

grandes baraques. Ils se refusèrent catégoriquement à travailler dans les puits. Ils ne faisaient de leur propre autorité et d'une manière organisée que le travail de surface, et durant 8 heures seulement, et non pas 10 et 12, exigées par le règlement et que faisaient les autres détenus.

Arrivés au camp, ils y créèrent un journal oral, la *Pravda derrière les barreaux*, et une feuille satirique intermittente, *Moins qu'un chien*, évoqués l'un et l'autre par Maria Ioffé.

Dans leur ensemble, ils étaient déportés depuis déjà près de dix ans.

Au début, ils furent envoyés dans des isolateurs politiques, puis exilés à Solovki ; enfin, ils arrivèrent à Vorkouta. Ils formaient alors l'unique groupe d'internés politiques qui critiquaient ouvertement la "ligne générale" stalinienne et offraient une résistance organisée aux geôliers. Leurs dirigeants étaient Socrate Guévorkian, Vladimir Ivanov, Melnaïs, Benjamin. Kossior et l'ex-secrétaire de Trotsky, Poznansky.

M. B. décrit ainsi ces dirigeants : *« Guévorkian, jusqu'à son arrestation, travaillait comme chercheur à l'Association russe des centres de recherches scientifiques de l'Institut des sciences humaines. C'était un Arménien âgé à cette époque d'environ 40 ans. Son frère cadet était interné avec lui.*

Melnaïs, un Letton, était un peu plus jeune que Guévorkian. Après avoir été membre du comité central des Jeunesses communistes, il avait fait des études à la faculté de physique et de mathématiques de l'université de Moscou, où, en 1925-1927, il était à la tête d'un groupe fort important (quelques centaines de personnes) d'étudiants oppositionnels.

Fin 1927, Melnaïs fut un des premiers opposants de l'université à être arrêté. Son arrestation provoqua une explosion d'indignation parmi les étudiants (...).

Vladimir Ivanov, vieux-bolchevik et membre du comité central, jusqu'à son arrestation, dirigeait le chemin de fer sino-oriental. Il avait adhéré, ainsi que sa femme, au groupe des "centralistes démocrates" (décistes) » (pour les décistes, la dégénérescence bourgeoise de la dictature stalinienne était déjà accomplie dès la fin des années 1920 ; cependant, en cas de guerre, ils se déclaraient pour la défense de l'URSS).

Quand le XV[e] Congrès décida incompatibles l'appartenance à l'opposition et au PC, Ivanov quitta l'opposition ; il fut arrêté après l'assassinat de Kirov. Au camp, il était responsable du chemin de fer à voie étroite long de 60 kilomètres reliant la mine de Vorkouta à la rivière Oussa.

Au début de 1936, le NKVD l'accusa de saboter cette petite ligne. Un jury spécial du Haut Tribunal de la République des Komis vint au camp et, après une séance à huis clos où Ivanov refusa de répondre aux juges, contraints de se contenter de trois truands recrutés comme faux témoins, condamna Ivanov à la peine de mort, commuée en dix ans de camp.

"Le frère de Vassili Kossior, Stanislas, siégeait au bureau politique et était en même temps secrétaire du Parti communiste ukrainien. Au camp, Kossior travaillait à la chaufferie ; il apportait dans une brouette le charbon nécessaire aux chaudières.

Sa première femme, une Ukrainienne avec laquelle il avait divorcé, et sa deuxième femme, une Russe qu'il avait épousée en déportation, se trouvaient aussi dans le camp.

Poznansky était passionné de musique et du jeu d'échecs" (16).

Août 1936 : *"Coup d'Etat contre-révolutionnaire dans notre pays"*

Le premier procès de Moscou, dit des Seize, qui s'ouvre le 19 août et se clôt le 24 août par la condamnation à mort de tous les accusés, dont les vieux dirigeants bolcheviques Zinoviev et Kamenev, cristallise la volonté de grève. Tout

(16) *Ibidem*, pp. 23 à 25.

le groupe des trotskystes dits "orthodoxes" se trouvant à la mine se réunit. Guévorkian soumet à la discussion la question clé : que faire ? « *Il est maintenant évident que le groupe des aventuriers staliniens achève son coup d'Etat contre-révolutionnaire dans notre pays. Toutes les conquêtes progressistes de notre révolution sont en danger de mort. Non seulement les ténèbres du crépuscule, mais celles de la nuit noire et profonde enveloppent notre pays. Aucun Cavaignac n'a fait couler autant de sang des classes laborieuses que ne le fait Staline. Anéantissant physiquement tous les groupes oppositionnels du parti, il aspire à une dictature personnelle sans partage. Le parti et le peuple entier sont soumis à l'examen et à la justice sommaire de l'appareil policier (...). La nation glisse irrésistiblement dans le marais thermidorien. C'est le triomphe des forces centristes petites-bourgeoises, dont Staline s'avère l'interprète, le porte-parole et l'apôtre. Aucun compromis avec les traîtres staliniens et les bourreaux de la révolution n'est possible (...). Avant de nous anéantir, Staline cherchera à nous humilier le plus qu'il pourra. En mettant les internés politiques au même régime que les "droits communs", il s'efforce de nous disperser parmi les criminels et de dresser ceux-ci contre nous. Il ne nous reste qu'un unique moyen de lutte dans ce combat inégal : la grève de la faim. Avec un groupe de camarades, nous avons déjà ébauché la liste de nos revendications, dont déjà beaucoup d'entre vous ont eu connaissance. Je vous propose donc, maintenant, d'en discuter tous ensemble et de prendre une décision* » (17).

Des groupes trotskystes se trouvant dans d'autres camps (station Oussa, Tchibiou, Kotchmess, etc.) en avaient également discuté et avaient envoyé leur accord de soutien des revendications et de participation à la grève de la faim. Ces revendications furent ratifiées par l'unanimité des présents. Elles stipulaient, selon le récit de M . B. :

« *1. Abrogation de la décision illégale du NKVD concernant le transfert de tous les trotskystes des camps administratifs dans des camps de concentration. Les affaires relatives à l'opposition politique au régime ne doivent pas être jugées par les tribunaux spéciaux du NKVD, mais dans des assemblées juridiques publiques.*

2. La journée de travail, au camp, ne doit pas dépasser 8 heures.

3. L'alimentation des détenus ne doit pas dépendre de leur norme de rendement. Cette dernière ne doit pas être stimulée par la ration alimentaire, mais par une prime pécuniaire.

4. Séparation, tant au travail que dans les baraquements, des détenus politiques et des condamnés de droit commun.

5. Les invalides, vieillards et femmes détenus politiques doivent être transférés hors des camps polaires dans des camps où les conditions climatiques sont plus favorables » (18).

Kostiouk donne une liste de revendications plus longue et sensiblement différente, bien que son point 1 soit identique au point 4 de la liste ci-dessus :

"1. La séparation des prisonniers politiques et des criminels de droit commun.

2. L'abolition des privilèges existant encore et permettant aux traîtres d'occuper des postes plus élevés (chefs de brigade, contrôleurs des travaux, éducateurs, etc.) que ceux des prisonniers politiques.

3. L'affectation à un travail correspondant à la profession de chaque détenu. Si cela s'avérait impossible, il devrait être tenu compte, lors de l'affectation, des capacités physiques et de l'état de santé de chaque détenu.

4. La normalisation des rations alimentaires indépendamment des normes atteintes.

5. L'application intégrale de la législation du travail (journée de huit heures, versement d'un salaire pour tout travail accompli, jours fériés).

6. Le droit pour les détenus d'acheter avec l'argent de leur salaire des produits alimentaires et des produits d'usage courant au magasin du camp.

(17) *Ibidem*, pp. 25-26.

(18)Vadim Rogovine, *Partia Rasstrelianykh*, Moscou, 1997, p. 301.

7. Le droit pour les détenus d'entretenir une correspondance régulière avec leur famille.

8. Le droit pour les couples mariés de vivre ensemble à l'intérieur du camp.

9. Le droit de s'abonner à des journaux et revues publiés en Union soviétique" (19).

Rakhalov donne encore une version un peu différente de leur plate-forme.

La différence entre ces textes s'explique sans doute par l'information donnée par Abiks. Selon lui, un *"texte de base unique fut élaboré par un groupe central établi à la mine. Cependant, par endroits, les grévistes recrutés modifièrent tel ou tel aspect du texte pour des raisons tactiques"* (20).

Selon lui, d'ailleurs, des divergences éclatèrent entre partisans ou non d'une analyse politique de l'Union soviétique et de revendications politiques. Le déciste Slitinski en est un partisan résolu, alors que les "trotskystes" qu'Abiks qualifie d'orthodoxes affirment nécessaire d'avancer seulement des revendications économiques et de conditions de vie, car la grève de la faim collective est en elle-même une manifestation politique, et l'introduction de revendications politiques peut freiner le recrutement d'un cercle plus large de détenus dans la grève. Leur avis l'emporte.

Il avait été recommandé, lors de la réunion, que les malades, les invalides et les vieillards ne participent pas à la grève de la faim ; néanmoins, tous ceux-là repoussèrent énergiquement cette recommandation.

Une direction de cinq membres, avec à sa tête Guevorkian, est chargée de fixer la date du début de cette grève de la faim après en avoir informé les autres groupes trotskystes disséminés sur l'immense territoire des camps de Oukhto-Petchora.

Une *"grève sans précédent"*

Le 18 octobre 1936, selon Abiks, le 27 octobre, selon M. B, commence la massive grève de la faim des détenus politiques, que M. B. qualifie de *"grève sans précédent et exemplaire dans les conditions des camps soviétiques"*. Le matin, au signal du réveil, dans presque chaque baraquement, des détenus se déclarent grévistes. Les deux baraquements où étaient installés des trotskystes firent grève en totalité. Même des plantons firent la grève. Pendant les quatre mois où elle dura, plus de mille détenus, dont la moitié étaient à la mine, y participèrent. Certains moururent d'épuisement.

Les deux premiers jours, les grévistes demeurèrent à leurs places habituelles. Puis, l'administration du camp décida de les isoler du reste des détenus, craignant que leur exemple n'entraîne ces derniers. Dans la toundra, à quarante kilomètres de la mine, sur les berges de la Syr-Laga, restaient des baraques primitives à moitié démolies, qui, précédemment, avaient servi lors des sondages de recherche minière. Le NKVD les fit tant bien que mal remettre en état de toute urgence et fit appel à des habitants de la région, qui, avec leurs attelages de rennes, y transportèrent les grévistes de la faim, au nombre bientôt de six cents. M. B. donne de leur installation une description minutieuse : *"Dans les tentes et dans les huttes en torchis de Syr-Laga, le froid était terrible. Les petits poêles de fonte primitifs ne donnaient qu'une faible chaleur (...). Il semble que les grévistes souffraient plus du froid et de la dureté des lits que de la faim (...). Bien des camarades ne purent supporter ces souffrances (...). Les dirigeants de la grève annoncèrent que celui qui sentait ses forces l'abandonner avait moralement le droit d'arrêter. Beaucoup de grévistes suivirent ce conseil, mais d'autres poursuivirent la grève et plusieurs d'entre eux en moururent"* (21).

L'organisation de la grève

D'autres grévistes furent rassemblés non loin de Tchibiou, d'autres à Oussa.

(19) *Quatrième Internationale*, avril-mai-juin 1981, p. 111, et Pierre Broué, *op. cit.*, p. 310.

(20) *CMO*, n° 2 , p. 59.

(21) *Ibidem*, p. 325.

Les grévistes, sous la direction d'un comité de cinq membres, prennent plusieurs mesures d'organisation : ils désignent par chambrée un "staroste", chargé de recevoir et transmettre les informations qui leur sont communiquées par une équipe d'agents de liaison. Le NKVD mit longtemps à découvrir l'identité de ces "statrostes", dont l'un ne fut démasqué que le jour même où la grève cessa ! Même une fois les grévistes emmenés à Syr-Laga, les autres détenus finirent par apprendre que la grève continuait et que les trotskystes n'avaient pas l'intention de se rendre. Même les employés libres, malgré les encouragements du NKVD, ne manifestèrent aucune haine pour les prétendues *"manœuvres des contre-révolutionnaires"*.

Joseph Berger a rencontré, au cours de ses errances de prison en camp soviétique, des détenus qui ont ajouté à ce récit quelques détails, qu'il cite dans *Naufrage d'une génération*. Il signale en particulier : *"Les enfants eux-mêmes tinrent bon, bien que les animateurs du mouvement aient supplié les mères de leur épargner ce spectacle insoutenable"* (22).

Après avoir isolé les grévistes, le Guépéou prit les mesures nécessaires afin que le mouvement ne s'étende pas dans le pays et soit ignoré hors des frontières. Les détenus n'eurent plus le droit de correspondre avec leur famille, les employés salariés du camp se virent supprimer leurs congés et leur droit de déplacement. Le NKVD tenta de dresser les autres détenus contre les grévistes. A la mine, il n'y avait plus de réserves de vivres, plus de quoi nourrir ceux qui travaillaient aux puits : l'administration du camp soutint qu'elle avait dû dépenser de grandes réserves de graisse et de sucre, stockées pour les travailleurs de fond, pour l'alimentation artificielle des trotskystes.

A la fin du premier mois de grève, un des participants était mort d'épuisement ; deux autres encore devaient mourir au cours du troisième mois. D'après Abiks, les dirigeants les utilisèrent pour relancer une grève déclinante : *« Le déciste Slitinski mit en scène une tentative de suicide en s'ouvrant les veines sur la neige en face de la salle (sans que cette tentative ait la moindre conséquence physique pour le manifestant). Slitinski écrivit une longue déclaration au "prolétariat mondial", qu'il invitait à connaître les "horreurs" de Vorkouta en exposant dans les termes les plus vifs la plate-forme des grévistes »* (23). Ce même mois, deux grévistes, des trotskystes non orthodoxes, cessèrent volontairement la grève. Enfin, juste quelques jours avant la fin de la grève, mourut un des participants.

Une grève de 132 jours !

Le chef de la section politique du camp, Oujov, vient un jour narguer les grévistes : *"Vous pensez peut-être que l'Europe entendra parler de votre grève de la faim et vous prendra sous sa protection ? Imbéciles ! N'y comptez pas ! Nous nous foutons de l'Europe"* (24). Cette apostrophe fit certainement du bruit, puisque Soljenitsyne la cite sous une forme à peine différente : *"Vous vous figurez que l'Europe aura vent de votre grève ? On s'en contrefout de l'Europe !"* (25).

L'un des grévistes avait en effet, par l'intermédiaire d'un habitant, réussi à informer de la grève sa femme, Anglaise d'origine, qui parvint à quitter l'URSS et informer l'opinion publique de la grève de la faim des trotskystes de Vorkouta.

Soljenitsyne avance une affirmation qu'aucun témoin ne confirme : *"Le ralliement à la grève de vingt apaches, caïd en tête (...)"*, qui, bientôt, *"firent sécession, et Moscou-le-caïd expliqua à la radio du camp qu'il avait été induit en tentation par les trotskystes"* (26).

Un soir de février, un commando du NKVD venu de Moscou vint enlever des

(22) Joseph Berger, *op. cit.*, p. 104.

(23) *CMO*, n° 2, p. 63.

(24) *Quatrième Internationale*, avril-mai-juin 1981, p. 1123. Pierre Broué, *op. cit.*, p. 325.

(25) Alexandre Soljenitsyne, *op. cit.*, p. 242 (édition française), p. 314 (édition russe).

(26) *Ibidem*.

tentes des grévistes Vassili Kossior, Vladimir Ivanov et Serguei Sedov, le fils de Léon Trotsky, qui, étranger à toute activité politique, avait refusé de suivre ses parents en exil en 1929, et embarqua les trois hommes à Moscou.

Après de longues négociations, qu'évoque Abiks, la grève fut arrêtée le 8 février 1937. Tous les souvenirs citent la même durée sans précédent de la grève de la faim : **132 jours.**

Selon M. B., Moscou envoie alors au camp un télégramme stipulant : *"Faites savoir aux grévistes de la faim détenus dans les mines de Vorkouta que leurs revendications seront satisfaites"* (27). Moscou a certainement bien fait un geste de ce type, mais le texte de ce télégramme est en revanche hautement improbable. Que Iejov ou l'un de ses adjoints aient utilisé les expressions "grévistes de la faim" et "revendications" contredit en effet les habitudes strictes de l'appareil stalinien dans le domaine du langage : les mots grèves et revendications sont interdits. Lorsqu'ils se produisent dans la vie sociale, ils sont désignés comme autant d'actes de "houliganisme". Toute grève est qualifiée de "volynka" (le fait de sécher le travail)... A fortiori dans un camp.

Après cent trente-deux jours de grève de la faim et le sentiment d'avoir remporté une victoire, les trotskystes furent donc ramenés à la mine, reçurent l'alimentation réservée aux malades et, au bout de quelque temps, reprirent le travail, mais uniquement en surface ; certains d'entre eux même étaient dans les bureaux de direction de la mine, en qualité d'employés, de comptables, d'économistes, etc.

Leur journée de travail ne dépassait pas 8 heures, leur ration alimentaire était indépendante de leur norme de rendement. Abiks commente ce résultat avec une étrange ironie. Un sondage effectué sur 72 grévistes, écrit-il, montre que *"63 % d'entre eux étaient des journalistes, consultants juridiques, pédagogues, travailleurs scientifiques, etc."* (28).

Soljenitsyne commente avec son ironie habituelle : *"La grève cessa. Impuissants prisonniers des camps, comment eussent-ils pu obtenir l'accomplissement de ces promesses ? Or on les avait trompés : aucune d'elle ne fut tenue"* (29).

Ce qui est faux. Elles seront reprises, ce qui est autre chose.

Le massacre final

L'attention de tous les détenus politiques était maintenant axée sur les nouveaux procès de Moscou, dont la radio parlait largement. A la fin de juin 1937 arrivent de nouveaux détenus. *"Leurs récits,* écrit M. B, *signalaient les arrestations massives, les injures, les exécutions sans procès derrière les murs du NKVD, et cela dans tout le pays. Au début, personne ne voulait y croire. Mais, sans arrêt, de nouveaux détenus arrivaient de Russie, d'anciens amis et connaissances se retrouvaient : il devenait impossible de ne plus les croire."*

« Malgré ces faits manifestes, écrit M. B., *un certain nombre de détenus attendaient avec impatience l'automne 1937 et le 20e anniversaire de la révolution d'Octobre ; ils espéraient, à cette occasion, et à l'image de 1927, une large amnistie du gouvernement, d'autant plus que, peu auparavant, avait été adoptée la très prometteuse "Constitution stalinienne"»* (30).

Abiks confirme : *"Ils comptaient que l'administration serait conciliante à l'approche de l'anniversaire de la révolution d'Octobre"* (31).

Leur attente fut sauvagement trompée. En 1937, en effet, Staline parachève la liquidation du vieux Parti communiste pour instaurer sur ses ruines le parti de la nomenklatura : dans la logique de ce bouleversement, l'anniversaire de la révolution d'Octobre devait déboucher sur la liquidation des trotskystes et, plus lar-

(27) *CLT*, n° 53, p. 28.Vadim Rogovine, *Partia Rasstrelianykh*, p. 302.

(28) *CMO*, n° 2, p. 62.

(29) Alexandre Soljenitsyne, *op. cit.*, p. 242 (édition française), p. 315 (édition russe).

(30) *CLT*, n° 53, p. 28.

(31) *CMO*, n° 2, p. 62.

gement, de milliers d'anciens opposants et même de staliniens...

Le régime des camps empira encore et brutalement. Les brigadiers et chargés de l'ordre — des droits communs —, ayant reçu de nouvelles directives de la direction du camp, s'armèrent de gourdins et se mirent à matraquer systématiquement les détenus.

L'une de leurs distractions consistait à ordonner aux anciens grévistes de se coucher dans la neige déshabillés et d'y rester des heures durant.

La vengeance du Guépéou

L'administration décide alors d'isoler les participants à la grève de l'hiver 1936-1937 et les installe à l'écart du camp, à une vingtaine de kilomètres de celui-ci, dans une ancienne briqueterie, dont subsistaient alors quatre bâtiments à moitié en ruine et sans moyen de chauffage, selon le témoignage de Maria Ioffé, la veuve d'Adolphe Ioffé. 1 200 détenus y étaient déjà entassés, dont une bonne moitié de trotskystes. Le nombre de gardiens est — fait exceptionnel — aussi élevé : 1 200 ! Un gardien par détenu. Leur ration alimentaire est de 400 grammes de pain par jour. L'arrivée des anciens grévistes, si l'on en croit Maria Ioffé, donne une impulsion nouvelle à la vie politique de la briqueterie. Elle écrit dans un style quelque peu ampoulé : *"La briqueterie avait réuni sous son toit délabré le meilleur de l'élite créatrice des camps, le peuple des esprits vaillants et courageux. Avec leurs arguments et leur entraînement, leur capacité à donner des réponses logiques, parfois prophétiques, ils avaient apporté un dynamisme de vie dans l'existence statique intolérable de cette boîte incroyablement gelée et pleine de malades"* (32).

Le 25 décembre 1937, une "troïka" du NKVD juge et condamne à mort les principaux dirigeants du mouvement de grève, dont Socrate Guevorkian, Grigori Iakovine, et Grigori Voulfovitch. Pour d'obscures raisons, la sentence n'est pas immédiatement appliquée. *"Tout l'hiver 1937-1938,* note M. B., *des détenus, affamés, campant dans des baraques à la briqueterie, attendaient une décision concernant leur sort"* (33).

Enfin, fin février, arrivent en avion à Vorkouta, venant de Moscou, trois officiers du NKVD, le lieutenant Kachketine en tête. Ce denier est muni d'un ordre du NKVD n° 00409. Selon Vadim Rogovine, les deux zéros qui figurent au début de cet ordre indiquent qu'il a été visé par Staline lui-même. Le choix de Kachketine est éclairant : en septembre 1936, la commission médicale du NKVD l'avait reconnu malade d'une névrose à tendances psychotiques. Les trois hommes débarquent à la briqueterie et organisent un interrogatoire systématique des détenus. Trente à quarante détenus sont appelés chaque jour, interrogés superficiellement cinq à dix minutes chacun, injuriés, parfois frappés de coups de poing dans le visage. Selon M. B., Kachketine frappe plusieurs fois lui-même le vieux-bolchevik Virab Virabov, ancien membre du comité central du Parti communiste d'Arménie, qui, au sortir de l'interrogatoire, hurle, selon un témoin : *"Je vais te montrer comment cogner... Me frapper au visage, moi un vieux révolutionnaire... Ordure stalinienne, bourreaux fascistes !"* (34). Ils s'acharnent tout spécialement sur Poznansky, qu'ils torturent abominablement pour obtenir de lui des dépositions compromettant Trotsky. En vain.

M. B. écrit : *"Fin mars, une liste de vingt-cinq personnes fut communiquée, parmi lesquelles figuraient Guévorkian, Virabov, Slavine, etc."* Le NKVD organise une petite comédie pour tromper les victimes : chacun se voit attribuer un kilo de pain et on leur ordonne à tous de se préparer avec leurs affaires pour un nouveau transfert vers un autre lieu non précisé. M. B. raconte : *"Au bout de 15-20 minutes, pas loin de là, à un demi-kilomètre, sur la rive escarpée de la petite*

(32) Maria Ioffé, *One long night*, pp. 42-43.

(33) *CLT*, n° 53, p. 29.

(34) Vadim Rogovine, *Partia Rasstrelianykh*, p. 303.

rivière Verkhniaïa Vorkouta (Vorkouta supérieure), une brusque salve retentit, suivie de coups de feu isolés et désordonnés ; puis, tout s'apaisa de nouveau. Bientôt, auprès des baraques, repasse l'escorte du convoi. Et il fut clair pour tous dans quelle sorte de convoi avaient été envoyés les détenus" (35).

Guevorkian et ses camarades, condamnés à la peine capitale le 25 décembre 1937, furent exécutés le 1er mars.

Ce jour-là, selon le rapport de Kachketine, signalé par Vadim Rogovine, 173 détenus (et non 25) furent fusillés, et l'opération (transfert compris) prit, selon Kachketine, 10 heures.

"Le surlendemain, continue M. B., *nouvel appel, cette fois de quarante noms. De nouveau, une ration de pain. Certains, d'épuisement, ne pouvaient déjà plus bouger ; à ceux-là, on promit de les installer dans une charrette (...). Près d'une heure passa. Mais de nouveau, les détonations retentirent dans la toundra ; cette fois, elles venaient de bien plus loin, en direction du chemin de fer à voie étroite passant à 3 kilomètres de la briqueterie"* (36).

Ce deuxième "convoi" convainquit définitivement les survivants de leur condamnation irrémédiable.

Les exécutions dans la toundra durent jusqu'à la mi-mai. Généralement, un jour sur deux, un jour sur trois, trente à quarante détenus étaient appelés. A chaque fois, quelques criminels de droit commun, récidivistes, y étaient inclus. Afin de terroriser les détenus, les guépéoutistes, de temps en temps, faisaient publiquement connaître, par la voie de la chaîne de radio locale, des listes de fusillés.

Et suivait une liste de noms où ceux des détenus politiques étaient mêlés à ceux de droit commun. Selon Maria Ioffé, à l'audition d'une de ces listes, *« tout le monde s'était levé et retenait son souffle comme paralysé*. "Les suivants ont été fusillés" : *le premier nom était celui de Grigori Iakovine »*, son compagnon dans le camp ; elle continue : *"Les premières lignes comprenaient tous ceux qui avaient dirigé la grève de la faim. Puis des noms, des noms et encore des noms"* (37) mélangeant toujours ceux de truands à ceux de révolutionnaires.

"Une fois, souligne M. B., *en vue de les fusiller, un groupe de près de cent détenus composé essentiellement de trotskystes fut emmené. En s'éloignant, les condamnés chantaient* L'Internationale, *soutenus par la voix des centaines de détenus restés au camp"* (38).

D'après Joseph Berger, lorsque les gardes mitraillèrent les condamnés, *"quelques-uns se débattirent jusqu'à la fin en criant des slogans ; comme à l'accoutumée, les gardes étaient à moitié ivres. Quand tout fut fini, les gardes arrosèrent de pétrole cadavres et haillons, et y mirent le feu. Pendant longtemps, de grandes lueurs embrasèrent les profondeurs de la forêt"* (39).

Début mai, le NKVD fusilla un groupe de femmes, dont la communiste ukrainienne Choumskaïa Smirnova (la femme d'Ivan Nikititch Smirnov, ancien dirigeant bolchevique condamné à mort du premier procès de Moscou, et dont la fille, Olga, jeune fille apolitique passionnée de musique, avait été fusillée un an avant à Moscou), les femmes de Kossior, de Melnaïs et quelques autres. Une de ces femmes se déplaçait avec des béquilles. Lors de l'exécution d'un oppositionnel, sa femme, internée, était automatiquement passible de la peine capitale, et quand il s'agissait des oppositionnels les plus en vue, ses enfants de plus de douze ans étaient également passibles de l'exécution.

En mai 1938, quand les exécutions s'arrêtèrent, il restait à peine plus de cent détenus...

Au total, Kachketine procéda à l'exécution de 2 901 (40) détenus qualifiés de trotskystes, dont la majorité l'étaient effectivement, mais dont tous ne l'étaient pas (ainsi, la propre sœur de Zinoviev...).

---

(35) *CLT*, n° 53, p. 30.

(36) *Ibidem*.

(37) Maria Ioffé, *op. cit.*, p. 35.

(38) *CLT*, n° 53, p. 31.

(39) Joseph Berger, *op.cit.*, p. 105.

(40) *Zapoliarie*, 18 septembre 1991, et Vadim Rogovine, *Partia Rasstrelianykh*, p. 304.

La liste impressionnante des trotskystes massacrés à Vorkouta comprend de nombreux cadres dirigeants de l'Opposition de gauche : Grigori Iakovine, Sokrat Guevorkian, Virap Virabov, Faïna Jablonskaia, Bella Epstein, Fiodor Dingelstedt, les anciens secrétaires de Trotsky Sermouks et Poznansky. Le massacre des trotskystes engagé à Vorkouta sera parachevé à Magadan.

Jean-Jacques Marie

Une lettre de Gomulka à Staline (14 décembre 1948)

Wladislaw Gomulka adresse le 14 décembre 1948 une longue lettre restée à ce jour inédite (1), sauf en russe. Cinq jours plus tôt, Staline a invité à Moscou Gomulka, démis de ses fonctions de secrétaire général du Parti communiste polonais en août 1948, après une réunion du plénum du comité central où il a été soumis à une vive critique. On lui a entre autres reproché (de façon parfaitement fantaisiste) de vouloir un rapprochement avec le gouvernement national en exil à Londres, donc d'avoir l'intention de donner le pouvoir à ce dernier et de préparer par là la liquidation physique des communistes !

Malgré la brutalité de cette critique, que Gomulka, après une autocritique jugée par ailleurs insuffisante, a votée, pour ne pas, dit-il, avoir l'air de favoriser *"une scission dans le parti"*, Staline l'invite à se porter candidat au bureau politique du Parti ouvrier polonais unifié, formé en 1948 par la fusion forcée du Parti socialiste polonais et du Parti communiste. Gomulka objecte et, de retour à Varsovie, il envoie à Staline cette longue lettre détaillant quatre raisons de son refus.

L'une des quatre raisons concerne sa critique du pourcentage excessif de Juifs dans les organismes dirigeants du parti et de l'Etat polonais, ses tentatives — vaines — de le réduire et sa conviction que ceux qu'ils visaient lui ont fait payer sa patriotique entreprise.

L'insistance mise sur ce point signifie que Gomulka avait déjà enregistré les premiers signes de la campagne antisémite que, sous le vocable de lutte contre le "cosmopolitisme", Staline allait déclencher publiquement dès la fin de janvier 1949 en URSS, et qui devait culminer en janvier 1953 par la dénonciation du prétendu "complot des blouses blanches".

---

(1) RGASPI, fonds 17, inventaire 128, dossier 1136, feuillets 29 à 36.

"Je juge nécessaire de réduire progressivement le pourcentage de Juifs dans l'appareil de l'Etat et du parti"

EN liaison avec la proposition du bureau politique du Parti ouvrier polonais, proposition soutenue par vous, camarade Staline, lors de notre conversation du 9 décembre, sur mon inclusion dans le bureau politique du Parti ouvrier unifié, je juge nécessaire une fois encore de vous soumettre les motifs qui me guident, en vous demandant de conseiller aux camarades polonais de déférer à mon désir et d'abandonner leur intention de me faire figurer dans la liste des candidats à l'élection du bureau politique du parti unifié.

Lors de ma conversation directe avec vous, je me suis déjà efforcé de fonder mon point de vue sur cette question, mais, peut-être parce que je connais trop mal le russe, mes explications ont eu un caractère un peu chaotique et insuffisamment clair. C'est pourquoi, en accord avec les réflexions que j'ai communiquées par téléphone au camarade Molotov le 10 décembre, je voudrais vous exposer de façon complémentaire et de la façon la plus conséquente les raisons qui ont dicté ma décision de ne pas être candidat au bureau politique du parti unifié.

Il ne fait aucun doute que les fautes que j'ai commises effectivement au cours de la dernière période, lorsque j'occupais le poste de secrétaire général du parti, exigeaient une critique variée et une autocritique exhaustive. Ce qui a été fait.

A mon avis , il y avait deux façons de réaliser la critique et l'autocritique de mes erreurs.

La première, que je jugeais la plus juste, c'est la critique et l'autocritique effectuées en principe seulement dans les instances du parti, devant lesquelles j'ai exposé des opinions erronées ou formulé mes pensées lors de discussions avec des camarades à propos de l'examen de certaines questions. Cela se limitait à deux instances du parti : le comité central et le bureau politique. Cette solution me donnait la possibilité de rester membre du bureau politique après avoir quitté le poste de secrétaire général du parti. On l'a vu, ce moyen a été écarté.

Le bureau politique a choisi une autre voie pour mettre en œuvre la critique et l'autocritique. La voie choisie a été celle de l'aveu public de mes fautes (avec une tendance manifeste à les exagérer) et la

décision de me mettre en position d'accusé devant tout le parti, bien que je me sois contenté d'exprimer mes opinions incorrectes et fausses seulement dans les instances suprêmes du parti et malgré le fait que mes fautes, en principe, ne violaient pas la ligne politique générale de notre parti ; en même temps, le fait que le bureau politique a accepté de lancer contre moi de nombreuses accusations calomniatrices, cela ne pouvait qu'aboutir à mon anéantissement moral et à la liquidation de mon autorité à un tel point qu'il devenait impossible que je reste à des postes dirigeants du parti au moins pendant une période prolongée.

Je n'ai pas l'intention de critiquer le choix de cette seconde voie par le bureau politique. Peut-être cela facilitait-il la réorientation du parti sur une nouvelle voie politique et la réalisation d'un tournant décisif de la politique sociale en Pologne à la veille du congrès d'unification. Mais en choisissant cette voie, le bureau politique devait se rendre compte que par là même il me rayait du nombre des dirigeants du parti. Telle est la première raison qui ne me permet pas de donner mon accord à ma candidature à l'élection du bureau politique du parti unifié.

(Gomulka évoque ensuite la critique portée contre lui, et en particulier le point 5 de la résolution votée lors du plénum du comité central d'août 1949, qui l'a contraint à la démission du poste de secrétaire général du parti.)

"Installer dans le pays une forêt de gibets pour les communistes"

Ne désirant pas donner de prétexte à donner le moindre fondement pour me soupçonner de vouloir scissionner le parti, j'ai été contraint de reconnaître comme justifiés les reproches contenus dans le point 5 de la résolution. Le résultat de cette état de choses a été que, lors de la réunion générale des cadres du parti tenue quelques jours après le plénum d'août, on m'a accusé d'avoir voulu rendre le pouvoir en Pologne au gouvernement de Londres, avec comme résultat d'installer dans le pays une forêt de gibets pour les communistes. Cette campagne calomniatrice démagogique n'a provoqué aucune réaction chez les camarades du bureau politique qui participaient à cette réunion.

Le camarade Bierut, faisant le bilan des interventions, n'a même pas jugé nécessaire d'exprimer son jugement sur une telle "appréciation" de mon activité. Je me suis tu moi aussi, car toute objection de ma part aurait été considérée comme un désir de ma part de scissionner le parti. Ainsi, tout a été fait pour que les délégués venus de tout le pays croient à la validité de l'accusation lancée contre moi. Rien d'étonnant, dès lors, qu'au cours des réunions de cellules et des conférences du parti destinées à expliquer les décisions du plénum d'août, des accusations de trahison ont été lancées contre moi et que mon arrestation ait été exigée. Cela a été la simple conséquence de la ligne définie d'en haut visant à anéantir aux yeux des masses travailleuses tout ce que j'ai le droit de considérer comme mes mérites devant le parti, devant la classe ouvrière et devant ma patrie.

Comme je me rends compte que renouveler la discussion sur le point 5 de la résolution ne ferait qu'introduire la confusion dans les rangs du parti, je n'avais et n'ai pas l'intention de déclarer au bureau politique du parti qu'à l'avenir je n'accepterai pas les reproches avancés contre moi dans le point 5 de la résolution. Pour la même raison, je ne pouvais donner mon accord à ma candidature au bureau politique. Mon accord à cette proposition aurait signifié que je confirmais la justesse des reproches contenus dans le point 5 de la résolution et de tout ce qui a été dit en liaison avec ce point lors du plénum d'août et lors de la campagne d'explication qui a suivi dans tout le pays.

(Gomulka aborde ensuite son désaccord avec la politique des cadres menée

dans le Parti ouvrier polonais unifié, et plus précisément sur le nombre à ses yeux excessif de Juifs à tous les nouveaux de l'appareil de l'Etat et du parti.)

Tous les membres du bureau politique connaissent ma position sur la politique personnelle du parti (1) concernant les camarades juifs. Je l'ai plus d'une fois affirmée lors des réunions du bureau et dans des conversations individuelles avec les membres du bureau. La composition personnelle des chaînons dirigeants de l'appareil de l'Etat et du parti, considéré du point de vue national, forme, à mon avis, un obstacle qui rend difficile l'élargissement de notre base, particulièrement parmi l'intelligentsia, et aussi à la campagne et, au premier chef, dans la classe ouvrière. En vérité, on peut considérer que je suis moi aussi responsable d'un pourcentage aussi élevé de Juifs dans l'appareil dirigeant de l'Etat et du parti, mais les camarades juifs sont les premiers responsables de la situation créée. En tant que secrétaire général du parti, non seulement je n'ai trouvé chez eux aucune compréhension de mon point de vue sur la question de la politique personnelle que le parti doit pratiquer ni aucun soutien à ce dernier, mais, de plus, leur pratique systématique dans la politique personnelle les a amenés à ne pas être d'accord avec mon point de vue.

"Une partie des camarades juifs ne se sentent liés par aucun lien au peuple polonais"

Le fait que seul un manque sérieux de cadres du parti polonais rend impossible la mise en œuvre d'une autre politique personnelle que celle qui est menée aujourd'hui ne correspond pas à la vérité. Les cadres ne se dégageront jamais si le parti ne crée pas les conditions adéquates, c'est à-dire si l'on ne propulse pas à des postes responsables les camarades les plus capables issus du milieu existant.

Toute une série d'observations permettent de déclarer en toute responsabilité qu'une partie des camarades juifs ne se sentent liés par aucun lien au peuple polonais, et dès lors avec la classe ouvrière polonaise, ou occupent une position que l'on peut qualifier de nihilisme national.

Je dispose de multiples documents qui montrent que la situation existant actuellement dans le domaine des cadres dirigeants, tant dans l'appareil du parti que dans celui de l'Etat, suscite une sérieuse inquiétude et un sérieux mécontentement

En même temps, dans le parti, et surtout après le plénum du mois d'août, un climat s'est instauré dans lequel personne n'avait le courage d'exprimer des remarques critiques contre l'actuelle politique personnelle. Le mécontentement s'exprime dans les couloirs.

Je suis profondément convaincu que mon point de vue sur la politique personnelle dans le parti a exercé une influence significative, quoique de façon ouverte, sur les formes et les méthodes de solution de la dernière crise dans la direction du parti.

Il ne fait pas de doute pour moi que si je me retrouvais membre du bureau politique, il y aurait de nouveaux désaccords et de nouvelles discussions entre moi et les autres membres du bureau à cause de mes opinions sur la composition personnelle nationale des organes de l'appareil du parti et de l'Etat.

Je juge nécessaire non seulement de mettre fin à l'augmentation du pourcentage de Juifs tant dans l'appareil de l'Etat que dans celui du parti, mais aussi de réduire progressivement ce pourcentage.

En m'appuyant sur l'expérience de la période au cours de laquelle j'ai exercé les fonctions de secrétaire général du

(1) Gomulka veut dire par là le choix des individus chargés de remplir les fonctions les plus importantes, en un mot des "cadres" (NDLR).

parti, je n'ai jamais pu faire le moindre pas dans cette direction sans me heurter à toutes sortes d'actions ouvertes ou dissimulées visant à mettre "fin" à mon activité dans le parti. Restant membre du bureau politique, je ne pourrais rester indifférent à cette question.

(Gomulka, rappelant qu'il avait lui-même dès le mois de juin demandé à être déchargé des fonctions de secrétaire général du parti, critique ensuite le comportement des autres membres du bureau politique à son égard.)

"Ils ont déjà réglé avec vous..."

J'ai de la peine à comprendre le fondement rationnel des méthodes utilisées à mon encontre par le bureau politique. Ainsi, dans la première décade d'août, trois membres du bureau politique dirigé par le camarade Bierut me proposent d'aller vous voir, camarade Staline, avec tout le bureau *(politique)*. J'accepte volontiers cette proposition, et, lorsque je vais voir les camarades du bureau politique, qui se reposaient alors sur la mer Baltique, on soumet à mon approbation la résolution préparée pour le plénum d'août et on me déclare en même temps qu'il est superflu d'aller vous voir, car les membres du bureau ont déjà réglé avec vous les modalités de la résolution de la crise dans la direction du parti. Il y a eu une foule de faits de ce genre.

(Gomulka évoque ensuite l'accusation portée contre lui par Bierut dès 1944 que, "pendant l'occupation, le parti était menacé de scission à cause de la politique erronée que je menais en tant que secrétaire général", *puis conclut sa lettre par un hommage à Staline,* "sage maître de notre parti", *formule par ailleurs extrêmement modeste au regard des dithyrambes qui saluaient alors en Staline* "le guide de toute l'humanité progressiste", *voire* "le plus grand génie de tous les temps"...*)*

Le mémorandum d'Imre Nagy : les *"Notes de Snagov"*

Imre Nagy et ses camarades se sont réfugiés le 4 novembre à l'ambassade de Yougoslavie. Le 11 novembre, à Poula, Tito prononce un long discours (intégralement reproduit dans le numéro de novembre-décembre de la revue yougoslave, publiée en français, *Les questions actuelles du socialisme*). Il y condamne certes le stalinisme, Gerö et Rakosi, mais critique vivement le gouvernement Imre Nagy, qui n'a rien fait, selon lui, *"pour empêcher l'assassinat des communistes et des progressistes"*. Après avoir ainsi qualifié les membres de la police politique, l'AVH, de communistes et de progressistes, il rend hommage au gouvernement Kadar installé sur les tourelles des chars russes :
"Il nous faut défendre le gouvernement Kadar, lui donner notre appui (...). Je connais les hommes qui figurent dans le nouveau gouvernement. A mon avis, ils représentent les aspirations les plus honnêtes de la Hongrie."
Imre Nagy et ses camarades quittent l'ambassade le 23 novembre. Deux jours plus tôt, Kadar a donné l'assurance qu'ils seraient tout simplement ramenés chez eux. Dans la lettre qu'il transmet à l'ambassade yougoslave, il affirme : ***"Nous n'avons pas l'intention de sévir contre Imre Nagy et les membres de son groupe en raison de leur activité passée. Nous pensons que cette déclaration rend désormais inutile le droit d'asile accordé au groupe en question et que ces personnes quitteront l'ambassade yougoslave pour rentrer librement chez elles."***
Quatre membres du groupe Nagy avaient d'ailleurs déjà quitté l'ambassade : Lukacs, Szanto,Vas et Erdös, qui y avait laissé sa femme et sa petite fille.
A peine l'autocar qui emmène le groupe Nagy démarre-t-il que des agents du KGB en prennent le contrôle. Alerté par l'ambassade de Yougoslavie, le ministre de l'Intérieur du gouvernement Kadar, Ferenc Münnich, fait l'étonné. Le Kremlin fait immédiatement déporter Nagy et ses camarades à Snagov, en Roumanie. Nagy se livre alors à une intense activité d'écriture pour défendre son action et tirer les leçons des événements. Il écrit ainsi un long mémorandum, dont sont extraites les pages suivantes, et aussi une série de lettres ***"aux camarades hongrois, à Gomulka, à Palmiro Togliatti, à Tito, aux dirigeants roumains Georghiu-Dej, Chuvu Stoica, Walter Roman, Aurel Malnasanu"***.
Ces textes ont été publiés en roumain dans un ouvrage intitulé *Nagy Imre : Înemnari de la Snagov. Correspondanta, rapoarte, convorbiri* (éditions Polirom).
Ils présentent un grand intérêt.

Le testament d'Imre Nagy

A. La première propose de noyer dans le sang par la force armée, en premier lieu par l'utilisation des forces soviétiques, toutes les forces populaires qui doivent être qualifiées de contre-révolutionnaires. Cette conception est représentée par Gerö, Hegedus, Romai et la majorité du bureau politique et du comité central, ainsi que du présidium du PCUS.

b. La seconde affirme : le gigantesque mouvement de masse, à la tête duquel se sont trouvées de larges masses de membres du Parti communiste, avec leurs revendications pour la démocratie socialiste, l'indépendance nationale, la souveraineté et le développement des conquêtes socialistes, qui ont constitué leurs buts principaux, doit être regardé comme un mouvement populaire révolutionnaire. Le parti doit s'y joindre, se mettre à sa tête, il doit en préciser la direction en alliance avec les forces démocratiques, en s'appuyant sur l'unité des forces nationales les plus larges, il doit assurer un développement pacifique, équilibré et humain vers le socialisme.

La direction du parti et le présidium du PCUS se sont cramponnés de façon rigide à la première conception jusqu'à ce que la lutte armée prenne des proportions et que soit mis en évidence le fait que l'usage de la violence va mener à la résistance généralisée du peuple, avec à sa tête la classe ouvrière conduite par le Parti communiste.

La direction du parti, après le remplacement de Gerö, Hegedüs et de l'ancienne direction, en accord avec le présidium du PCUS, a renoncé à la première conception seulement quand la faillite politique et militaire de cette conception est devenue claire.

Il a fallu passer à la réalisation de la deuxième conception dans une situation extrêmement difficile. La direction passée ainsi que le présidium du PCUS portent une responsabilité extrêmement grande de cette situation. Dans cette situation sont apparues les mêmes revendications qui ont caractérisé la résistance née à la suite de l'intervention de l'armée soviétique : retrait de l'armée soviétique, dénonciation du pacte de Varsovie, proclamation de la neutralité et réalisation de la démocratie interne du pays avec l'utilisation de toutes les forces démocratiques et socialistes aux côtés du Parti des travailleurs hongrois (PTH), qui porte la responsabilité pour les événements actuels.

Il est clair que si la direction du parti, le gouvernement et le présidium du PCUS avaient accepté dès le début le déroulement des événements selon la voie démocratique, on n'en serait pas arrivé là.

La première intervention armée soviétique

La première intervention armée soviétique, effectuée à la demande du parti et du gouvernement (Gerö et Hegedüs) s'est soldée par la victoire du mouve-

ment révolutionnaire populaire. Dans la période 23-31 octobre 1956, la direction du parti et le présidium du PCUS, sous la pression des événements, ont été forcés à renoncer temporairement à la conception de liquidation armée de la révolution et de suivre la voie du développement démocratique de la révolution : il a été conclu un accord pour l'évacuation des troupes soviétiques de Budapest, et il a été réalisé ; on a fait les premiers pas pour la dénonciation du traité de Varsovie ; avec la participation des représentants des quatre partis socialistes et démocratiques a été créé le nouveau cabinet, qui a eu la mission de défendre les réalisations socialistes antérieures et qui a pris une position nette exprimée dans une plate-forme de réalisation des objectifs du socialisme contre toute tentative de droite ou réactionnaire. Dans tout le pays et dans la capitale, en général, l'ordre a été rétabli et les premières mesures prises pour la normalisation de la vie et la reprise du travail.

Le cabinet a réussi à réaliser en quelques jours sur la ligne de la consolidation ce que le gouvernement Kádár n'a pas réussi en trois semaines.

A l'évidence, tout se serait déroulé autrement et du point de vue du socialisme les résultats auraient été meilleurs s'il n'y avait pas eu recours à l'intervention armée soviétique et si le mouvement révolutionnaire n'avait pas été noyé dans le sang, comme expression d'une conception coupable et tragique. Dès le début, la conception orientée vers le déroulement de la révolution démocratique dans la politique du parti et du présidium PCUS aurait gagné. On aurait pu en rester à la plate-forme de juin 1953 et le retour à la plate-forme de 1945-1946 n'aurait pas été nécessaire ; cela, ça a été le résultat invévitable de la première conception tragique.

La période entre les deux interventions soviétiques

La période entre la première et la deuxième intervention armée soviétique, ces deux ou trois jours, est spécialement importante et instructive pour le développement de la révolution et pour une appréciation adéquate des événements de Hongrie.

Cette période a été caractérisée par une consolidation interne, sérieuse et sans équivoque.

1. Au lieu du Parti des travailleurs hongrois, qui s'est écroulé, est né le nouveau parti — le Parti ouvrier socialiste magyar.

2. La place de la vieille direction du parti, qui s'est compromise et dans laquelle le peuple a perdu confiance, a été prise par la nouvelle direction du parti, dans laquelle les membres du parti et les masses ont eu confiance.

3. Est apparu un nouveau programme sous la forme d'une déclaration du Parti ouvrier socialiste magyar, comprenant toutes les revendications sociales et nationales de la révolution populaire,donnant une perspective claire au parti et au gouvernement sur la base de la conception révolutionnaire et démocratique, écartant la conception misérable de l'intervention armée et de la noyade dans le sang du mouvement révolutionnaire.

4. Le nouveau cabinet a été créé, qui a représenté une large concentration des forces socialistes et démocratiques.

5. Toutes les couches de la société, tant les ouvriers des usines, de la paysannerie, que l'intelligentia ont soutenu unitairement et avec une entière confiance le gouvernement national dans la réalisation de son programme.

6. Les agissements des forces réactionnaires internes et leurs soutiens externes se sont heurtés à l'opposition des masses les plus larges, ainsi qu'aux partis de coalition, les premiers étant obligés de plus en plus d'éviter les manifestations contre les réalisations et les objectifs socialistes. Dans son discours, Mindszenty a dû en tenir compte. En période de consolidation des forces populaires, la réaction n'a pas réussi à constituer un danger sérieux pour les forces révolutionnaires ni d'un point de vue politique ni sur le plan du mouvement social. Les forces socialistes et démocra-

tiques par les partis de coalition, les forces démocratiques populaires à la tête avec le gouvernement ont dominé la situation.

7. Des pas sérieux ont été faits en ce qui concerne la consolidation économique. L'approvisionnement de la population s'est amélioré de façon essentielle, la population n'a pas souffert du manque de marchandises ; les paysans ont commencé à apporter davantage de marchandises et le travail en général a repris.

8. Les nouveaux organes administratifs et d'Etat, comme organes révolutionnaires et démocratiques, en collaboration avec les vieilles formes démocratiques, ont commencé leur activité systématique en réalisant une étroite collaboration entre le gouvernement central et les organes du pouvoir d'Etat (...).

9-10. *(Imre Nagy évoque ensuite les négociations entre les représentants hongrois et soviétiques pour le retrait des troupes soviétiques et le communiqué du PCUS et du gouvernement soviétique, qui a posé les bases des cinq principes concernant les rapports entre les pays socialistes.)*

Il n'y a pas eu de contre-révolution

En Hongrie, il n'y a pas eu de contre-révolution, mais un mouvement populaire révolutionnaire a été considéré dès le début par Gerö, Hegedüs et Mikoïan, sur la base de la première conception, comme un mouvement contre-révolutionnaire.

La nouvelle direction, cependant, initiatrice de la conception du développement démocratique, a repoussé ce point de vue, *(en)* appréciant les événements de Hongrie comme une révolution populaire et une lutte de libération. Maintenant, Kádár, et, avec lui,les dirigeants du PCUS et des partis du camp socialiste parlent de nouveau de la "contre-révolution" (...). Le fait qu'ils qualifient les événements de Hongrie comme une "contre-révolution" signifie que ces hommes n'ont pas le courage de regarder en face ce qui s'est passé, qu'ils ne s'efforcent pas de tirer des leçons, que, au lieu d'en finir avec le point de vue stalinien qui domine dans la politique de Moscou, ils s'efforcent toujours de construire de nouvelles relations sur de vieilles bases.

En d'autres termes, cela signifie que le PCUS et la direction du gouvernement soviétique — évidemment par chauvinisme de grande puissance, totalement étranger à l'internationalisme socialiste et contradictoire avec le destin du socialisme et son extension au monde entier, qui peut être par exemple un intérêt national, mais qui entre en contradiction avec les intérêts du socialisme — persistent dans ces formes de dépendance idéologique, politique et d'Etat qui se sont développées au temps de Staline et sur la base desquelles les pays du camp socialiste doivent renoncer aux formes et particularités de leurs vies nationales, à l'indépendance, à la souveraineté, à l'égalité des droits, à la non-immixtion dans les affaires intérieures et à d'autres facteurs importants qui composent la liberté nationale. Dans le camp socialiste, il faut avancer non dans la voie du chauvinisme russe de grande puissance, mais dans la voie du socialisme par l'indépendance, les droits égaux et la souveraineté des peuples.

Dans les événements de Hongrie, ces problèmes décisifs ont explosé et demandé une solution. Ceux qui ne savent pas ou ne veulent pas le reconnaître et considèrent les événements de Hongrie comme une "contre-révolution", au fond, nient la théorie marxiste dans la question nationale et s'efforcent de réinstaller la vieille subordination stalinienne dans les relations entre les pays, les peuples et les Partis communistes.

Ceux-là sont de vrais contre-révolutionnaires, qui mènent à la catastrophe les intérêts du socialisme au plan mondial (...).

Comment peut-on considérer comme une contre-révolution un mouvement populaire dans lequel la classe la plus "réactionnaire" est la paysannerie, qui, après que ses revendications économiques ont été satisfaites, reste comme spectatrice tranquille des événements, et

(dans lequel) la classe ouvrière, la classe la plus progressiste, la plus avancée, la plus consciente de la société, qui a été le destinataire prétendu du pouvoir, est à la tête du mouvement ; à la continuation *(du mouvement)*, la classe ouvrière s'impose à la tête de ce mouvement non avec ses revendications spécifiques de classe, mais avec la revendication de l'indépendance, de la souveraineté et de l'égalité globale-nationale. Peut-on considérer comme une contre-révolution un mouvement populaire dans lequel la classe ouvrière, ex-représentant principal des intérêts nationaux, outre la lutte armée, utilise son arme si caractéristique, l'arme de la grève générale, de la résistance passive, arme spécifique et éprouvée des travailleurs ?

A toutes ces questions, il faut répondre de toute façon par un "non" catégorique (...). Kádár déclare aujourd'hui révolutionnaire le mouvement des masses des 23 au 31 octobre 1956, donc dans cette phase des événements que Gerö et Hegedüs, ainsi que la majorité d'alors du bureau politique et du comité central ont qualifiée de putsch contre-révolutionnaire et jugé nécessaire de noyer dans le sang, par la force armée. En même temps, la période d'après le 31 octobre, il l'apprécie comme contre-révolutionnaire, période qu'il s'est appropriée intégralement, ainsi que la conception démocratique qui la fondait. Et qui *(la période en question)* a trouvé son expression dans la déclaration du Parti ouvrier socialiste magyar (...).

Les prétentions du gouvernement Kádár

La conception contre-révolutionnaire de Kádár et de ses camarades démontre pour l'essentiel que la déclaration du gouvernement soviétique, ainsi que d'autres déclarations du passé, reste sur le papier, pendant qu'en pratique ils veulent nous ramener à la voie passée, stalinienne, et aux vieilles méthodes staliniennes. Ainsi, le développement du socialisme est entraîné sur la voie de la contre-révolution, à laquelle s'opposent les masses, particulièrement la classe ouvrière, force principale du socialisme (...).

Kádár et Münnich, à la date du 1er novembre 1956, quand ils ont fui, et jusqu'au 7 novembre, non seulement n'ont pas conduit le pays, mais n'ont pas donné le moindre signe de vie : ils se trouvaient quelque part à l'étranger, en Union soviétique, où ils ont commencé leur activité (...).

Lors des négociations de Moscou entre le gouvernement soviétique et le yougoslave, après le 4 novembre 1956, on m a demandé une déclaration de démission antidatée à la date du 4 novembre 1956, ce que j'ai refusé.

Ma déclaration de démission du 4 novembre 1956 aurait résolu l'illégitimité du "gouvernement" Kádár et cette décision internationale d'une gravité extrême qu'est la seconde intervention soviétique, intervention qui s'est faite totalement contre le gouvernement national légal. Cette deuxième intervention des troupes soviétiques, qui n'est qu'une invasion armée, du fait que le gouvernement Nagy ne l'a pas demandée, "le gouvernement" de Kádár ne pouvait la contresigner qu' après le 7 novembre ; éventuellement, de façon antidatée (...).

Des faits qui parlent d'eux-mêmes

Dans la matinée du 4 novembre 1956, les formations blindées soviétiques d'occupation ont commencé l'attaque dans tout le pays et ont désarmé les troupes hongroises territoriales. Les formations soviétiques ont ainsi ouvert le feu dans de nombreux endroits. De la plupart des villes sont arrivés des rapports alarmants.

A Dunapentele et Rakospalota, les troupes soviétiques ont ouvert le feu sur la population, et, dans la seconde de ces villes, ont tiré à la mitrailleuse sur les mineurs, de la tour de l'église. Ceux-ci ont demandé de l'aide.

Des demandes d'aide semblables sont arrivées en masse au Conseil des ministres. Très vite (le matin aux environs de 3 h 30), les formations blindées so-

viétiques ont pénétré dans Budapest, ont tiré sur les patriotes magyars et ont commencé à désarmer les troupes magyares territoriales.

L'attaque générale des troupes soviétiques sur Budapest au matin du 4 novembre 1956 a produit des heurts entre elles et les troupes magyares territoriales, qui ont eu le caractère de combat entre deux armées et non un caractère de lutte contre la contre-révolution.

Lors de la deuxième intervention soviétique du 4 novembre, au combat contre l'agression soviétique ont pris part principalement les troupes magyares régulières territoriales.

Dans les combats, les travailleurs de nouveau soulevés sont aussi intervenus, spécialement dans les circonscriptions ouvrières de Csepel, Ujpest, Angyalfold, Kobanya, etc. Les troupes territoriales et les travailleurs insurgés ont pris part aux combats contre les forces blindées soviétiques (...).

Le commandement des forces armées soviétiques porte la responsabilité très lourde d'avoir détruit Budapest (...).

Sans le moindre motif, des tirs d'artillerie ont détruit des blocs et des rues entières. Les ruines ont enterré des milliers de citoyens paisibles. Les luttes armées se sont soldées par plus de 10 000 victimes, qui ne sont pas des victimes de la "contre-révolution", mais celles des tanks et de l'artillerie soviétiques. Les mensonges inventés sur la "contre-révolution" sont démasqués par les communiqués et d'autres documents du ministère de la Santé concernant les victimes des combats. Conformément à ces données, les victimes des combats du côté magyar sont dans une proportion de 60-62 % des ouvriers, 30 % des jeunes ouvriers, lycéens et étudiants, et le reste, de 8-10 %, des personnes d'autres origine et profession.

La fable de la contre-révolution est démentie aussi par le fait que ceux à la tête des ministères, des conseils ouvriers et même des comités révolutionnaires ont été en majorité des communistes, et même la majorité des responsables et des dirigeants de troupes ont été aussi des communistes.

Le jeu de Kádár et de Münnich

c. Pour juger correctement les événements, la disparition de Kádár et Münnich et leur réapparition est une circonstance importante.

Dans la soirée du 31 octobre 1956, aux environs de 10 heures, Kádár a lu à la radio la déclaration-programme du Parti ouvrier socialiste magyar. Kádár a beaucoup tenu à la lire personnellement.

Cette déclaration-programme contient tous les objectifs idéologiques et politiques que le gouvernement s'est proposés, et en même temps a fait des propositions concernant : le retrait des troupes soviétiques de Hongrie, la dénonciation du pacte de Varsovie, l'établissement de la neutralité, les principes de base de la coalition gouvernementale, le maintien des conquêtes socialistes et autres.

Kádár a été totalement d'accord avec les autres membres du comité exécutif du Parti ouvrier socialiste magyar (en ce moment obligés de rester en exil près de Bucarest), en face desquels il n'a exprimé aucun divergence d'opinion sur les problèmes politiques les plus importants du parti et du gouvernement.

Kádár Janos, aux côtés des autres membres du comité exécutif du Parti ouvrier socialiste magyar (Nagy I., Lukacs Gy., Szanto Z., Losonczy G. et Donath F.) a reçu le 31 octobre, à 22 heures, l'ambassadeur chinois pour l'informer. A cette information, Kádár a pris une part active et a soutenu tout ce que j'ai communiqué, et dans les questions plus importantes a accentué ce que je disais à l'ambassadeur chinois sur la situation de Hongrie et ses causes, avec la politique du parti et du gouvernement.

Kádár, pendant l'information de l'ambassadeur chinois, a quitté la salle présidentielle.

(Imre Nagy raconte ensuite que Kádár et Münnich se sont rendus à l'ambassade soviétique.)

La catastrophe qui s'annonce

La tragédie, c'est que, au début, les dirigeants de l'Union soviétique, la direction du PCUS, sous l'empire des événements d'octobre et sur la base de l' expérience concrète, ont eu d'abord eu une opinion correcte, à laquelle ils ont ensuite renoncé pour revenir à la vieille conception, à savoir celle qui domine dans le camp des pays socialistes. Pendant les journées d'octobre (23-31 octobre 1956), Mikoïan et Souslov ont reconnu devant la direction suprême du parti que cette conception politique a échoué en juin 1953, en mars 1956, ensuite en juillet 1956 avec Rakosi, de la même façon qu'avec Gerö en octobre 1956. Et cependant, ils répètent la même chose avec Kádár sur les ruines politiques laissées par Gerö, bien qu'il soit évident que tout cela va mener aux mêmes résultats, à cette différence près que la situation économique et politique étant extrêmement tendue et difficile, la catastrophe va être plus profonde et va venir plus vite (...).

Trois années riches en événements...

La responsabilité de la direction du PCUS est d'autant plus grande que les trois dernières années ont été riches en événements, qui, si on les avait pris en compte, auraient permis d'éviter la catastrophe de Hongrie. Les événements du mouvement ouvrier international des dernières années ont souligné que les fautes politiques fatales de la direction du PCUS vont conduire à une série de catastrophes. Les révoltes de juin 1953 en Allemagne de l'Est, ensuite sous l'influence de ceux-ci, les révoltes de l'été 1956 de Pologne et ultérieurement de Hongrie ont souligné ces fautes, ainsi que les tensions sociales graves. En Allemagne de l'Est, les travailleurs se sont soulevés, contre eux on a envoyé les troupes soviétiques. Ils ont essayé de présenter la lutte des ouvriers comme une "contre-révolution", comme un effet du travail de subversion des impérialistes et des fascistes, mais ils n'ont pas réussi.

En Tchécoslovaquie, les travailleurs des usines ont pris les armes. Le mouvement a été également qualifié de "contre-révolution" — ainsi ont-ils essayé de la justifier. En Hongrie ont eu lieu des révoltes dans les villages, surtout au-delà du Danube, et dans les rangs des travailleurs du Csepel et Ozd a commencé un mouvement de grève.

En juin 1953, à l'initiative de la direction du PCUS et des directions des autres partis, parmi lesquels aussi le Parti de ceux qui travaillent, on a tiré les conclusions correspondantes et ont été posées les bases d'une nouvelle politique qui a empêché la catastrophe. Dans l'hiver 1954-1955, cependant, la politique aventurière, stalinienne, a triomphé de nouveau contre la politique réaliste-léniniste dans tout le camp socialiste, par différentes méthodes — chez nous, par des méthodes particulièrement brutales, suivies du retour à la politique catastrophique de juin 1953.

Avec cela a commencé dans les pays socialistes cette étape de développement pendant laquelle les tensions économiques et politiques conduisent inévitablement à l'explosion.

Un signal d'alarme a été donné à Poznan : et là aussi, les travailleurs ont pris les armes, et aucune pression n'a réussi, ni aucune propagande, à imposer l'idée que les diversionnistes impérialistes et les "contre-révolutionnaires polonais" étaient les organisateurs et acteurs du soulèvement de Poznan.

Qui a suivi les événements avec attention a pu voir qu'il s'agit de masses populaires mécontentes, de lutte révolutionnaire sous la direction de la classe ouvrière avec les communistes à leur tête.

En Hongrie, les événements au sein du parti tout comme les événements économiques et politiques ont souligné avec une vigueur spéciale la tension sociale et l'approche d'une explosion. Les réunions de parti, les réunions des militants du parti, les décisions, les discussions larges dans le cadre du Cercle Petöfi, les articles, etc., représentaient des signaux évidents. Et quelle a été la réponse ? Le

refus de l'esprit nouveau apparu à la suite du XX[e] Congrès et la continuation de la politique stalinienne basse et brutale du passé. Cette politique a profité au début de l'appui de la direction du PCUS (les visites, les conseils du présidium, télégrammes et lettres de Souslov, Vorochilov et Pegov), ce qui lui a conféré autorité et a empêché sa mise à l'écart. La direction du PCUS a pris une attitude en faveur de cette politique jusqu'en juillet 1956, c'est-à-dire jusqu'au remplacement de Rakosi. Et quel enseignement a tiré la direction du PCUS des événements de Hongrie et de Pologne ? En politique et dans la composition de la direction, elle a seulement fait les changements imposés par la force des événements. Cette limitation a situé le parti à la remorque des événements. Ainsi, le parti a perdu son influence directrice sur les événements, restant sous la pression des masses.

La décision de juillet 1956 a pour fondement la décision de mars 1955, qui a signifié le retour à la politique aventurière de juin 1953. Gerö a été nommé premier secrétaire du parti à la place de Rakosi, ce qui a assuré la continuation de la vieille politique. Tout cela a eu lieu sur proposition et en collaboration avec la direction du PCUS, contre l'opposition des membres du parti et des larges masses populaires.

Le secrétariat du PCUS, même encore après l'explosion des luttes d'octobre, a maintenu son entêtement politique et la conduite désastreuse qui ont conduit à la catastrophe, et s'est opposé aux tentatives de changer la politique et la direction du parti.

Les luttes soldées par de lourds sacrifices n'ont pas suffi à convaincre les camarades soviétiques de la nocivité de la politique et la conduite dommageable du Parti des travailleurs hongrois. Alors, quand nous et les événements les ont convaincus de ces fautes, il était déjà trop tard. Il ne restait rien d'autre à faire que sauver ce qui pouvait encore l'être. Par l'union de toutes les forces démocratiques, et même au prix de quelques compromis.

La série d'erreurs du présidium du PCUS se parachève avec son refus de tirer refus les enseignements de cette horrible tragédie, lorsqu'il continue avec Janos Kádár ce qu'il avait été obligé d'interrompre avec Rakosi et Gerö.

La myopie politique de la direction du PCUS est impressionnante, alors qu'il se considère représentant du socialisme dans le monde entier, avec le destin de le conduire (...).

Je vois d'autant plus en noir le futur que d'innombrables circonstances en relation avec les événements de Pologne et de Hongrie (il s'agit de faits) prouvent que, comme à Poznan, à Budapest aussi il s'agissait d'une provocation de la part des représentants du stalinisme, d'une action d'ampleur internationale dans le but de liquider la démocratie socialiste, pour l'installation et le maintien des dictatures militaires staliniennes (...).

De même qu'en Pologne, ce n'est pas le sort du socialisme qui était en cause en Hongrie, mais la politique stalinienne au service des intérêts de la grande puissance russe, comme la monopolisation de la direction politique du mouvement communiste international par Moscou — ce qui ne coïncide pas, même de loin, avec le socialisme ni avec ses intérêts et ne signifie pas même de loin sa défense, comme les mêmes représentants voudraient en convaincre les partis frères (...).

du développement spécifique et avec l'application des cinq principes dans les relations entre les Etats socialistes.

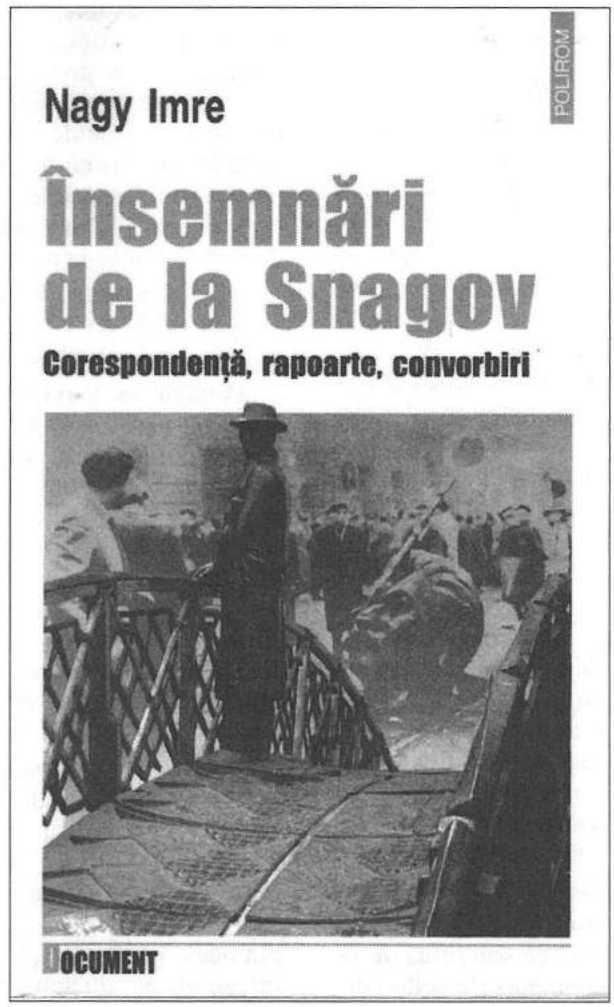
Pendant la deuxième intervention, ne sont pas intervenues seulement les troupes soviétiques qui se trouvaient en Hongrie conformément au pacte de Varsovie, mais ont été envoyées à leur aide des unités de Roumanie et d'Union soviétique ; sur la voie ferrée Zahony, sur les ponts construits sur le cours supérieur de la Tisa, une division blindée soviétique entière ainsi que plusieurs divisions d'infanterie ont pénétré dans le pays et l'ont occupé (...).

Répondant à la note de protestation avancée aux côtés de notes verbales et écrites du gouvernement magyar des 2 et 3 novembre 1956, l'ambassadeur soviétique, Andropov, a nié la pénétration sur le territoire magyar de nouvelles unités blindées soviétiques, il a déclaré que les informations du gouvernement magyar

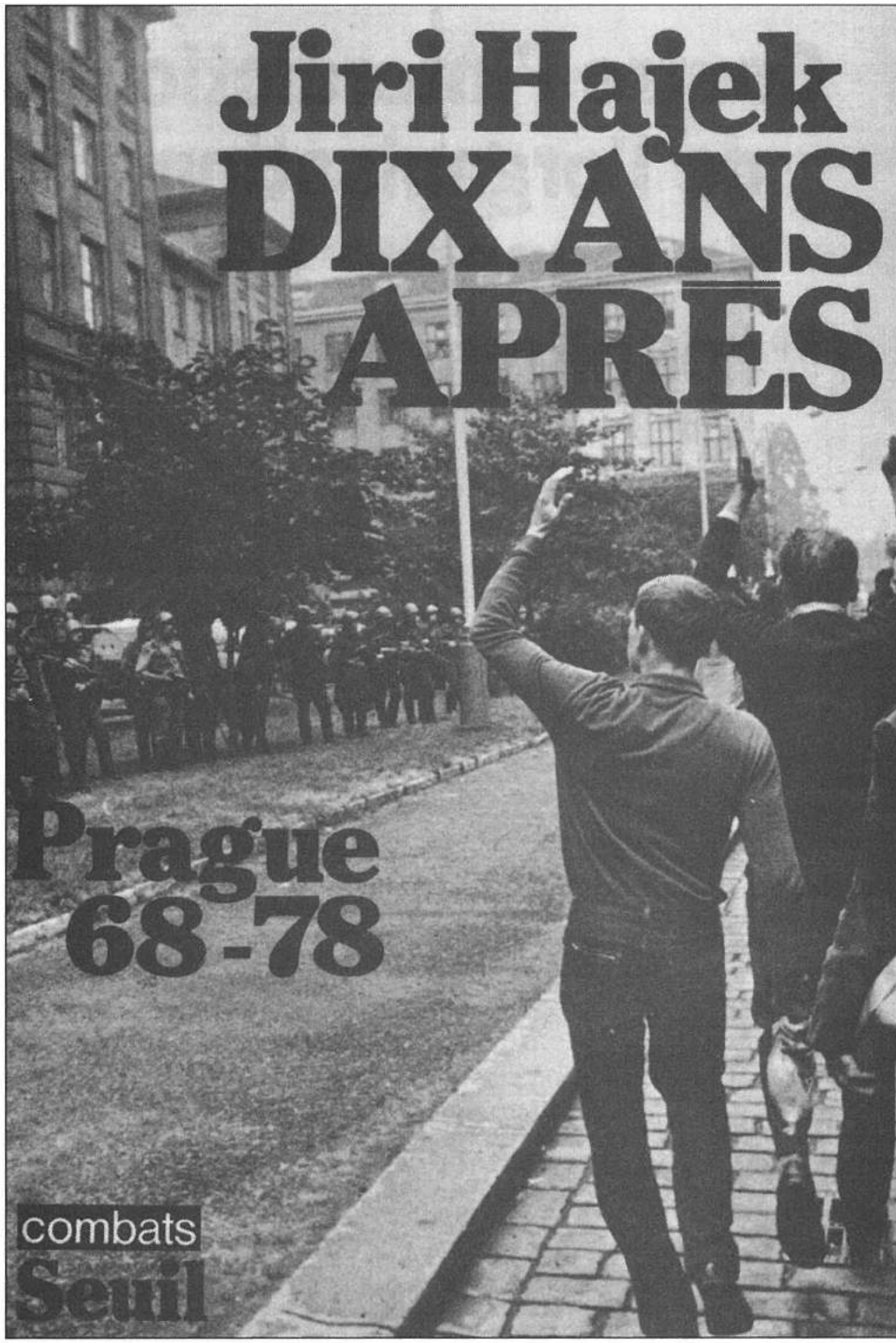
ne correspondaient pas à la réalité, affirmé que ni lui-même ni le commandant général soviétique de Hongrie n'avaient connaissance de tels faits. Les mêmes mensonges ont répondu à la protestation du gouvernement magyar du 3 novembre (tard dans la soirée), quand les unités soviétiques, pénétrant au cours des deux journées antérieures depuis l'Ukraine subcarpatique, ont occupé la Hongrie. Andropov lui-même l'a nié le jour du 4 novembre (au matin) quand les unités blindées soviétiques sont entrées dans Budapest (...).

Les événements ont confirmé complètement la justesse de la position adoptée de façon unanime par le Parti des communistes magyars, par le Parti ouvrier socialiste magyar, ainsi que par le gouvernement national magyar en ce qui conerne la dénonciation du pacte de Varsovie, qui est entré en contradiction avec les cinq principes fondamentaux acceptés comme base de règlement des relations entre les Etats socialistes et qui est devenu l'instrument d'une grande puissance dirigeante en vue de l'ingérence armée dans les affaires intérieures d'un petit Etat socialiste (...).

Précisément pour faire cesser le plus rapidement possible l'intervention armée, il aurait été impossible et incorrect de ne pas dénoncer le pacte de Varsovie dans le feu des luttes des masses populaires, et en premier lieu de la lutte de la classe ouvrière et de la jeunesse contre les troupes d'occupation (car la lutte ne s'est pas menée entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires, mais entre les masses populaires magyares soulevées et les troupes soviétiques).



Contre l'interdiction de l'organisation de jeunesse KSM (République tchèque)


Jiri Hajek
DIX ANS APRÈS
Prague 68-78
combats
Seuil

Monsieur le Président...

Alain Challier, 48, rue Louise-Michel, 92300 Levallois-Perret

Jean-Jacques Marie, 36, rue de Picpus, 75012 Paris

A l'attention de M. Vaclav Havel

Paris, le 10 avril 2007

Monsieur le Président,

Le 22 octobre 1979, se tenait le procès de six membres de la Charte 77 et du VONS : vous-même, Vaclav Benda, Petr Uhl, Jiri Dientsbier, Otka Bednarova et Dana Nemcova. Une délégation du Comité international contre la répression, représenté par l'un de nous d'eux, Alain Challier, du Comité des mathématiciens (J. Dieudonné), de l'Association internationale d'aide aux artistes victimes de la répression (Patrice Chéreau), du Comité du 5 janvier (Catherine Samary), accompagnée de l'écrivain et philosophe Jean-Pierre Faye, s'est alors rendue à Prague pour tenter de remettre au tribunal une pétition revêtue de nombreuses signatures dénonçant le caractère inique d'un procès qui mettait en cause la liberté d'opinion et d'expression. Devant l'impossibilité d'accéder au tribunal encerclé par d'imposantes forces de police, la délégation a remis les pétitions au ministère de l'Intérieur et de la Justice, avant d'être expulsée du pays.

Le 20 décembre 1979, se tenait le procès en appel des "six", votre procès en appel. Le second signataire de la présente lettre, Jean-Jacques Marie, s'est alors rendu au nom du Comité international contre la répression, dont il était le secrétaire, avec M[e] Françoise Guyot, avocate, pour tenter de témoigner à ce procès, au motif entre autres que deux des accusés se voyaient reprocher la publication de leurs articles dans l'édition française de *Listy*, organe de l'Opposition socialiste tchécoslovaque, édition française dont Jean-Jacques Marie a été le directeur tout au long de sa publication. Il a réussi à pénétrer dans l'enceinte du tribunal, accompagné d'un membre de la Charte 77, a été interpellé, arrêté par la Sécurité d'Etat, puis expulsé de Tchécoslovaquie.

Au lendemain de ce procès en appel, notre comité, pour poursuivre l'action en faveur des six condamnés, a, avec quatre autres comités, organisé la représentation de votre pièce *Audience*, dans une séance spéciale ouverte par Arthur London.

Dans les deux cas, comme dans bien d'autres, nous avons agi pour défendre la liberté d'opinion et d'expression, composantes essentielles des libertés démocratiques, indépendamment des opinions des victimes de la répression. Ce principe nous a conduits à défendre des vic-

times de la répression dans les dictatures militaires installées ou soutenues par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en particulier dans les pays d'Amérique latine.

Si nous croyons nécessaire de vous rappeler ces faits, dont vous avez dans doute gardé le souvenir, c'est parce que, aujourd'hui, la République tchèque, dont vous avez plusieurs années durant été le président, est le théâtre d'une atteinte grave à la liberté d'opinion et d'expression : le ministère de l'Intérieur a, en octobre 2006, décidé d'interdire l'organisation de la Jeunesse communiste tchèque (la KSM) au seul motif qu'elle se prononce pour la propriété collective des moyens de production, revendication traditionnelle du mouvement ouvrier international depuis sa constitution. Ainsi, dans la République tchèque aujourd'hui, il est interdit de se prononcer en faveur de cette revendication, et donc de la faire connaître !

Il s'agit d'une atteinte manifeste aux libertés d'opinion et d'expression. Vous êtes bien placé pour savoir qu'il s'agit là d'un engrenage périlleux et qu'une première violation en annonce d'autres.

Nous joignons à notre lettre le texte de l'appel que nous venons de rédiger à ce propos, avec une liste des premières signatures recueillies.

Nous ne pouvons croire que vous, qui avez été la victime d'atteintes à ces libertés fondamentales, vous puissiez accepter qu'elles soient bafouées sans élever la protestation qui nous paraît s'imposer, quelle que soit par ailleurs votre opinion personnelle sur la propriété collective des moyens de production.

Avec le vif espoir que vous répondrez positivement à notre requête, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de nos sentiments respectueux pour le combattant des libertés que vous avez été à l'époque sinistre de la normalisation.

Alain Challier,
sculpteur, membre du bureau du Comité international contre la répression.
Jean-Jacques Marie,
secrétaire du Comité international contre la répression, directeur de l'édition française de *Listy* (1976-1980), organe de l'Opposition socialiste tchécoslovaque, fondé par Jiri Pelikan

---

Alain Challier, 48, rue Louise-Michel, 92300 Levallois-Perret

Jean-Jacques Marie, 36, rue de Picpus, 75012 Paris

A l'attention de M. l'Ambassadeur

Paris, le 10 avril 2007

Monsieur l'Ambassadeur,

Nous nous permettons de vous communiquer sous ce pli une pétition portant sur l'interdiction par le ministère de l'Intérieur de la République tchèque de la KSM (organisation de la Jeunesse communiste) au seul motif qu'elle se prononce pour la propriété collective des moyens de production, revendication traditionnelle du mouvement ouvrier international depuis sa constitution. Ainsi, dans la République tchèque aujourd'hui, il est interdit de se prononcer en faveur de cette revendication, et donc de la faire connaître !

Nous nous permettons de vous rappeler qu'à l'époque sinistre de la normalisation, nous avons longuement combattu pour la défense des membres de la Charte 77 et du VONS. Ainsi, le 22 octobre 1979, se tenait le procès de six membres

de la Charte 77 et du VONS : Vaclav Havel, Vaclav Benda, Petr Uhl, Jiri Dientsbier, Otka Bednarova et Dana Nemcova. Une délégation du Comité international contre la répression, représenté par l'un de nous d'eux, Alain Challier, et de membres d'autres comités s'est alors rendue à Prague pour tenter de remettre au tribunal une pétition revêtue de nombreuses signatures dénonçant le caractère inique d'un procès qui mettait en cause la liberté d'opinion et d'expression. Devant l'impossibilité d'accéder au tribunal encerclé par d'imposantes forces de police, la délégation a remis les pétitions au ministère de l'Intérieur et de la Justice, avant d'être expulsée du pays.

Le 20 décembre 1979, se tenait le procès en appel des six. Le second signataire de cette lettre, Jean-Jacques Marie, s'est alors rendu au nom du Comité international contre la répression, dont il était le secrétaire, avec M[e] Françoise Guyot, avocate, pour tenter de témoigner à ce procès, au motif, entre autres, que deux des accusés se voyaient reprocher la publication de leurs articles dans l'édition française de *Listy*, organe de l'Opposition socialiste tchécoslovaque, édition française dont Jean-Jacques Marie a été le directeur tout au long de sa publication. Il a réussi à pénétrer dans l'enceinte du tribunal, accompagné d'un membre de la Charte 77, a été interpellé, arrêté par la Sécurité d'Etat, puis expulsé de Tchécoslovaquie.

Au lendemain de ce procès en appel, notre comité, pour poursuivre l'action en faveur des six condamnés, a, avec quatre autres comités, organisé la représentation de la pièce de Vaclav Havel, *Audience*, dans une séance spéciale ouverte par Arthur London.

Ce ne sont là que deux exemples parmi d'autres de note activité pour défendre les "dissidents" tchécoslovaques et leur droit à défendre leurs opinions et à les faire connaître

Nous pensons donc avoir moralement le droit d'intervenir contre l'atteinte grave à la liberté d'opinion et d'expression portée par le ministère de l'Intérieur de la République tchèque.

C'est pourquoi nous vous demandons, Monsieur l'Ambassadeur, de bien vouloir recevoir, à votre convenance, une délégation des signataires de cet appel.

Nous en joignons le texte à notre lettre, avec une liste des premières signatures recueillies.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de nos sentiments respectueux.

Alain Challier,
sculpteur, membre du bureau du Comité international contre la répression.

Jean-Jacques Marie,
secrétaire du Comité international contre la répression,
directeur de l'édition française de *Listy* (1976-1980), organe de l'Opposition socialiste tchécoslovaque, fondé par Jiri Pelikan.

Alain Challier :
téléphone 06 81 85 85 75.
Jean-Jacques Marie :
téléphone 01 43 44 75 57
et 06 26 82 19 84.

La réponse de M. Pavel Fischer, ambassadeur de la République tchèque

Monsieur Jean-Jacques Marie,
36, rue de Picpus,
75012 Paris

Paris, le 10 mai 2007
Réf. 1612/07

Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre me communiquant votre pétition portant sur la dissolution du mouvement de l'Union de la jeunesse communiste en République tchèque.

Je ne souhaite laisser planer des doutes à ce propos, donc je me permets de reprendre le cœur du sujet. L'administration de notre pays, en suivant des lois adoptées par le Parlement de la République tchèque, a décidé de rappeler aux responsables de l'Union de la jeunesse communiste (UJC) qu'il s'agit d'une association qui n'a pas de statut de parti politique et, de ce fait, ne peut pas exercer des activités propres aux partis et aux mouvements politiques. De plus, dans son programme, cette Union lutte en faveur de l'abolition de la propriété privée, pourtant garantie de par la Constitution de la République, et qui fait partie des droits fondamentaux ; il s'agit donc d'une infraction aux principes constitutionnels en vigueur.

En ce qui concerne la libre compétition des partis politiques, dont vous écrivez dans votre missive, je tiens à souligner le fait que les députés du Parti communiste sont représentés à l'Assemblée nationale et constituent eux-mêmes la preuve tangible que la démocratie est respectée dans le système politique de notre pays.

En espérant que cet argumentaire vous soit d'utilité, je vous prie de croire, Messieurs, l'assurance de mes salutations distinguées.

Alain Challier et Jean-Jacques Marie à Monsieur l'Ambassadeur de la République tchèque

Le 22 mai 2007

Monsieur l'Ambassadeur,

Nous vous remercions d'avoir répondu le 1er mai à la lettre que nous vous avions fait parvenir le 10 avril à propos des motifs de l'interdiction de la KSM (organisation de la Jeunesse communiste tchèque).

Vous nous permettrez néanmoins de vous dire, Monsieur l'Ambassadeur, que votre lettre ne répond pas réellement au souci qui est le nôtre et à la question que nous posions : nous rappelions que le ministère de l'Intérieur de la République tchèque a dissous la KSM au motif que, dans ses statuts, cette organisation prône la propriété collective des moyens de production ; nous soulignions qu'il s'agit là d'une vieille et traditionnelle revendication du mouvement ouvrier international rassemblant des courants fort divers, et que la liberté de la proposer, de la soutenir et de faire de la propagande pour cette conception de la société relève du simple exercice des libertés démocratiques.

Vous nous répondez, Monsieur l'Ambassadeur, que la Constitution tchèque garantit la propriété privée et qu'en conséquence l'interdiction de la KSM, qui réclame la propriété collective des moyens de production, serait par là même légitime. Cela signifie-

rait-il donc, Monsieur l'Ambassadeur, qu'il serait interdit à un groupe politique ou social de se déclarer en désaccord avec la Constitution existante ou de tel ou tel de ses articles et, vu ce désaccord, d'en proposer l'amendement, la suppression ou le remplacement ? Or la démocratie suppose que chacun ait le droit d'être en désaccord avec la Constitution existante, le droit de le dire et le droit de tenter de convaincre ses concitoyens. Et l'histoire montre que les Constitutions naissent, changent, voire disparaissent sous l'action des circonstances et des hommes. Interdire d'y proposer des modifications, même substantielles, serait contraire aux traditions démocratiques élémentaires traditionnelles. Le respect de la loi ou d'une loi n'implique nullement l'interdiction d'en réclamer l'amendement ou l'abrogation. Ou alors l'activité politique se réduirait à affirmer son accord avec les lois et décrets existants, et l'engagement de ne jamais en demander le changement. Or la démocratie, toute son histoire difficile le confirme, c'est précisément le droit de le demander

C'est pourquoi, Monsieur l'Ambassadeur, nous ne pouvons considérer votre réponse comme définitive et nous renouvelons notre demande que vous receviez une délégation des signataires de la pétition dont nous avons pris l'initiative, et qui a recueilli à ce jour un nombre conséquent de signatures dans plusieurs pays.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de recevoir, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de nos sentiments respectueux.

Témoignage de Jean-Jacques Marie au procès en appel de Prague (1979)

Directeur de l'édition française de *Listy*, j'ai décidé de venir apporter mon témoignage au procès en appel de O. Bednarova, P. Uhl, V. Havel, J. Dienstbier, V. Benda et D. Nemcova.

L'acte d'accusation et le verdict affirment, en effet, que l'une des "preuves" de la prétendue "activité subversive" d'Otka Bednarova et de Petr Uhl est la publication dans l'édition française de *Listy* d'un article de chacun d'eux.

Je désire apporter les éléments de fait suivants :

1. L'édition française de *Listy* est publiée sous la seule responsabilité du Comité international contre la répression.

2. Les articles publiés sont repris de l'édition tchèque de *Listy*.

3. Ils sont publiés sans que soient demandés l'avis ni l'autorisation des auteurs des articles, avec lesquels il est d'ailleurs impossible de communiquer.

4. La seule lecture de ces articles suffit à montrer qu'ils ne comportent absolument rien qui puisse en aucune manière être qualifié de subversif.

5. La publication de ces articles comme celle des autres articles dans l'édition française de *Listy* ne vise qu'à permettre au lecteur de langue française d'écouter les voix tchèques que les autorités prétendent étouffer.

6. Il s'agit donc là de la simple réalisation de la liberté d'opinion et d'expression, qui ne saurait être subordonnée à la raison d'Etat. Bref, il s'agit de l'exercice d'un droit élémentaire reconnu par la Constitution tchécoslovaque et par divers traités et conventions internationaux signés par le gouvernement tchécoslovaque.

7. Seul, le refus de permettre l'exercice de ce droit pourrait être qualifié de subversif.

Prague, le 20 décembre 1979

Jean-Jacques Marie s'est vu interdire l'accès de la salle des débats. Son témoignage y a néanmoins été lu par un membre de la famille d'un des accusés.

Appel international contre l'interdiction de l'organisation de jeunesse KSM (République tchèque)

Le 12 octobre 2006, le ministère de l'Intérieur de la République tchèque a décidé de dissoudre une organisation de Jeunesse communiste tchèque intitulée KSM.

Son crime ? Se prononcer dans ses statuts pour *« la propriété collective des moyens de production »*.

Dans le texte qui prononce et argumente cette décision, le ministère de l'Intérieur déclare :

« Le paragraphe 2 du programme de la KSM affirme : "La KSM se prononce pour le dépassement révolutionnaire du capitalisme et son remplacement, la propriété collective et des conditions sociales établissant la démocratie socialiste" *(...).*

Les formulations ci-dessus mentionnées du programme de la KSM engagent la KSM dans des activités incompatibles avec la protection de chaque individu, qui figure dans l'article 11, § 1 de la Charte des droits et libertés fondamentaux. Tenter de nier le droit à la propriété privée des moyens de production est incompatible avec les principes démocratiques élémentaires. Il découle du paragraphe 2 de l'article 9 de la Constitution de la République tchèque qu'il est inadmissible de modifier les bases démocratiques de l'Etat démocratique légal. Dès lors, il est nécessaire de rejeter toute tentative débouchant sur la violation des décisions constitutionnelles rappelées ci-dessus, et qui découlent des principes affirmés entre autres dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. »

Le ministère rejette l'argumentation de la KSM affirmant qu'elle ne prétend parvenir à ce but que par des voies démocratiques et légales, et poursuit :

« La KSM rétorque que ses buts ne visent que la propriété des moyens de production et non la propriété en général (...). Cela n'entre pas en ligne de compte, car la loi, exprimée dans l'article 11, paragraphe 1, de la charte, concerne toute forme de propriété, indépendamment de son caractère, que cette propriété privée soit ou non destinée à la production. Ainsi, "l'abolition de la propriété privée des moyens de production et son remplacement par la propriété collective" *sont hors de question. »*

Ainsi, le ministère de l'Intérieur de la République tchèque, pays membre de l'Union européenne, s'appuyant sur une convention européenne, déclare la propriété collective des moyens de production purement et simplement hors la loi. En prenant appui sur cette convention européenne, il décide d'interdire une organisation à laquelle il reproche non pas une action quelconque, mais le simple fait d'avoir inscrit dans son programme la perspective future de la propriété collective des moyens de production.

Quelle que soit l'activité politique réelle de la KSM, que d'ailleurs le ministère de l'Intérieur n'évoque pas dans ses attendus pour justifier sa décision, cette mise hors la loi bafoue les exigences élémentaires de la démocratie et prétend rayer d'un trait plus d'un siècle et demi d'histoire du mouvement ouvrier.

Elle bafoue la démocratie en interdisant à une organisation quelle qu'elle soit d'en faire un élément d'un programme politique et de tenter de gagner la majorité du peuple à cette forme de propriété.

Elle prétend rayer d'un trait plus d'un siècle et demi de l'histoire du mouvement ouvrier, et même simplement démocratique, car depuis 1848 au moins, le mouvement ouvrier et les partisans divers du socialisme ont fait de l'appropriation collective des moyens de production un élément essentiel de leurs analyses et de leur programme.

Dans le fil de cette décision, le ministre de l'Intérieur de la République tchèque, au nom de la convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, interdit donc à une organisation quelle qu'elle soit de se réclamer du *Manifeste du Parti communiste* de **Marx et Engels**, qui affirme : *"Les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : l'abolition de la propriété privée (...), la propriété qui exploite le travail salarié."*

Il interdit à une quelconque organisation de se réclamer de l'*Encyclopédie socialiste* rédigée avant la guerre de 1914 par les socialistes **Compère-Morel, Bracke, Pierre Brizon, Hubert-Rouher, Jean Longuet, Paul Louis, Charles Rappoport, Sixte-Quenin, Jean-Baptiste Séverac**, futur secrétaire général adjoint du Parti socialiste français, la SFIO, qui, résumant un demi-siècle de pensée et d'action socialiste dans les divers pays de la planète, affirmait la *"nécessité de la propriété collective"*, en précisant : *"La propriété individuelle avait sa raison d'être lorsque l'instrument de travail était personnel, elle doit devenir collective lorsque la production est collective aussi. C'est seulement sous la forme collective que la propriété pourra être universalisée et sera pour chaque individu non pas un droit théorique, mais une certitude, une réalité."*

Il interdit à une quelconque organisation de se réclamer des écrits de **Jules Guesde, Jean Jaurès, de Rosa Luxemburg, de Léon Blum**, des fondateurs de la social-démocratie tchèque, membres jusqu'en 1918 du Parti social-démocrate d'Autriche-Hongrie, qui ont proclamé la nécessité de la propriété collective.

Le Parti ouvrier français fondé par **Jules Guesde**, qui affirmait dès son congrès constitutif d'octobre 1879 : *"Le congrès déclare que l'appropriation collective de tous les instruments de travail et de toutes les forces de production doit être poursuivie par tous les moyens possibles. Il insiste sur la nécessité pour le prolétariat de former un parti politique de classe et d'opérer une scission totale d'avec la bourgeoisie"* (Paul Louis, *Le Parti socialiste en France, Encyclopédie socialiste*, pp. 11 et 12).

Jean Jaurès, qui réclamait ainsi *"l'avènement d'un ordre nouveau dans lequel la propriété (...), cessant d'être particulière et privée, deviendra sociale"* (26 novembre 1900). **Léon Blum** affirmait, lui : *"Le socialisme est un mouvement d'idées et d'action qui mène à une transformation totale du régime de propriété (...), la transformation d'un régime économique fondé sur la propriété privée en un régime fondé sur la propriété collective ou commune"* (27 décembre 1920). Le 1er septembre 1946, il affirme encore : *"Nous sommes le Parti socialiste et notre objet est la transformation révolutionnaire de la structure sociale, c'est-à-dire du régime de la production et de la propriété."*

Otto Bauer, l'un des fondateurs du Parti social-démocrate d'Autriche-Hongrie, auquel appartenait la social-démocratie tchèque jusqu'en 1918, affirmait dans un texte sur "la révolution lente" : *"La socialisation de l'économie publique commence par la grande industrie (...), la socialisation commence par l'expropriation : l'Etat déclare par une loi déchus de leur propriété les propriétaires actuels de la grande industrie (...). La socialisation a un double but : d'un côté, elle doit améliorer la situation des ouvriers et employés mêmes qui travaillent dans la branche d'industrie socialisée, et, d'un autre côté, elle doit mettre à la disposition de la collectivité les revenus qui jusqu'ici allaient aux capitalistes"* (1919).

Il interdit à une quelconque organisation de faire même référence aux décrets de nationalisation pris, par exemple, au lendemain de la dernière guerre, par le gouvernement du **Labour Party** britannique, divers gouvernements de coalition comme le gouvernement français, dans lequel figurait même un parti démocrate-chrétien (le MRP), ou divers gouvernements sociaux-démocrates ou travaillistes.

La forme collective de la propriété est en effet apparue, à divers moments au cours de l'histoire, comme une nécessité au-delà même du courant de pensée socialiste. Ainsi, en 1894, dans ses *Conseils aux dirigés,* l'écrivain **Léon Tolstoï** proposait de soulever en Russie *"la question de l'expropriation foncière, avec ou sans indemnité, pour nationaliser la terre ensuite"*. Le ministère de l'Intérieur tchèque interdirait-il la diffusion de ce genre d'écrits au nom de la convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales ?

Le ministère de l'Intérieur de la République tchèque prend cette décision alors même que des dirigeants de grandes entreprises suppriment massivement des emplois un peu partout dans le monde, menaçant ainsi le droit à la vie même des travailleurs licenciés, au mépris même des intérêts de la société et au seul nom des intérêts financiers privés des possédants et des dividendes des gros actionnaires.

Il prend cette décision au moment même où, dans tous les pays membres de l'Union européenne, au nom de la *"concurrence libre et non faussée"*, qui en est à la base dans le traité de Maastricht, se met en place une politique de privatisations et de démantèlement des services publics et des entreprises nationalisées, aboutissant à des dizaines de milliers de suppressions d'emplois.

• **Les soussignés constatent** que cette interdiction est une première application, attentatoire aux libertés fondamentales, de la résolution 1481 du Conseil de l'Europe condamnant "le communisme".

• **Les soussignés dénoncent** l'interdiction d'inclure la propriété collective des moyens de production dans le programme d'une organisation politique au nom de la convention dite de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et la dissolution de la KSM que le ministère de l'Intérieur tchèque en a déduite.

• **Ils dénoncent cette mesure**, qui répond aux seules exigences des détenteurs de capital, masquée hypocritement sous le masque de la défense de la liberté individuelle, comme une intolérable atteinte à la démocratie politique, à la liberté d'opinion, de pensée, d'expression et d'organisation, et ils exigent son annulation.

Premiers signataires

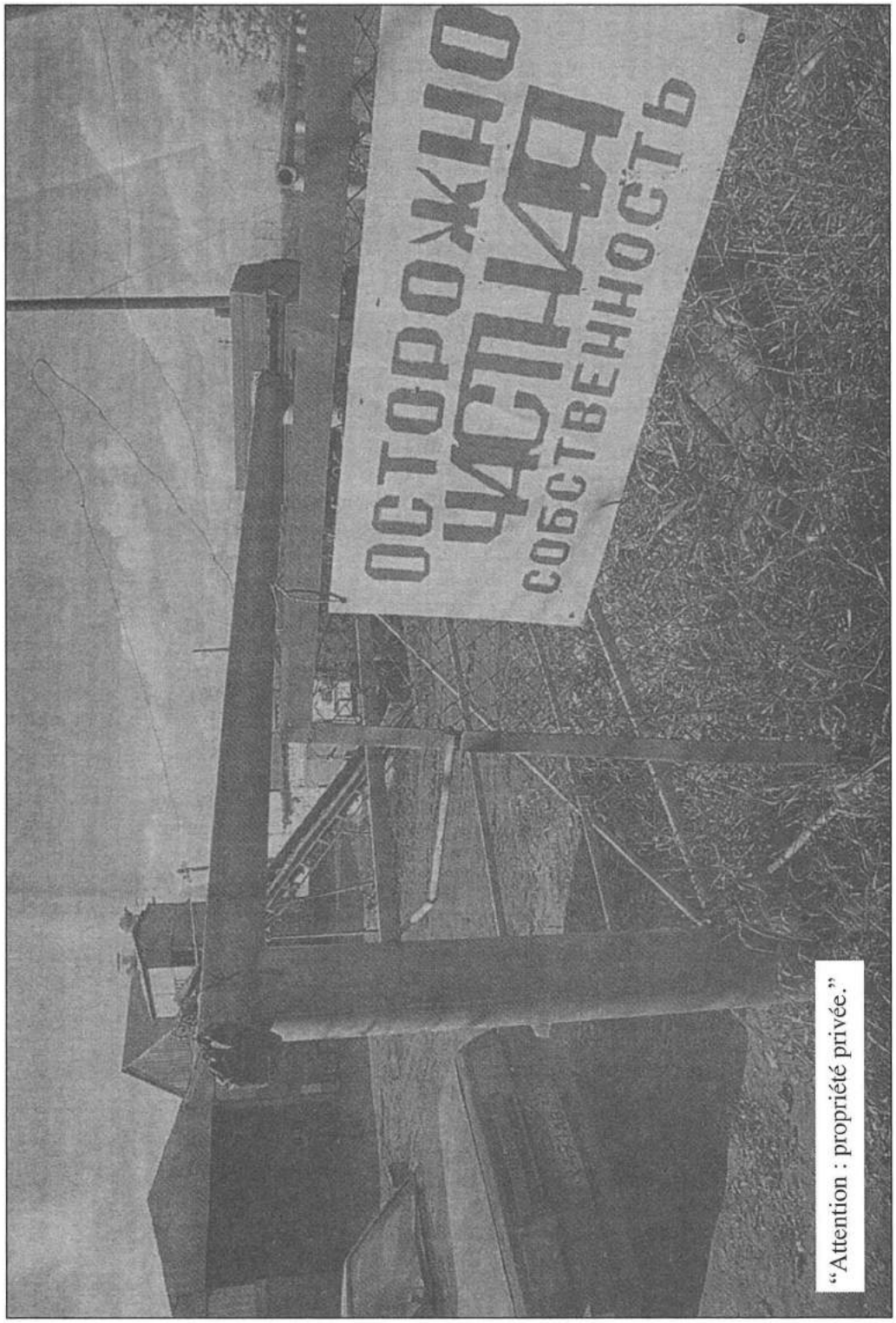
ALLAIN Auguste (France) ; **ANTONINI Daniel**, secrétaire international du Pôle de renaissance communiste en France (France) ; **AUDEJAN Noëlle**, écrivain (France) ; **BARDIN Georges**, militant internationaliste, ancien résistant (France) ; **BARROIS Jean-Pierre,** maître de conférence à l'université Paris-XII, militant contre la guerre (France) ; **BEDÖ János** (Hongrie) ; **BELISSA Marc**, maître de conférence (France) ; **BLANCHARD Daniel**, ancien membre de Socialisme ou barbarie (France) ; **BLANCHARD Arnold**, ancien membre de Socialisme ou barbarie (France), **BLANCHARD Helen**, ancienne membre de Socialisme ou barbarie (France) ; **BODIN Martine** syndicaliste enseignante (France) ; **BOMBARDIERI Bernadette**, libre-penseur (France) ; **BORISOV Todor,** président du Parti ouvrier et paysan bulgare (Bulgarie) ; **BOURHIS Gilles**, syndicaliste CNRS (France) ; **BREITBACH Ulrich**, membre de l'Union des écrivains allemands et de l'Union des journalistes allemands, syndicat Ver.di (Allemagne) ; **BREMOND Hansi**, libre-

penseur et militant politique (France) ; **BRICMONT Jean**, universitaire (Belgique) ; **CANALI José,** militant ouvrier, communiste, syndicaliste (France) ; **CAUMIERES Philippe**, professeur agrégé de philosophie (France) ; **CHABERT Raymond,** retraité (France) ; **CHALLIER Alain**, sculpteur (France), **CHENET Jacques**, libre-penseur (France) ; **CHUBERRE Hervé** (France) ; **CLESSE Pascal**, libre-penseur (France) ; **CUENCA Jean** (France) ; **DE MONTLIBERT Jean**, professeur émérite de sociologie (France) ; **DERUETTE Serge**, professeur de sciences politiques à l'université de Mons (UMH), (Belgique) ; **DOUJON Jean-Pierre**, universitaire (France) ; **DOUPSIS Georges**, libre-penseur ; **DUBOIS Françoise**, retraitée de l'enseignement ; **DUBOIS Pierre**, artiste plasticien (France) ; **ELIARD Michel**, sociologue, professeur d'université (France) ; **EXCOFFON Sylvain**, maître de conférence en histoire (France) ; **FABRE Marguerite**, militante ouvrière, libre-penseuse (France) ; **FABROL Emile,** Prométhée, site communiste, militant à Vitry (France) ; **FAYET Jean-François**, docteur ès lettres (France) ; **FERNANDES Grégory**, étudiant à Lyon, militant AJR (France) ; **FERRAT Jacques**, enseignant (France) ; **FLAMMANT Thierry**, professeur d'histoire (France) ; **FOGLER Tibor** (Hongrie) ; **FRATANOLO Janos**, président du Parti ouvrier hongrois 2006 (Hongrie) ; **GAVOIS Marc-Olivier**, professeur d'histoire-géographie (France) **; GIRAUDON Liliane,** écrivain (France) **; GLEIZAL Jean-Jacques,** universitaire, Grenoble (France) ; **GÔME Gérard,** syndicaliste (France) ; **GOTLIB Igor**, coordinateur régional d'Alternatives, Saint-Pétersbourg (Russie) ; **GROS Dominique**, professeur de droit retraité (France) ; **GUERRIEN Bernard**, maître de conférence en économie, Paris-I (France) ; **GUITTON Michel**, libre-penseur (France) ; **HEBERT Alexandre**, anarcho-syndicaliste (France) ; **IMSIROVIC Pavlusko**, militant de l'Alliance politique ouvrière, ancien prisonnier politique, condamné au "Procès des six" (ex-Yougoslavie) ; **JAKOCS Dániel** (Hongrie) ; **JEKOV Todor,** président du Parti ouvrier-paysan (Bulgarie) ; **JOBIC Christian** (France) ; **JOHNSTONE Diana,** journaliste, écrivain (Etats-Unis) ; **JONY Iván** (Hongrie) ; **JULIEN Stéphane,** syndicaliste (France) ; **KASTLER Claude**, professeur émérite de l'université Stendhal, à Grenoble (France) ; **KOSTIOUK Rouslan**, docteur en histoire, Saint-Pétersbourg (Russie) ; **LABRASCA Frank,** professeur d'université, syndicaliste (France) ; **LACROIX-RIZ Annie**, historienne (France) ; **LARUE LANGLOIS François**, auteur (France) ; **LAVALLEE Ivan**, docteur d'Etat ès sciences (France) ; **LEFEBVRE Michel**, syndicaliste SNES (France) ; **LEMASLE Arnaud** (France) ; **LOSURDO Domenico,** professeur d'histoire de la philosophie à l'université d'Urbino (Italie) ; **MAITTE Hervé**, syndicaliste CGT (France) ; **MARCELE Philippe** (France) ; **MARIE Jean-Jacques**, historien, responsable (1976-1980) de l'édition française de *Listy*, organe de l'Opposition socialiste tchécoslovaque, fondé par Jiri Pelikan (France) ; **MARTIN Roger,** écrivain, militant du PCF (France) ; **MATHIEU Olivier**, enseignant syndicaliste (France) ; **MOLENAT Jean-Pierre,** directeur de recherche émérite CNRS (France) ; **MOQUETTE** Yvan, syndicaliste (France) ; **MORELLI Anne**, universitaire (Belgique) ; **NOEL Bernard**, écrivain (France) ; **O'CONNOR Emmet**, (Irlande) ; **PAPP Julien**, historien (France) ; **PATRIZIO Marie-Ange**, psychologue (France) ; **PAUWELS Dirk**, ergonome, thérapeute manuel, kinésithérapeute (Belgique) ; **PESTIEAU Jean**, professeur à l'université catholique de Louvain (Belgique) ; **PLANTIVEAU Gérard,** syndicaliste (France) ; **POINTCHEVAL Jacques**, libre-penseur (France) ; **POULAIN Philippe**, artiste plasticien (France) ; **PASLAR Vitaly,** membre du Komsomol (République de Moldavie) ; **POLIANSKI Mikhail**, membre du Komsomol (République de Moldavie) **; POULAIN Philippe**, artiste plasticien (France) ; **POUPKINE Vassia** (Russie) **; PRAT Didier**, auteur, compositeur, interprète (France) ; **PRENEAU François**, syndicaliste (France) ; **PROST Laurent** (France) ; **QUENTIN Bernadette**, employée des PTT-FT (France) ; **REMBOTTE Gilles**, militant syndical (France) ; **REZNIK Aleksandr**, syndicat

"Solidarité étudiante", université d'Etat de Perm (Russie) ; **RIVAL Michel**, instituteur retraité, militant du PCF (France) ; **ROBINET Marie-Line,** DDA Val-de-Marne (France) ; **ROCHEFORT Jacques**, assistant (France) ; **ROQUES Monique,** enseignante (France) ; **ROUET Jean-Jacques**, conseiller municipal de Fondettes (37) (France) ; **ROY Pierre,** historien, libre-penseur (France) ; **RYJKINE Mikhaïl Ivanovitch**, assistant du député à la Douma de la Fédération de Russie Kibirev (Russie) ; **SANTOLINI Arnaud**, enseignant, chercheur, syndicaliste (France) ; **SEPPECHER Pascal,** enseignant (France) ; **SEREZAT** André (France) ; **SERGERE Julien**, assistant d'éducation (France) ; **SERNICLAY Clément**, assistant de français à Zurich (Suisse) ; **SAVASTIN Liudmyla,** membre du Komsomol (République de Moldavie) ; **SERGERE Julien,** assistant d'éducation (France) ; **SYBELIN Yannick**, syndicaliste hospitalier (France) ; **VERCRUYSSE** Pierre, syndicaliste CGT (France) ; **VAN CAMPEN Marc**, sidérurgiste prépensionné, Charleroi (Belgique) ; **VIARD Jean**, retraité CGT (France) ; **WEBER Michel**, docteur en philosophie (Belgique) ; **WEINSTEIN Max**, retraité, ancien résistant (France) ; **WHITEHEAD Fred**, historien et libre-penseur, Kansas (Etats-Unis).

Pour toute correspondance : Jean-Jacques MARIE, c/o CERMTRI,
28, rue des Petites-Ecuries, 75 010 Paris, ou par e-mail à cermtri@wanadoo.fr

Dans l'ex-URSS aujourd'hui



"Attention : propriété privée."

Situation critique à l'université d'Etat de Moscou

"CHERS COLLÈGUES, les étudiants de la faculté de sociologie de l'université de Moscou ont lancé un appel de soutien.

La situation scolaire et matérielle à la faculté est devenue très dure et les étudiants ont demandé de l'améliorer. L'administration a répondu avec violence et menaces. Je vous envoie cet appel et je vous demande de le faire circuler.

Cordialement."

Alexandre Bikbov

Appel urgent

Situation critique à la faculté de sociologie de l'université d'Etat de Moscou

Nous sommes un groupe d'étudiants de la faculté de sociologie de l'université d'Etat de Moscou, qui ont demandé à l'administration de la faculté d'améliorer la qualité de l'enseignement, d'arrêter sa propagande réactionnaire et ultranationaliste, d'assurer des conditions quotidiennes d'étude viables. Suite à nos exigences, l'administration a initié une série de répressions : elle a fait arrêter par la police nos amis d'autres universités venus distribuer notre bulletin à la porte de la faculté ; certains étudiants ont été menacés ; le bureau du doyen et le conseil d'étudiants officieux ont rédigé une lettre au recteur (chancelier de l'université) demandant de couper court à toutes actions, manifestations ou réunions non autorisées sur le territoire de l'université. Il s'agit d'une tentative de nous faire taire et d'entourer d'un mur de silence la situation dramatique qui règne à notre faculté.

Nous assistons à une **dégradation croissante des conditions scolaires** : depuis plusieurs années, les cours à la faculté deviennent de plus en plus anodins et formels ; l'administration réduit progressivement les heures des séminaires et des travaux pratiques ; il y a de moins en moins de cours dans les disciplines annexes ; les conférenciers externes sont invités de plus en plus rarement ; les questions d'examens se réduisent au contenu d'un manuel rédigé par le doyen. Le bureau du doyen distribue aux étudiants, à titre obligatoire, une brochure qui cite les *"Protocoles des sages de Sion"* comme une source fiable et ac-

cuse les franc-maçons et les "sionistes" de contrôler la politique américaine et britannique, ainsi que le système financier mondial.

Les conditions quotidiennes d'études à la faculté sont insoutenables. Nous ne disposons pas de bibliothèque. Nous manquons de salles de cours. Il n'y a pas de ventilation. Le bâtiment regorge de caméras de télésurveillance, dont l'administration se sert pour suivre les étudiants "suspects". Les entrées sont munies de tourniquets, comme dans une usine. Les gardes de sécurité se permettent un comportement grossier et brutal envers les étudiants.

Nous exigeons une révision de la structure des cours, l'invitation des professeurs compétents et des chercheurs reconnus en tant qu'enseignants, la mise à disposition d'informations sur les programmes d'échanges avec les universités étrangères, le renvoi des gardes de sécurité grossiers, l'abolition du système humiliant de contrôle à l'entrée, des conditions vivables.

Nous insistons sur une rencontre publique avec le doyen, en présence du recteur de l'université. Notre objectif principal est d'améliorer la qualité de l'enseignement à la faculté et changer la situation générale pour nous, étudiants, mais aussi pour les enseignants, dont certains nous ont déjà témoigné leur solidarité.

Nous vous demandons de diffuser cet appel ainsi que la lettre d'information ci-jointe (en anglais) parmi vos collègues et d'autres personnes susceptibles de se solidariser avec nous. Soutenez-nous en écrivant au décanat et au rectorat de l'université, dans n'importe quelle langue (copie à notre adresse, SVP) :

info@od-group.org).

Secrétariat de presse de l'université d'Etat de Moscou : tél. + 7-495-939-36-67 ; fax : + 7-495-939-22-64 ; courriel :

press@rector.msu.ru

Recteur de l'université d'Etat de Moscou, Viktor Antonovitch Sadovnitchi : tél. + 7-495-939-10-00 ; fax : + 7-495-939-01-26 ; courriel :

info@rector.msu.ru

Doyen de la faculté de sociologie, Vladimir Ivanovitch Dobrenkov : tél./fax :

+ 7-495-939-46-98 ; courriel :

vid@socio.msu.ru ou theory@socio.msu.ru

Administration de la faculté de sociologie : fax : +7-495-939-46-98 ;

courriel :

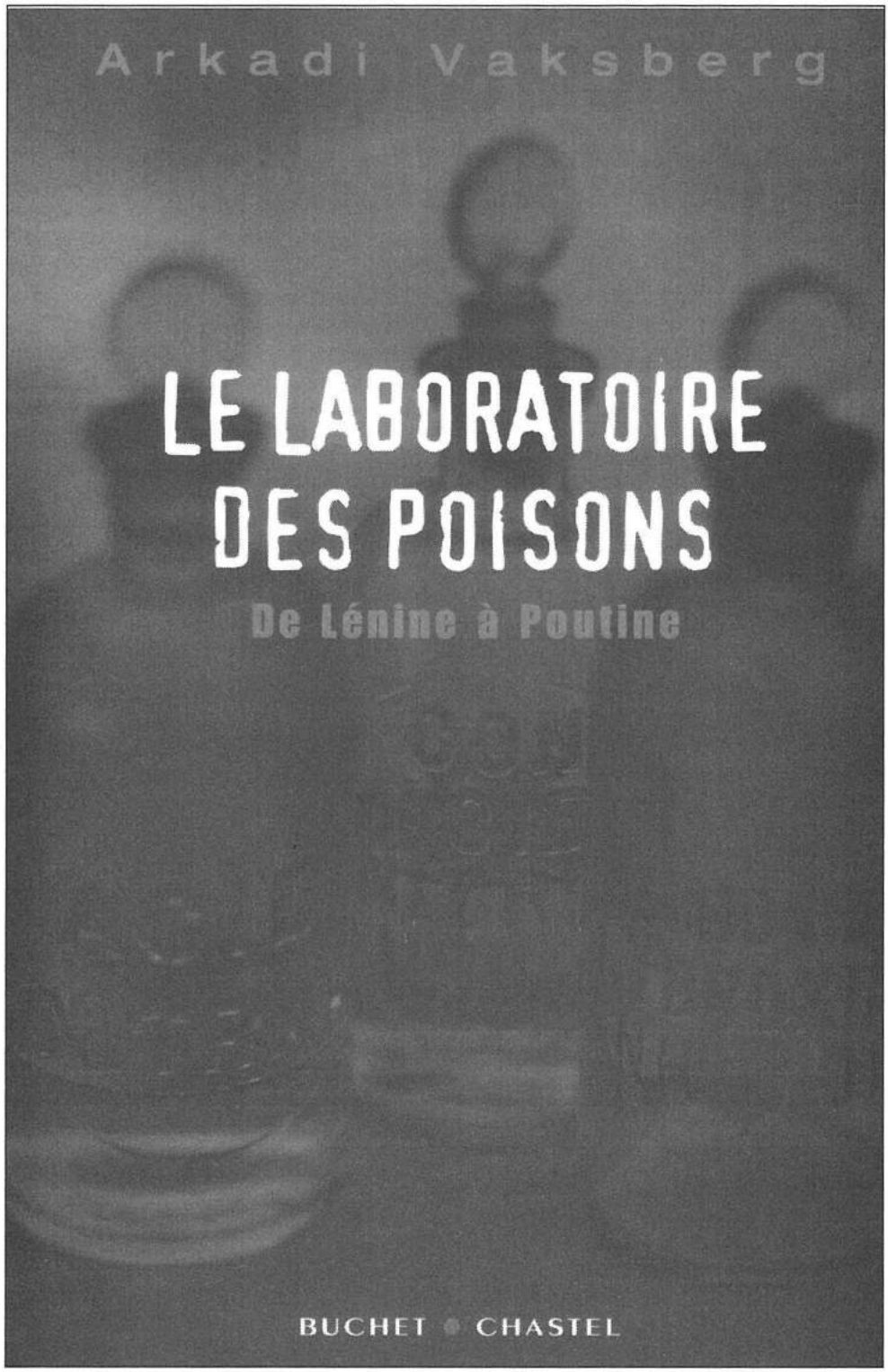
soc@socio.msu.ru

Signez pour soutenir nos revendications :

www.od-group.org/page.php?page=sign

Pour de plus amples informations en russe, voir www.od-group.org

Chronique des falsifications


Arkadi Vaksberg
LE LABORATOIRE DES POISONS
De Lénine à Poutine
BUCHET CHASTEL

Laboratoire des poisons ou falsifications à foison ?

NOUS avions déjà pris le journaliste russe Arkadi Vaksberg en flagrant délit de falsification grossière (1) lorsque, dans son *Mystère Gorki*, il évoquait une lettre de Lénine répondant à une protestation de Gorki et affirmait : *"La réponse de Lénine a été, comme la lettre de Gorki, enfouie dans des archives secrètes pendant des décennies : elle n'a ensuite été publiée qu'avec maintes coupures. A mon sens, c'est une des lettres les plus terrifiantes de Lénine, qui y exprime cruellement et brutalement des sentiments jusqu'alors dissimulés"* (p. 109).

Or cette lettre avait été publiée intégralement dans le tome 51 des *Œuvres complètes* de Lénine (pp. 47 à 49)... en 1965, et Arkadi Vaksberg en citait de simples extraits, avec des coupures qui n'étaient pas indiquées. Le n° 22 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, qui signale cette petite manipulation, publie la photographie des trois pages du tome 51 des *Œuvres complètes* de Lénine (2).

Apocalypse now !

Choisissant la veine apocalyptique, Arkadi Vaksberg affirme dans son ouvrage *Staline et les Juifs* que Staline envisageait de mettre en œuvre sa version de la "solution finale" de la question juive (donc, l'extermination totale des Juifs), mais cela ne suffit pas à Vaksberg. Il prête à Staline (dont, certes, la politique contre-révolutionnaire et sanglante ne fait pas de doute pour aucun des lecteurs de cette revue, mais cela ne permet pas de raconter n'importe quoi) un projet de solution finale pour toute l'humanité, promise par lui à l'apocalypse nucléaire ! *"Derrière la haine à l'égard des Juifs, l'objectif est clair : déclencher une nouvelle guerre (le caractère provocateur de l'explosion d'une bombe de faible puissance dans la cour de l'ambassade de l'URSS à Tel-Aviv était facile à déceler) (...), l'arme atomique n'y serait plus une riposte, mais utilisée en premier. Une guerre avec des slogans à la portée de tous : anéantir le mal planétaire (le capitalisme) et ses agents (les Juifs). Staline rêvait* (sic !) *passionnément de cela : il ne trouverait jamais de moment plus opportun"* (p. 246). Aucun fait concret ne confirme cet "objectif" (prétendument) clair. Ce délire suffit à invalider les affirmations de l'auteur sur la déportation et l'extermination des Juifs.

Dans *Le Laboratoire des poisons*, Vaksberg se surpasse et se dépasse. La liste de toutes ses falsifications emplirait la moitié d'un numéro de cette revue. Je n'en prendrai que quelques exemples.

Dès les premières lignes de son ouvrage, Arkadi Vaksberg donne le la. Il

(1) Arkadi Vaksberg : *Le Laboratoire des poisons (De Lénine à Poutine)*, traduit du russe par Luba Jurgenson, 252 pages. Buchet-Chastel, 20 euros.

(2) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 22.

écrit en effet : *"La duplicité, l'hypocrisie et la démagogie, tels sont les traits distinctifs du régime communiste qui s'installe à partir de 1917 sur le territoire de l'ancien Empire russe."* Et pour illustrer cet aphorisme, il ajoute : *"Qui luttait avec ferveur pour la liberté de la presse à l'époque du tsarisme et après sa chute ? Les bolcheviks, naturellement. Et qui, huit jours après avoir pris le pouvoir par la violence, interdisait tous les journaux de l'opposition, mettant fin à la liberté d'expression ? Les mêmes bolcheviks"* (p. 9). D'ailleurs, *"toute la carrière de Lénine ne fut que violence et terreur"* (p. 15), cette dernière phrase étant imprimée dans un chapitre titré : *"On n'a qu'à les égorger tous"* ! Rien que cela. De plus, *"la duplicité et l'hypocrisie de Lénine ne connaissaient pas de limites"* (p. 34).

Or, en novembre 1917, le Conseil des commissaires du peuple interdit uniquement les journaux du Parti monarchiste constitutionnel démocrate, dit parti Cadet, qui envoyait ses émissaires dans le sud pour aider les généraux monarchistes (Alexeiev, Denikine et autres) à lever une armée contre-révolutionnaire, qui commencera ses actions militaires dès le début de décembre. Un journal d'opposition comme *Novaia Jizn*, de Gorki, paraîtra jusqu'en juillet 1918. Des journaux mencheviques paraissent, dans des conditions certes difficiles, jusqu'en 1920. A partir du moment où la guerre civile se déchaîne, la liberté de la presse est évidemment remise en cause par tous les camps en lutte, parce que, dans toute guerre ouverte, on interdit la propagande de l'adversaire : dès le 5 décembre 1917, l'ataman Doutov interdit la presse bolchevique à Orenbourg, ville dont il a pris le contrôle avec ses troupes. La presse bolchevique est interdite dans tous les territoires occupés par les blancs, où les militants bolcheviques pris en train de distribuer des tracts sont souvent purement et simplement pendus.

Dans le chapitre intitulé *"On n'a qu'à les égorger tous"*, Vaksberg écrit : *« Lénine préconisait de* "pendre, fusiller et noyer en secret pour semer la terreur", *et ce partout, proposant de payer chaque fois cent mille roubles aux tueurs, dont les noms devaient rester cachés »* (p. 17). Qui ne frémirait à lire ces lignes ? Or cette histoire des "cent mille roubles", je n'en ai trouvé qu'une trace (admettons qu'une m'ait échappé...). Voici dans quelles circonstances, que Vaksberg efface pour mieux transformer un événement donné en méthode .

Nous sommes pendant l'hiver 1920-1921. Les négociations de paix avec la Pologne interdisent à l'Armée rouge tout mouvement dans les régions en cause. Un ancien officier engagé dans l'Armée rouge, passé en 1919 chez les blancs, Bei Boulak-Balakhovitch, a formé une bande installée en Pologne et en Lettonie.

Au cours de ses incursions plus que tolérées par les gouvernements baltes et polonais en Biélorussie, la bande se déchaîne contre les Juifs, auxquels ses membres coupent le nez, tranchent les mains et les pieds, qu'ils égorgent, éventrent, roulent dans du fil de fer barbelé, écorchent vifs, pendent aux arbres, après avoir violé puis brûlé vives vieilles femmes et fillettes.

Une fillette a été violée par 34 soldats successivement. Les soldats ont violé une femme de 60 ans, puis l'ont arrosée d'essence et brûlée vive. Les violeurs ont coupé les pieds d'une jeune Juive qui leur résistait, égorgé son père et son frère, puis brûlé sa maison. Ligotée par les discussions d'armistice avec les Polonais, l'Armée rouge ne peut poursuivre les tueurs au-delà de la frontière.

Un jour de novembre, Lénine, recevant un rapport sur les exactions de cette bande et furieux de son impunité, propose un plan expéditif, qui suscite l'indignation d'essayistes en revanche totalement muets sur les pogromes de Boulak-Balakhovitch. *« Sous l'aspect de "verts" (nous leur mettrons tout sur le dos après), nous nous enfoncerons de 10 à 20 kilomètres et nous pendrons des koulaks, des popes, des grands propriétaires fonciers. Prime : 100 000 roubles par pendu »* (3).

Ce plan désespéré et irréalisable restera sur le papier. Quelques jours plus tard, un régiment de l'Armée rouge sur-

(3) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 52, p. 173.

prend la bande en Biélorussie et l'anéantit.

Vive la rumeur !

Des naïfs croient peut-être que le travail de l'historien consiste à étudier les documents, à vérifier leur fiabilité, à les confronter avec les témoignages oraux qu'il est possible de recueillir, et dont il faut tout autant, sinon plus encore, vérifier la fiabilité et la vraisemblance (tant la mémoire est capricieuse et la vanité personnelle infinie...), en s'interrogeant sur qui dit quoi à qui, quand et pourquoi, en multipliant les recoupements et en tenant le plus grand compte des circonstances dans lesquelles un événement s'est passé.

Arkadi Vaksberg, au début de son ouvrage, informe son lecteur que tout cela est à peu près inutile en ce qui concerne l'objet de son étude. Il affirme : *"Il faut avoir présent à l'esprit que Staline comprenait parfaitement le caractère criminel de ses actes : aussi évitait-il soigneusement de laisser des traces documentaires"* (p. 23). Admettons... De ce fait, Vaksberg tire deux conclusions, qu'il étend d'ailleurs non seulement à la période du règne de Staline, mais à toute l'histoire de l'Union soviétique. La première : *"On se servira davantage de raisonnements psychologiques que de sources écrites. Pour les criminologues, il n'y a là nulle incohérence : un ensemble d'indices est considéré comme une base de preuves aussi fiable qu'un document, facile à falsifier d'ailleurs"* (p. 23). La seconde, plus surprenante encore, la couronne admirablement : il faut attacher, écrit Vaksberg, beaucoup d'importance à la rumeur, car *« l'existence même des "rumeurs" incite à les prendre au sérieux. Elles n'apparaissent jamais sans raison, selon l'adage il n'y a pas de fumée sans feu. »*

Il ajoute : *"La rumeur comme phénomène social est propre aux sociétés fermées, car une société libre n'en a nul besoin"* (p. 24).

Vaksberg raconte l'assassinat — probable — en 1925, ordonné par Staline, du commissaire à la Défense, Frounzé, après une opération inutile — même si Frounzé, que Vaksberg présente abusivement pour les besoins de sa cause comme en excellente santé, avait, comme tous les autres dirigeants de la guerre civile, l'estomac abîmé par un régime de vie et une alimentation exécrable pendant quatre ans. Il explique : *"Existe-t-il une preuve absolue de la véridicité de la version proposée ? Non, si l'on considère comme preuve uniquement un document écrit, signé et estampillé. Oui, si l'on prend pour base un très grand nombre de témoignages et le fait remarquable en soi que cette prétendue rumeur se maintient depuis quatre-vingts ans"* (p. 24).

Vraiment ? Vaksberg n'a donc jamais entendu parler de la fameuse "rumeur d'Orléans" imputant à des commerçants juifs d'une ville libre dans une société libre l'enlèvement de jeunes clientes pour les livrer aux marchands de chair fraîche ? Et l'on pourrait allonger la liste des "rumeurs" fantastiques qui se développent dans lesdites sociétés libres. La rumeur selon laquelle le gouvernement américain aurait lui-même organisé (ou laissé faire) l'attentat du 11 septembre 2001 est ainsi largement répandue. Elle ne prouve évidemment rien dans aucun sens... sinon la profonde défiance dans le gouvernement de Bush et de ses acolytes.

Pire encore : si les "rumeurs n'apparaissent jamais sans raison" et s'il n'y a pas de fumée sans feu, à quelle raison et à quel feu Vaksberg attribue-t-il la rumeur sur les crimes rituels attribués aux Juifs, qui se développe à partir du XII[e] siècle en Europe et qui va déboucher sur des conséquences tragiques en Russie à la fin du XIX[e] siècle et au début du XX[e] ? C'est une rumeur de ce type, sur l'assassinat rituel prétendu d'un adolescent chrétien, qui provoque l'effroyable pogrome de Kichinev en 1903, puis le procès Beilis, accusé de meurtre rituel en 1913, et d'autres encore.

La question est d'autant moins rhétorique que, dans sa Bible antisémite, *Deux siècles ensemble*, le prix Nobel Soljenitsyne, évoquant la fameuse af-

faire Beilis, se montre très évasif sur la réalité ou non des prétendus meurtres rituels.

N'importe quoi...

Adossé à cette méthode, on peut écrire n'importe quoi, et Vaksberg ne s'en prive pas. Pour se débarrasser de toute entrave superflue, d'ailleurs, son ouvrage ne comporte aucune note, aucune référence, rien. Le lecteur est invité à faire confiance aveuglément à l'auteur de cette méthode historique propre aux journalistes pressés.

Il nous décrit une longue liste de morts déclarées suspectes (dont certaines le sont d'ailleurs très probablement, mais d'autres inventées), et qu'il déclare le plus souvent dues à un empoisonnement d'autant plus évident qu'il est indétectable ! Le chef du Guépéou, Menjinski, dont Vaksberg écrit pourtant qu'il *"était gravement malade"* (p. 37), meurt-il en 1934, il a été empoisonné pour laisser la place à son adjoint, Iagoda. Or, vu la maladie qui clouait son chef au lit, Iagoda était pourtant depuis plusieurs années le vrai dirigeant du Guépéou (rebaptisé NKVD en 1934). L'un des auteurs du massacre de la famille impériale, Iourkovski, est-il en 1937 brusquement emmené à l'hôpital, où il meurt : pas de doute, il a été mystérieusement empoisonné ! En 1937, le NKVD arrêtait chaque jour des fournées entières de dirigeants grands, moyens et petits du Parti communiste, déclarés trotskystes, agents de la Gestapo et du Mikado, saboteurs, etc. Pourquoi aurait-il dû se gêner avec Iourkovski et monter toute une opération pour le liquider en douceur ?

Ces inventions mènent Vaksberg à jouer avec la chronologie sans gêne excessive. Ainsi, le docteur Mairanovski, spécialiste des poisons — que Vaksberg appelle Docteur la Mort —, exilé au Daghestan, écrit au cours de l'été 1964 à Khrouchtchev pour lui rappeler, affirme Vaksberg, leur rencontre en 1947, lorsqu'ils préparaient l'empoisonnement de l'archevêque Romji. Erreur fatale, selon Vaksberg : en décembre 1964, Mairanovski vient à Moscou, est hospitalisé et meurt bien entendu empoisonné. Or Khrouchtchev, limogé le 14 octobre 1964, n'avait plus aucun moyen de faire payer à Mairanovski un rappel historique douteux qu'il n'avait — s'il est bien réel — bien entendu pas ébruité.

Vaksberg se montre plus d'une fois imprudent avec la chronologie. Ainsi attribue-t-il l'attentat du 30 août 1918 contre Lénine à Lidia Konopleva et Grigori Semionov, dont il écrit : *"Les documents conservés prouvent qu'ils étaient tous les deux dénonciateurs et provocateurs à la solde de la Vétchéka"* (p. 21). Or ils appartenaient en août 1918 à l'un des groupes terroristes socialistes-révolutionnaires qui préparaient des attentats contre Lénine et Trotsky. La Tcheka les arrêta en octobre 1918 et les retourna une fois en prison. Mais octobre, c'est en général deux mois après août.

Pour donner une certaine validité à des hypothèses dénuées de preuves, Vaksberg peut écrire aujourd'hui l'inverse de ce qu'il écrivait quelques années plus tôt. Peut-être le dirigeant communiste bulgare Dimitrov est-il bien mort de façon suspecte dans l'hôpital de Barvikha, près de Moscou, en 1949. Mais Vaksberg écrit : *"On n'attendit pas l'autopsie pour communiquer la cause officielle du décès : une cirrhose du foie, alors que Dimitrov n'était pas un alcoolique"* (p. 141). Or, dans *L'Hôtel Lux,* Vaksberg faisait un portrait beaucoup moins élogieux du dirigeant bulgare et citait à l'appui de ses dires un témoignage du dirigeant de l'Internationale, Kuusinen, affirmant : *"Dimitrov ne s'intéressait qu'aux beuveries et aux jupons"* (p. 65). Alcoolique hier en cas de besoin et plus du tout lorsque le besoin change.

Parfois, on tombe même au niveau du journalisme people. Vaksberg évoque ainsi la mort de la fille du secrétaire général du Parti communiste bulgare, Lioudmila Jivkova , fort critique, dit-il, à l'égard du régime. Peut-être sa mort est-elle effectivement suspecte. Mais on lit avec une certaine stupeur les lignes suivantes : *"Plus tard, sa femme de cham-*

bre affirma que la turquoise de sa chevalière, dont Lioudmila ne se séparait jamais, avait blanchi peu de temps avant sa mort. Les propriétés de cette pierre sont légendaires : elle pâlit lorsque son propriétaire ingurgite du poison. Cette aptitude à prédire la mort par empoisonnement est décrite dans le poème d'Orphée Les Pierres. *Selon certains témoignages* (?), *Lioudmila avait remarqué la pâleur croissante de sa chevalière, mais son fatalisme l'avait empêché de prendre des précautions"* (p. 165). Une femme de chambre et Orphée réunis dans la preuve du meurtre... Quel juge prendrait cela au sérieux ?

De temps à autres, l'imagination aboutit à des résultats comiques. Ainsi, Vaksberg évoque-t-il avec le plus grand sérieux *"l'impuissance dont souffraient les plus hauts dirigeants du parti"* (p. 37), mais affirme ensuite que Beria *"avait plusieurs centaines de maîtresses"* (p. 80). Certes, l'exception confirme la règle, mais quand même !

Mais, parfois, les documents écrits existent, malheureusement pour l'auteur ! Ainsi, Vaksberg évoque, sans citer le moindre document, la création d'un laboratoire secret des poisons par Lénine en 1921, placé, affirme-t-il, sous le contrôle du Conseil des commissaires du peuple, sans aucune indication sur le responsable de ce laboratoire, dont Vaksberg ne nous évoque aucun usage avant de longues années (malgré le sous-titre du livre, *Le Laboratoire des poisons [De Lénine à Poutine]*). Si Lénine avait créé un tel laboratoire sous sa direction, pourquoi aurait-il dû solliciter Staline de lui procurer du poison à la fin d'une vie qu'incapable de parler et d'écrire, il ne pouvait apparemment plus supporter ?

Vaksberg évoque *"un épisode relaté par Boukharine en 1932, lors de la rencontre avec les écrivains communistes chez Gorki (...). D'après Boukharine, Staline aurait raconté aux membres du Politburo que Lénine lui avait demandé du cyanure du cabinet spécial pour mettre fin à ses jours"* (pp. 35-36). Hélas ! le compte rendu écrit de cet épisode auquel Vaksberg renvoie sans le citer (par l'écrivain Zelinski) n'évoque aucun "cabinet spécial" et ne prononce pas le mot "cyanure" (seulement le mot poison !). Vaksberg enrichit ainsi le document écrit de deux détails. Il ajoute : *"Il est très probable que Staline ait eu recours à l'arsenal du cabinet spécial pour accélérer le dénouement."* De plus, *"des* (?) *historiens russes actuels pensent* (sic !) *que Piotr Pakaln, le chef des gardiens qui assuraient la sécurité de Lénine à Gorki (...), a pris part au meurtre. D'ailleurs, il connut bientôt le même sort"* (p. 35). Bien entendu... Ils peuvent "penser" tout ce que la mode exige.

Ces lignes résument toute la méthode de l'auteur, qui permet d'avancer toutes les hypothèses sans avoir à leur apporter le plus petit début de preuve. Les portes sont dès lors grandes ouvertes devant l'imagination.

Jean-Jacques Marie

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0908G78360